



Site Natura 2000 *FR7200805*

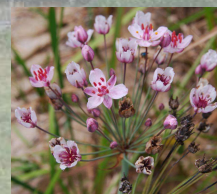
Réseau hydrographique des jalles de Saint-Médard et d'Eysines



Document d'objectifs

Volume II : programme opérationnel

2010



Opérateur : **S.I.J.A.L.A.G.**

Assistance technique



Table des matières

1. ENJEUX DE CONSERVATION ET OBJECTIFS OPÉRATIONNELS.....	3
1.1. DÉFINITION DES ENJEUX DE CONSERVATION	3
1.2. PRÉSENTATION DES OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	4
2. PROGRAMME OPÉRATIONNEL.....	5
2.1. ORGANISATION DE LA DÉMARCHE	5
2.1.1 <i>Les outils mis en place</i>	5
2.1.2 <i>Définition des priorités d'action</i>	5
2.1.3 <i>Définition des entités de gestion</i>	8
2.2. LA CHARTE NATURA 2000	12
2.2.1 – <i>Engagements et recommandations de portée générale</i>	12
2.2.2 – <i>Engagements et recommandations par grands types de milieux</i>	13
2.2.2.1 - Milieux forestiers (feuillus).....	13
2.2.2.2 - Eaux dormantes et eaux courantes	13
2.2.2.3 - Formations herbeuses sèches (pelouses, prés ou landes) à humides (mégaphorbiaies, marais, prairies humides)	14
2.2.2.4 - Autres formations arborées (haies, bosquets, arbres isolés, alignements d'arbres, peupleraies).....	15
2.2.2.5 - Cultures maraîchères, vergers et élevages.....	16
2.2.3 – <i>Engagements et recommandations pour les activités de loisirs</i>	17
2.3. LES MESURES CONTRACTUELLES	18
2.3.1 <i>Cahiers des charges des mesures agro-environnementales</i>	18
2.3.2 <i>Cahiers des charges des mesures non agricoles</i>	36
2.3.3 <i>Évaluation financière</i>	75
2.3.3.1 - Mesures agro-environnementales.....	75
2.3.3.2 - Mesures non agricoles et non sylvicoles	76
2.3.3.3 - Répartition des coûts par financeur	78

2.4. LES MESURES « HORS CONTRAT »	79
2.4.1 <i>L'animation</i>	79
2.4.1.1 - Descriptif de la mesure.....	79
2.4.1.2 - Évaluation financière	81
2.4.2 <i>Autres actions hors contrat</i>	82
2.4.2.1 – Études et suivis.....	82
2.4.2.2 – Organisation de la maîtrise des pollutions et autres nuisances	85
2.4.2.3 – Stabiliser et équilibrer l'occupation du sol	85
2.4.2.4 – Informer les acteurs locaux et communiquer auprès du public	86
2.4.2.5 – Évaluation financière.....	88

Sigles et abréviations	89
------------------------------	----

1. ENJEUX DE CONSERVATION ET OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

1.1. Définition des enjeux de conservation

Le site des jalles a été proposé et désigné en raison de la présence du vison d'Europe sur le réseau hydrographique. Il s'agit donc principalement d'un site linéaire dont la continuité amont-aval doit être assurée.

Cette caractéristique originelle induit tout naturellement le premier enjeu de conservation :

Enjeu 1 : conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire au travers des **corridors écologiques** (lit mineur, ripisylve, forêt alluviale, berges, haies,) et les milieux annexes.

Cet enjeu est partiellement lié à la maîtrise des activités agricoles et sylvicoles, mais encore plus à l'entretien des milieux non exploités, ainsi qu'à la gestion du réseau hydrographique (et ses annexes hydrauliques).

Toutefois, il existe aussi des intérêts localisés en différents points du site, sans enjeu de circulation amont-aval :

Enjeu 2 : conservation et restauration des habitats naturels et d'espèces (papillons en particulier) d'intérêt communautaire présents sur les **surfaces herbacées**, telles que les prairies et les clairières forestières.

Cet enjeu, comme l'a montré le diagnostic, est lui-même fortement lié à la maîtrise des activités d'élevage et des pratiques sylvicole, ainsi qu'à la gestion des périmètres de protection des captages.

De plus, l'intérêt global du site est lié à l'existence du réseau hydrographique et de ses annexes hydrauliques :

Enjeu 3 : gestion et l'amélioration de la répartition de la **ressource en eau**, ainsi que la qualité de cette ressource, notamment par l'entretien des rivières et fossés et de leurs annexes hydrauliques, ainsi que la maîtrise des rejets.

Enjeux patrimoniaux (rappel)	Secteur agricole	Secteur « urbain »	Secteur forestier
Herbiers aquatiques (A1)	XXX	X	X
Mégaphorbiaie (A1)	X	X	XX
Aulnaie-frênaie (A1*)	X	X	XXX
Landes humides méridionales présentes (A1*)		X	?
Agrion de Mercure (A2)	XXX	X	
Cuivré des marais (A2)	X		
Vison d'Europe et loutre (A2)	X	?	X
Lamproie de Planer présente (A2)	X	?	
Cistude d'Europe (A2)		XXX	X
Damier de la succise (A2)		XXX	
Fadet des laïches présent (A2)		X	
Espèces protégées (orchis à fleurs lâches, jonc fleuri)	X		
Espèces protégées (pie-grièche écorcheur, azuré du serpolet, thésium couché)		X	
Espèces protégées (jacinthe des bois, hottonie des marais)			X

1.2. Présentation des objectifs opérationnels

La réponse à ces enjeux se décline au travers d'une série de 12 objectifs opérationnels, un même objectif pouvant répondre à plusieurs enjeux, en raison notamment du lien évident entre la gestion des milieux et la gestion de l'eau.

	Enjeu 1	Enjeu 2	Enjeu 3
A - Assurer la circulation de l'eau tout en préservant sa qualité et en assurant le maintien des herbiers aquatiques	X		X
B - Adapter les pratiques de culture et d'élevage aux enjeux écologiques du site		X	
C - Adapter la gestion sylvicole des boisements de feuillus aux enjeux et recommandations du DOCOB (Souge, populiculture)	X	X	X
D - Développer la diversité des habitats		X	
E - Maîtriser la progression des ligneux sur les milieux herbacés		X	
F - Maîtriser la progression des espèces invasives	X	X	X
G - Favoriser le développement de la mégaphorbiaie, en linéaire ou en surfacique	X	X	X
H - Préserver tous les habitats accueillant la cistude d'Europe (entretien, suivi, protection)	X	X	X
I - Favoriser la diversité du peuplement de papillons diurnes		X	X
J - Permettre le maintien ou l'installation des espèces de l'annexe 2 sur tout le linéaire des jalles. (loutre, vison, agrion, lamproie)	X		
K - Adapter les aménagements en général, et les activités de loisir en particulier, aux enjeux et recommandations du DOCOB	X	X	X
L - Améliorer les connaissances et mettre en place des suivis	X	X	X

2. PROGRAMME OPÉRATIONNEL

2.1. Organisation de la démarche

2.1.1 Les outils mis en place

Les mesures proposées dans ce document d'objectifs correspondent à différents outils

- des mesures contractuelles sur des parcelles agricoles : **MAEt** (mesures agro-environnementales territorialisées)
- des mesures contractuelles sur des parcelles non agricoles : **CN** (contrats Natura 2000 non agricoles).
- des mesures hors contrat, qui ne constitueront pas des contrats Natura 2000 mais se mettent en place à l'aide de financements divers, FEADER ou non. Ces mesures correspondent notamment à l'animation du DOCOB et aux suivis : **HC** (mesures hors contrat).
- des mesures non contractuelles, qui correspondent désormais en priorité à la **charte Natura 2000**.

2.1.2 Définition des priorités d'action

Il est indispensable de rappeler que la démarche est basée sur le volontariat. La signature de contrats se fera donc en fonction des opportunités.

Les niveaux de priorités servent à l'animateur pour structurer sa démarche de concertation afin de rechercher et de motiver les candidats à la contractualisation :

Niveau 1 : actions prioritaires pour le maintien ou l'amélioration de l'état de conservation des habitats ou des habitats d'espèce, parce que l'enjeu patrimonial est élevé ou pour répondre à un niveau de vulnérabilité élevé.

Plus prosaïquement, les actions prioritaires concerneront aussi les démarches qui ont recueilli un certain intérêt de la part de propriétaires ou d'ayant droit, qui ont donc plus de chances d'être mises œuvre dans le cadre d'un plan d'action quinquennal.

Niveau 2 : actions importantes pour la restauration ou l'amélioration de la diversité écologique du site. Ce sont généralement des actions localisées dans l'espace, qu'il n'est pas nécessaire de généraliser, mais qui jouent un rôle fondamental dans la préservation de la biodiversité.

Leur mise en œuvre ne nécessite pas une programmation particulière, mais, en raison de leur intérêt, il est souhaitable de pouvoir les commencer dès que possible durant cette première phase de mise en œuvre du DOCOB.

Niveau 3 : actions utiles mais ne présentant ni un caractère d'urgence, ni une obligation.

Leur mise en œuvre ne nécessite pas de programmation particulière et peut même se faire sur un prochain programme quinquennal si la dynamique locale n'est pas favorable.

Priorité	Code action	Type de mesure	Objectifs opérationnels	Enjeux	Intitulé de l'action
1	GCE1	CN	C, F, J, K	1,3	Diversification des boisements bordant la Berle de Captieux
1	GCE2	CN	A, C, J, L	1,3	Restauration et entretien de la ripisylve du ruisseau de Bonneau
1	GCE5	CN	ADGHJL	1,3	Entretien des milieux herbacés rivulaires
1	GCE6	CN	CF	1	Élimination ciblée du cerisier tardif
1	GZH1	CN	C,D,G,H	2,3	Création ou rétablissement de clairières
1	GZH2	CN	D,E,I,J	2,3	Entretien d'une lande humide
1	GZH3	CN	D,E,G,J	2,3	Restauration et entretien d'une mégaphorbiaie et de prairies humides
1	GZH6	CN	C,D,G,I,J,K,L	2,3	Restauration d'un boisement humide sur prairie, voire sur mégaphorbiaie, à la place de la peupleraie abandonnée
1	GPLC2	CN	D,E,H,I,L	2	Entretien de landes mésophiles à sèches au sein de coteaux boisés
1	GPLC3	CN	C,D,H	2	Création d'une clairière dans un boisement mixte
1	GPLC4	CN	B,E,I,J	2	Entretien d'une prairie mésophile à humide

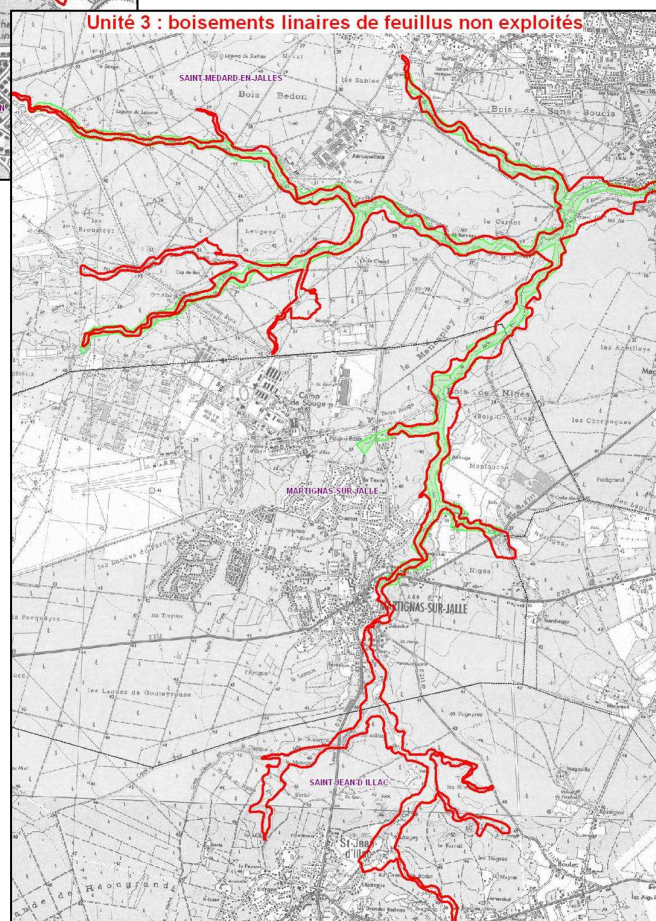
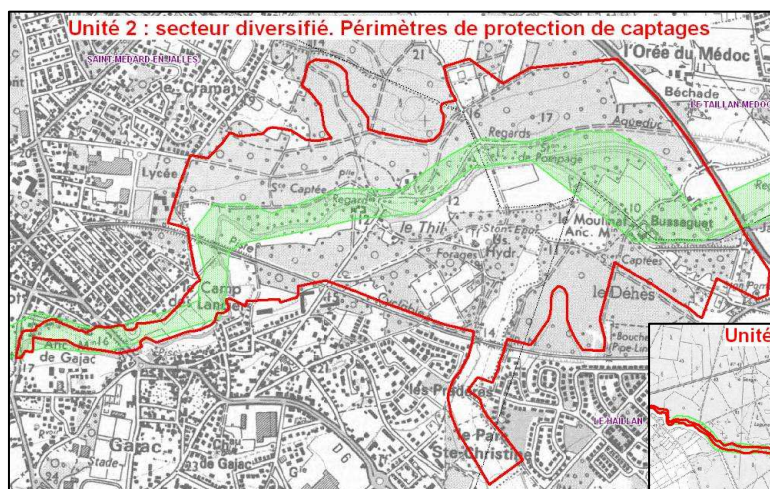
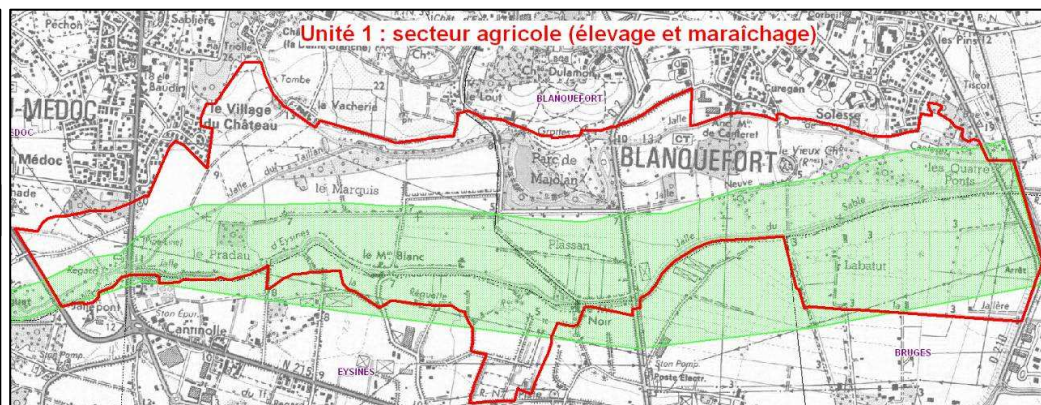
2	GCE3	CN	ADGJKL	1,3	Éclaircies et entretien de la végétation des berges de la Jalle
2	GCE4	CN	ADGJKL	1,3	Éclaircies et entretien de la végétation des berges de la Jalle
2	GZH5	CN	B,F,G,J	2,3	Entretien et valorisation d'un secteur de prairie dégradée
2	GPLC5	CN	A,B,D,E,F,G,J	2	Restauration d'une prairie mésophile à humide


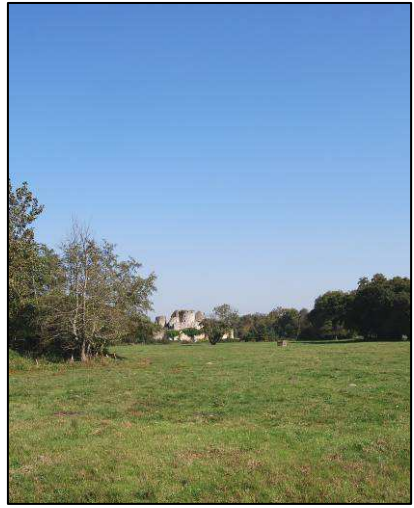
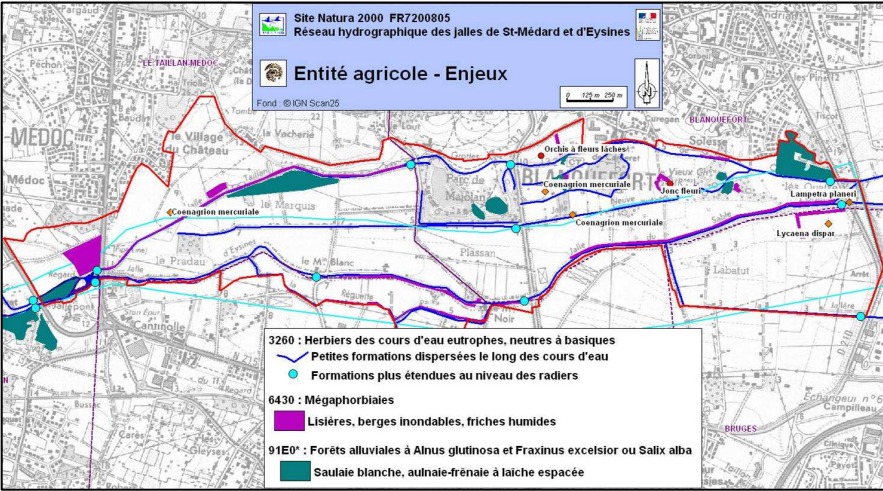
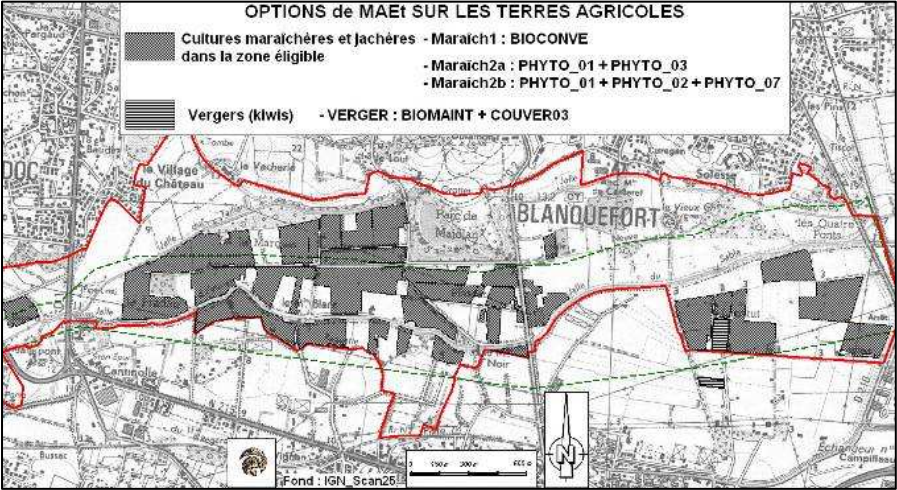
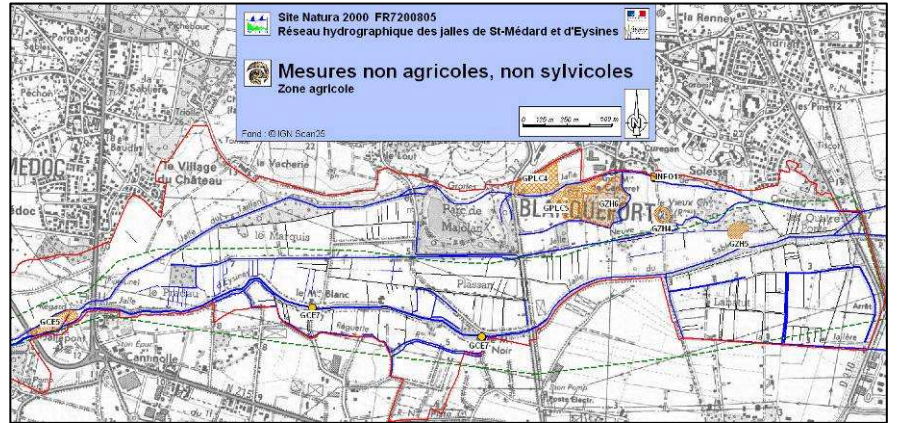
3	GCE7	CN	J, K, L	1,3	cf. intitulé de la mesure
3	GZH4	CN	E,G,J	2,3	Restauration et entretien d'une mégaphorbiaie
3	GPLC1	CN	C,D,E	2	Entretien d'une lande mésophile en milieu forestier
3	INFO1	CN	K	1,2,3	Investissements visant à informer les usagers pour limiter leur impact
3	INFO2	CN	K	1,2,3	Investissements visant à informer les usagers pour limiter leur impact



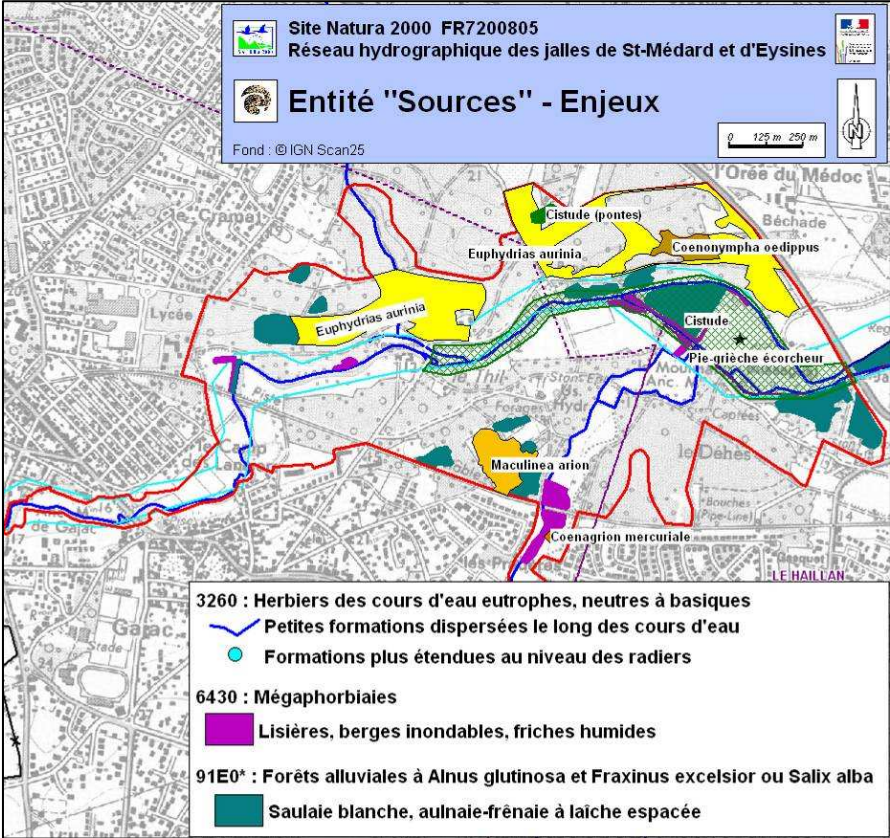
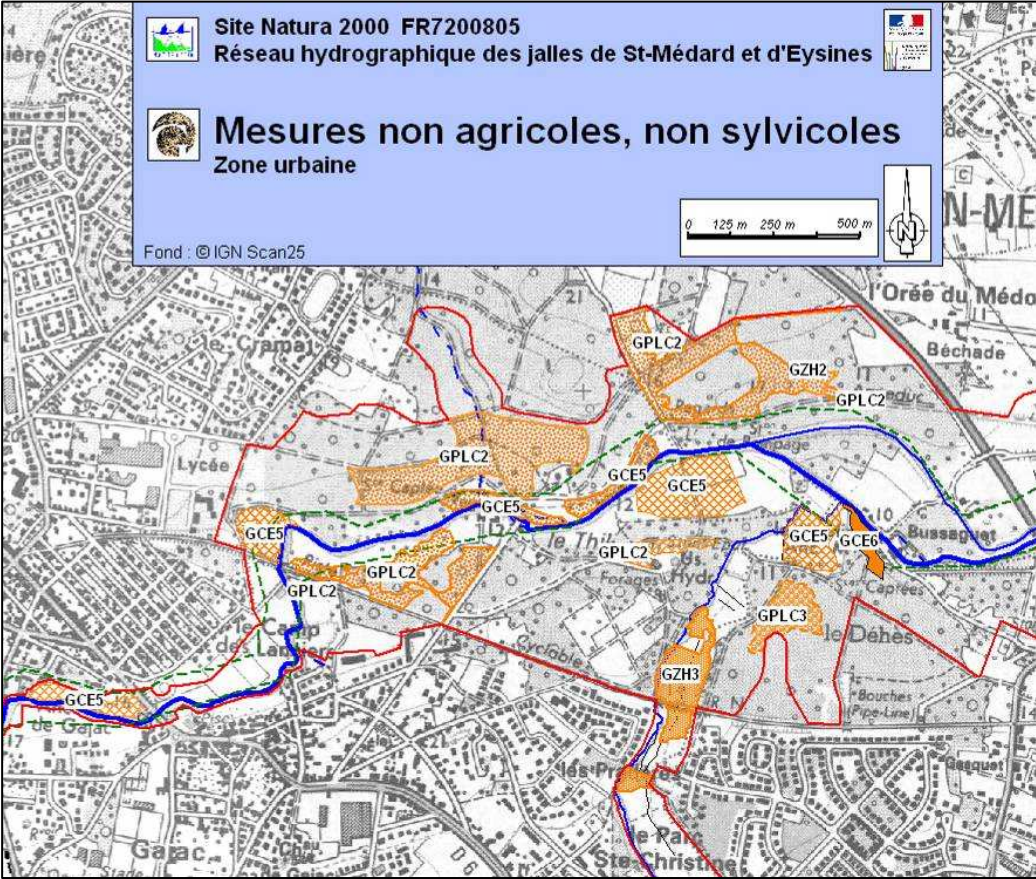
1	Verger	MAEt	B	3	Entretien raisonné d'un verger de kiwis
1	HE1	MAEt	B, E, F, I, L	1, 2, 3	Entretien des prairies pâturées (habitats d'espèces)
1	HE2	MAEt	B, E, F, I, L	1, 2, 3	Gestion de la biodiversité
1	HA	MAEt	B, D, E	2	Entretien des haies
2	Maraîch1	MAEt	B, J	1, 3	Conversion à l'agriculture biologique
2	Maraîch2a	MAEt	B, J	1, 3	Réduction des intrants
2	Maraîch2b	MAEt	B, J	1, 3	Réduction des intrants
2	FO	MAEt	A, F, G, J	1, 3	Gestion de la ressource en eau

2.1.3 Définition des entités de gestion

Les modes d'occupation du sol et les activités dominantes sont clairement différenciées de l'aval vers l'amont, ce qui permet de définir sans ambiguïté les entités de gestion du site Natura 2000.



Entité	Caractéristiques	Enjeux	Objectifs	Actions
1	<div></div> <p>Vallée large, terres agricoles, au sein d'un environnement urbain dense.</p> <p>Très schématiquement, on peut avancer que la moitié sud de ce secteur est dominée par les cultures maraîchères et la moitié nord par les prairies pâturées ou fauchées. On notera aussi la présence du parc de Majolan.</p> <div></div>	<div></div> <p>Herbiers aquatiques bien développés (A1) Mégaphorbiaie présente (A1) Aulnaie-frênaie présente (A1*) Agrion de Mercure fréquent (A2) Cuivré des marais présent (A2) Vison d'Europe et loutre présents (A2) Lamproie de Planer présente (A2) Plantes protégées (orchis à fleurs lâches, jonc fleuri)</p> <p>A1 : habitat inscrit à l'annexe I de la directive « Habitats » * : habitat prioritaire A2 : espèce inscrite à l'annexe II de la directive « Habitats »</p>	<p><u>Natura 2000</u> : préserver les herbiers à renoncules, assurer le maintien de la qualité de la jalle du Taillan et des milieux herbacés rivulaires pour favoriser la population d'agrions de Mercure, préserver et entretenir les prairies humides à rumex pour le cuivré des marais, assurer le maintien et la circulation de la lamproie, sécuriser les franchissements routiers pour le vison d'Europe.</p> <p><u>Élevage</u> : production bio. Trouver des terrains non inondables pour agrandir l'exploitation. Mettre en place une stabulation pour faire du fumier et augmenter la productivité des prairies.</p> <p><u>Maraîchage</u> : au minimum maintien de l'activité, voire développement dans un contexte de valorisation des variétés locales, de développement des AMAP et de démarches qualitatives (agriculture raisonnée, Bio), création d'un jardin pour le lycée agricole.</p> <p>Problèmes à régler : gestion des déchets (plastiques agricoles) ; logement des exploitants à proximité de leur exploitation.</p> <p>« Loisirs » : mise en place de sentiers de randonnée, gestion raisonnée du parc de Majolan.</p>	<div></div> <p>OPTIONS de MAE sur les terres agricoles</p> <p>Action HE1, prairies pâturées : C14 + SOCLEH01 + HERBE_01 + HERBE_04 + MILIEU01</p> <p>Action HE2, prairies fauchées (et pâturées) / biodiversité : C14 + SOCLEH01 + HERBE_01 + HERBE_07 + MILIEU01</p> <div></div> <p>OPTIONS de MAE sur les terres agricoles</p> <p>Cultures maraichères et jachères - Maraich1 : BIOCONVE</p> <p>dans la zone éligible</p> <p>- Maraich2a : PHYTO_01 + PHYTO_03</p> <p>- Maraich2b : PHYTO_01 + PHYTO_02 + PHYTO_07</p> <p>Vergers (kiwis) - VERGER : BIOMAIN + COUVER03</p> <div></div> <p>Site Natura 2000 FR7200805</p> <p>Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines</p> <p>Mesures non agricoles, non sylvicoles</p> <p>Zone agricole</p>

Entité	Caractéristiques	Enjeux	Objectifs	Actions
2	 <p>Vallée et coteaux environnants, au niveau des captages d'eau potable (Thil, Gamarde, Bussaguet). Le relief marqué et les périmètres de protection des forages induisent le développement d'une végétation diversifiées (bois feuillus, pinède, landes sèches à humides, prairies).</p> 	 <p>Entité "Sources" - Enjeux</p> <p>Site Natura 2000 FR7200805 Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines</p> <p>Fond : © IGN Scan25</p> <p>3260 : Herbiers des cours d'eau eutrophes, neutres à basiques Petites formations dispersées le long des cours d'eau Formations plus étendues au niveau des radiers</p> <p>6430 : Mégaphorbiaies Lisières, berges inondables, friches humides</p> <p>91E0* : Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Salix alba</i> Saulaie blanche, aulnaie-frênaie à laîche espacée</p> <p>Mégaphorbiaie présente (A1) Aulnaie-frênaie présente (A1*) Herbiers aquatiques présents (A1) Population importante de cistudes d'Europe (A2) Damier de la succise fréquent (A2) Fadet des laîches présent (A2) Agrion de Mercure présent (A2) Espèces protégées (pie-grièche écorcheur, azuré du serpolet, thésium couché)</p> <p>A1 : habitat inscrit à l'annexe I de la directive « Habitats » * : habitat prioritaire A2 : espèce inscrite à l'annexe II de la directive « Habitats »</p>	<p>Natura 2000 : maîtriser la progression des espèces invasives, particulièrement le cerisier tardif, préserver la diversité des habitats, préserver les milieux humides de l'assèchement, maîtriser la progression des ligneux sur les milieux herbacés, maintenir les populations de papillons diurnes et surtout la population de cistudes (site de ponte, zone d'hivernage et zones de stationnement ensoleillées).</p> <p>Gestion des captages AEP : préserver les captages de tout risque de pollution, ce qui implique d'empêcher les crues des jalles au niveau des sources (tant que la qualité de l'eau des jalles ne sera pas maîtrisée), gérer les terrains du périmètre rapproché de protection (plan de gestion quinquennal). L'alimentation en eau potable de la CUB étant une activité prioritaire, l'enjeu est de trouver le juste compromis permettant d'assurer la production d'eau potable tout en préservant le patrimoine naturel.</p>	 <p>Mesures non agricoles, non sylvicoles Zone urbaine</p> <p>Site Natura 2000 FR7200805 Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines</p> <p>Fond : © IGN Scan25</p>

2.2. La charte Natura 2000

La charte complète est fournie en annexe à ce document. Ne sont rappelés ici que les engagements et recommandations préconisés.

Cette charte fait désormais partie intégrante des documents d'objectifs et regroupe les bonnes pratiques, agro-environnementales et autres. Si un propriétaire ou ayant droit d'une parcelle ne souhaite pas ou ne peut pas s'engager dans un contrat Natura 2000, il peut adhérer à la charte et sera en contrepartie exonéré de la taxe sur le foncier non bâti. Seuls les engagements sont soumis à contrôle et leur non respect entraîne une suspension provisoire de l'exonération.

2.2.1 - Engagements et recommandations de portée générale

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_DPG_1 : Sur les parcelles engagées, autoriser l'accès aux personnes mandatées par la structure animatrice pour réaliser des travaux d'inventaires et d'évaluation de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces, ainsi qu'au personnel chargé des opérations de lutte contre les espèces invasives (piégeage de ragondins, pêche pour destruction d'écrevisses, arrachage de jussie, etc.), dans le cadre d'opérations organisées. L'adhérent recevra, au moins deux semaines avant l'intervention, une information préalable de la structure animatrice ou des services de l'État qui indiquera le nom des personnes et organismes ainsi que les objectifs de leur intervention. Il sera destinataire des résultats des travaux réalisés sur sa propriété. <u>Point de contrôle</u> : Courrier de la structure animatrice ou des services de l'État et constat de l'absence de refus d'accès aux experts.
<input type="checkbox"/> E_DPG_2 : Informer les mandataires ou prestataires des engagements souscrits dans le cadre de la charte afin que ceux-ci s'y conforment. <u>Point de contrôle</u> : Document signé par le mandataire ou prestataire attestant que l'adhérent les a informés des engagements souscrits.
<input type="checkbox"/> E_DPG_3 : Lorsque l'adhérent envisage sur une parcelle la réalisation de travaux ne nécessitant pas de déclaration ou d'autorisation réglementaire, ou bien impliquant un changement de destination (culture, élevage, boisement), il lui est demandé de le signaler à la structure animatrice du site afin que celle-ci puisse lui fournir des informations sur les enjeux écologiques connus et puisse suivre l'évolution de l'occupation du sol du site Natura 2000. <u>Point de contrôle</u> : Courrier de l'adhérent et réponse de la structure animatrice.
<input type="checkbox"/> E_DPG_4 : Ne pas introduire de façon volontaire d'espèces végétales ou animales exotiques (souvent invasives). <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.

Recommandations :

<input checked="" type="checkbox"/> R_DPG_1 : Quelle que soit la production, limiter l'apport direct d'amendements organiques et minéraux, et de pesticides (<i>dans certains cas, cette recommandation peut devenir une mesure finançable dans le cadre d'un contrat Natura 2000</i>).
<input checked="" type="checkbox"/> R_DPG_2 : En cas de doute sur l'impact éventuel des techniques d'exploitation des terrains, le propriétaire ou le gestionnaire peut avertir la structure animatrice qui pourra ainsi lui apporter des conseils.
<input checked="" type="checkbox"/> R_DPG_3 : Prévenir la structure animatrice en cas d'observation de la présence d'espèces invasives sur les parcelles engagées.
<input checked="" type="checkbox"/> R_DPG_4 : Pour l'entretien des espaces publics communaux, se rapprocher du SIJALAG, afin d'envisager des modalités de réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires à l'échelle de la commune.

2.2.2 - Engagements et recommandations par grands types de milieux

2.2.2.1 - Milieux forestiers (feuillus)

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_FOR_1 : Privilégier l'exploitation par éclaircie et en cas de coupe rase, limiter celle-ci à 0,5 ha ou 50 ml d'un seul tenant. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_FOR_2 : Ne pas modifier la composition du boisement par la mise en place de monocultures, hormis chênes, frênes ou aulnes si la nature des terrains est favorable et après en avoir informé la structure animatrice et reçu son avis. Favoriser les essences locales pour ce genre d'opération. <u>Point de contrôle</u> : courrier d'information à la structure animatrice et avis écrit de la structure animatrice. Contrôle sur place et certificats de provenances pour chaque lot de semences ou de plants utilisés.
<input type="checkbox"/> E_FOR_3 : Proscrire l'utilisation de fertilisants, de produits phytosanitaires et de pesticides à moins de 10 m des cours d'eau, sauf pour un traitement collectif suite à une infection déclarée par les autorités. Au-delà, limiter l'utilisation d'engrais, de fumures organiques ou d'amendements aux besoins réels correspondant à la nature des sols. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et justificatif en cas d'utilisation.
<input type="checkbox"/> E_FOR_4 : Préserver les berges en organisant la circulation des engins à plus de 6 m des berges et en conservant les souches en cas de coupe. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_FOR_5 : Ne pas autoriser, ni procéder soi-même à tout dépôt de déchets ou matériaux de quelque nature que ce soit. Cet engagement ne concerne pas les rémanents de coupe, sauf s'ils sont déplacés d'une parcelle à une autre. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place

Recommandations :

<input checked="" type="checkbox"/> R_FOR_1 : Privilégier la régénération naturelle des boisements. En cas de nécessité, privilégier la plantation d'essences autochtones de provenance locale (plants ou boutures adaptés à la station). Surveiller les régénérations afin d'éviter la colonisation par le robinier, l'érable négundo ou le cerisier tardif.
<input checked="" type="checkbox"/> R_FOR_2 : Lors de travaux éventuels, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.
<input checked="" type="checkbox"/> R_FOR_3 : En cas de travaux (tous types), intervenir de préférence entre le 1 ^{er} septembre et fin février.

2.2.2.2 - Eaux dormantes et eaux courantes

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_EDC_1 : Sauf opération indispensable et planifiée par un organisme gestionnaire, ne pas drainer, ni assécher (temporairement ou en permanence), ni modifier artificiellement le régime hydraulique (par recalibrage, comblement, déblaiement, terrassement, piétinement, décapage, modification du lit des cours d'eau, obstruction ou modification de l'écoulement...). <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_EDC_2 : Ne pas détruire les ripisylves (ni arrachage, ni destruction chimique ou mécanique), ne pas planter en bordure de cours d'eau des essences exotiques ou non adaptées et donc privilégier les espèces locales. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.

<p>❑ E_EDC_3 : Lorsque l'adhérent envisage de réaliser ou de faire réaliser un curage de fossé, il lui est demandé de le signaler à la structure animatrice du site afin que celle-ci puisse lui fournir des conseils en fonction des enjeux connus.</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et courrier de l'adhérent.</p>
<p>❑ E_EDC_4 : Ne pas stocker les déchets végétaux ou les produits de curage sur les berges.</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.</p>
<p>❑ E_EDC_5 : Dans le périmètre du site Natura 2000, proscrire toute l'année l'usage des produits phytosanitaires pour l'entretien des bords de routes et des ponts à proximité des cours d'eau et fossés, ou pour l'entretien des fossés eux-mêmes.</p> <p><u>Point de contrôle</u> : contrôle visuel (absence de traces d'herbicides, etc.).</p>

Recommandations :

<p>✓ R_EDC_1 : Être particulièrement attentif à la présence d'espèces exotiques dans tous les milieux aquatiques. Prévenir la structure animatrice en cas d'observation d'une espèce exotique ou inhabituelle et inconnue de l'adhérent.</p>

2.2.2.3 - Formations herbeuses sèches (pelouses, prés ou landes) à humides (mégaphorbiaies, marais, prairies humides)

Engagements :

<p>❑ E_HRB_1 : Maintenir les éléments fixes (haies, fossés, arbres isolés, petit bâti, ...), sauf en cas de procédure de réorganisation foncière, de danger pour le public ou de nécessité liée à la propagation d'un agent pathogène.</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place, document administratif.</p>
<p>❑ E_HRB_2 : Ne pas modifier la nature des zones humides par drainage, assèchement permanent ou prélèvements d'eau dans les cours d'eau alimentant ces zones humides.</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place de l'absence de traces de travaux d'assainissement ou de pompages.</p>
<p>❑ E_HRB_3 : Ne pas procéder à la destruction mécanique ou chimique du couvert végétal.</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place de l'absence de coupes de boisements, de retournements et autres destructions.</p>
<p>❑ E_HRB_4 : En cas d'entretien ou de restauration (hors terrains exploités), intervenir au maximum une fois par an, pendant les périodes les moins perturbantes pour la faune et la flore (octobre - novembre ou à défaut septembre - décembre).</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.</p>
<p>❑ E_HRB_5 : En cas d'entretien par pâture, respecter une charge moyenne inférieure ou égale à 1,4 UGB/ha/an</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.</p>
<p>❑ E_HRB_6 : Ne pas pratiquer l'écobuage des zones marécageuses pour ne pas faire évoluer les habitats et provoquer leur disparition.</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.</p>

Recommandations :

<p>✓ R_HRB_1 : Sur les parcelles non pâturées, réaliser annuellement une fauche d'entretien ou un gyrobroyage (<i>dans certains cas, cette recommandation peut devenir une mesure finançable dans le cadre d'un contrat Natura 2000</i>).</p>
<p>✓ R_HRB_2 : Limiter au maximum la pénétration d'engins sur les terrains humides et/ou en pente.</p>

✓	R_HRB_3 : Éviter les plantations sur les formations herbacées humides et les mises en culture, avec ou sans labour, y compris par sur semis et réensemencement.
✓	R_HRB_4 : Éviter l'utilisation des vermifuges, tels que les molécules antiparasitaires de la famille des avermectines, ainsi que les molécules phénothiazine, coumaphos, ruélène, pipérazine, dichlorvos. Privilégier, pour le bétail, des molécules antiparasitaires ayant moins d'impact sur les invertébrés (coléoptères et diptères coprophages) : benzimidazoles, imidathiazoles, saliucylanilides, isoquinoléine. En cas d'utilisation de l'ivermectine, le traitement des animaux est à réaliser de préférence un mois avant la mise à l'herbe.

2.2.2.4 - Autres formations arborées (haies, bosquets, arbres isolés, alignements d'arbres, peupleraies)

Engagements :

❑	E_AFA_1 : Ne pas utiliser de produits chimiques à proximité des cours d'eau et des zones humides, hormis pour lutter contre une infection déclarée par les autorités. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et copie du document officiel justifiant le traitement.
❑	E_AFA_2 : Dans les zones prioritaires, ne pas implanter de nouvelles peupleraies. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place de l'absence de plantations nouvelles.
❑	E_AFA_3 : Sur le reste du site, pour les projets de plantation de peupliers, prévenir la structure animatrice et respecter les démarches suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - contacter un technicien du GIPA ou du CRPF pour définir les caractéristiques de la plantation et de son mode d'exploitation, - sélectionner en priorité les terrains et les cultivars permettant d'éviter les apports en N, P, K, même les premières années, - préserver une distance minimale de 2 m par rapport à un fossé et de 5 m par rapport à un cours d'eau. - pas de désherbage chimique. Nettoyage mécanique des terrains pendant les 3 premières années (si nécessaire), puis un gyrobrage tous les 2 ans au maximum, - pas de pénétration d'engins lourds sur sols mouillés, - si nécessaire, un discage annuel sera réalisé pendant les 2 ou 3 premières années, - traitements fongicides et insecticides s'ils sont nécessaires, à utiliser rapidement en début d'attaque (pas avant l'attaque). <u>Point de contrôle</u> : Courrier à la structure animatrice, visé par le GIPA ou le CRPF, contrôles sur place.
❑	E_AFA_4 : Sur l'ensemble du site, pour les peupleraies existantes de plus de 3 ans, respecter les démarches suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - si ce n'est déjà fait, contacter un technicien du GIPA ou du CRPF, - ne pas déposer les rémanents de coupes dans les cours d'eau et fossés ou sur leurs berges, - pas d'apports en N, P, K pour les plantations de plus de 3 ans, - pas de désherbage chimique, - pas de pénétration d'engins lourds sur sols mouillés, - pas de discage et un gyrobroyage bisannuel au maximum, entre septembre et décembre, - traitements fongicides et insecticides s'ils sont nécessaires, à utiliser rapidement en début d'attaque (pas avant l'attaque). <u>Point de contrôle</u> : Courrier à la structure animatrice, visé par le GIPA ou le CRPF, contrôles sur place.

Recommandations :

✓	R_AFA_1 : Préserver les arbres têtards encore présents sur ou autour des parcelles (<i>dans certains cas, cette recommandation peut devenir une mesure finançable dans le cadre d'un contrat Natura 2000.</i>)
---	---

- ✓ **R_AFA_2** : Dans les zones prioritaires, maintenir des arbres feuillus à cavités, morts ou dépérissants, sauf s'ils présentent un risque pour la sécurité des personnes. Cet engagement ne concerne pas les éventuelles formations d'arbres de production (valorisation économique).

2.2.2.5 - Cultures maraîchères, vergers et élevages

En l'absence de texte officiel récent et, compte-tenu de l'hétérogénéité des types de sol, de leur humidité et des cultures pratiquées, il n'est pas possible de définir une liste d'engagements adaptés au contexte local. La charte se bornera donc à proposer des recommandations basées et adaptées à partir des recommandations du décret national de novembre 1993.

Engagements :

- ❑ **E_CMV_1** : Prendre toutes dispositions pour récupérer les emballages vides et les déchets non organiques résultant des pratiques culturales (ce stockage à l'exploitation doit faciliter la mise en place d'une gestion commune de collecte et d'élimination des déchets agricoles).
Point de contrôle : Contrôle sur place.

Recommandations :

Gestion des terres, couverture végétale du sol.

- ✓ **R_CMV_1** : pour les systèmes de cultures annuelles, gérer l'ordre de succession des cultures de façon à réduire la surface de sol nu pendant les périodes présentant un risque de lessivage, augmenter, dans l'assolement, la proportion de cultures d'hiver par rapport à celle de cultures de printemps, installer des cultures intermédiaires « pièges à nitrates » derrière les cultures laissant le sol nu et riche en azote minéral pendant de longues périodes pluvieuses (*dans certains cas, cette recommandation peut devenir une mesure finançable dans le cadre d'un contrat Natura 2000*).
- ✓ **R_CMV_2** : pour les cultures pérennes (verger), installer une culture intercalaire permanente ou temporaire (*dans certains cas, cette recommandation peut devenir une mesure finançable dans le cadre d'un contrat Natura 2000*).
- ✓ **R_CMV_3** : maintenir en herbe les bas de pente, fonds de vallons et bords de cours d'eau (jalles).
- ✓ **R_CMV_4** : maintenir les arbres, haies et zones boisées en bordure de cours d'eau (jalles).

Gestion de l'irrigation.

- ✓ **R_CMV_5** : s'assurer que l'intensité des apports est inférieure à la vitesse d'infiltration de l'eau dans le sol, afin d'éviter les ruissellements.
- ✓ **R_CMV_6** : n'effectuer la première irrigation que lorsque la réserve en eau de la tranche de sol occupée par les racines est largement entamée.
- ✓ **R_CMV_7** : pratiquer avec précaution les irrigations par aspersion à forte pluviométrie et à grosses gouttes (à préciser localement), d'éviter les arrosages par grand vent et de limiter au maximum l'hétérogénéité de l'aspersion en respectant les préconisations formulées pour les matériels employés.
- ✓ **R_CMV_8** : en irrigation localisée, fractionner et multiplier les apports pour éviter la formation de flaques.
- ✓ **R_CMV_9** : choisir des formes de fertilisants et des modes d'apports adaptés au type d'irrigation. Compte tenu des risques spécifiques à l'irrigation, il est tout particulièrement recommandé de fractionner l'apport de fertilisant.
- ✓ **R_CMV_10** : éviter les apports de fertilisants sur l'ensemble de la surface et préférer les systèmes d'apports localisés des fertilisants avec l'eau d'irrigation (irrigation fertilisante). Il faut veiller à ce que la durée d'injection soit inférieure à la durée du poste d'arrosage

2.2..3 - Engagements et recommandations pour les activités de loisirs

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_LOI_1 : Signaler au porteur de projet la présence d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire, dès lors qu'un aménagement destiné à la pratique des loisirs ouverts au public est prévu. <u>Point de contrôle</u> : Courrier préalable à la structure animatrice et réponse de cette dernière.
<input type="checkbox"/> E_LOI_2 : N'organiser des manifestations sportives ou de loisirs en site Natura 2000 qu'avec l'accord de la structure animatrice. Ceci ne concerne que des opérations exceptionnelles telles que des concours de pêche, des courses à pieds, etc. Les activités courantes de chasse, de pêche, de randonnée, etc. ne sont pas impliquées. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et courrier de la structure animatrice.
<input type="checkbox"/> E_LOI_3 : Ne pas créer de nouveaux chemins d'accès aux sites sensibles identifiés dans le Docob (zones prioritaires), sans avoir informé au préalable la structure animatrice et sans avoir reçu son avis. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et courrier de la structure animatrice.
<input type="checkbox"/> E_LOI_4 : Ne pas autoriser ou pratiquer d'activités motorisées de loisirs hors des pistes aménagées et ouvertes à la circulation publique. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_LOI_5 : Ne pas effectuer d'introductions de gibier, sauf en accord avec la fédération départementale des chasseurs et l'ONCFS et après avoir averti la structure animatrice. <u>Point de contrôle</u> : Courrier à la structure animatrice, visé par l'ONCFS et la fédération.
<input type="checkbox"/> E_LOI_6 : Ne pas réaliser d'alevinage ou d'empoisonnement sans l'accord de l'AAPPMA et de l'ONEMA. Avertir la structure animatrice. <u>Point de contrôle</u> : Courrier à la structure animatrice, visé par l'AAPPMA et l'ONEMA.

Recommandations :

<input checked="" type="checkbox"/> R_LOI_1 : Dans le même esprit que E_LOI_3, limiter la création de nouveaux chemins, dans le cadre d'un schéma de circulation utile et cohérent, y compris hors des zones prioritaires. Prévenir la structure animatrice des projets de cheminements à créer.
<input checked="" type="checkbox"/> R_LOI_2 : Adapter les espèces déversées dans le cadre d'opération d'empoisonnement aux habitats piscicoles en présence.

2.3. Les mesures contractuelles

Certaines des mesures proposées dans ce DOCOB vont se recouper avec d'autres politiques territoriales, notamment avec la gestion des cours d'eau (berges et lits mineurs), voire des fossés.

Toutefois, les opérations identifiées dans le DOCOB ne concernent pas la totalité du réseau hydrographique des jalles. Il faut donc voir ces mesures comme une possibilité de compléter les programmes d'actions déjà élaborés ou en projet, que ce soit en termes de types d'intervention ou de localisation des interventions. Les programmes doivent donc se compléter et se renforcer l'un l'autre, celui du DOCOB visant prioritairement à préserver les habitats et les espèces de la directive « Habitats ».

2.3.1 Cahiers des charges des mesures agro-environnementales

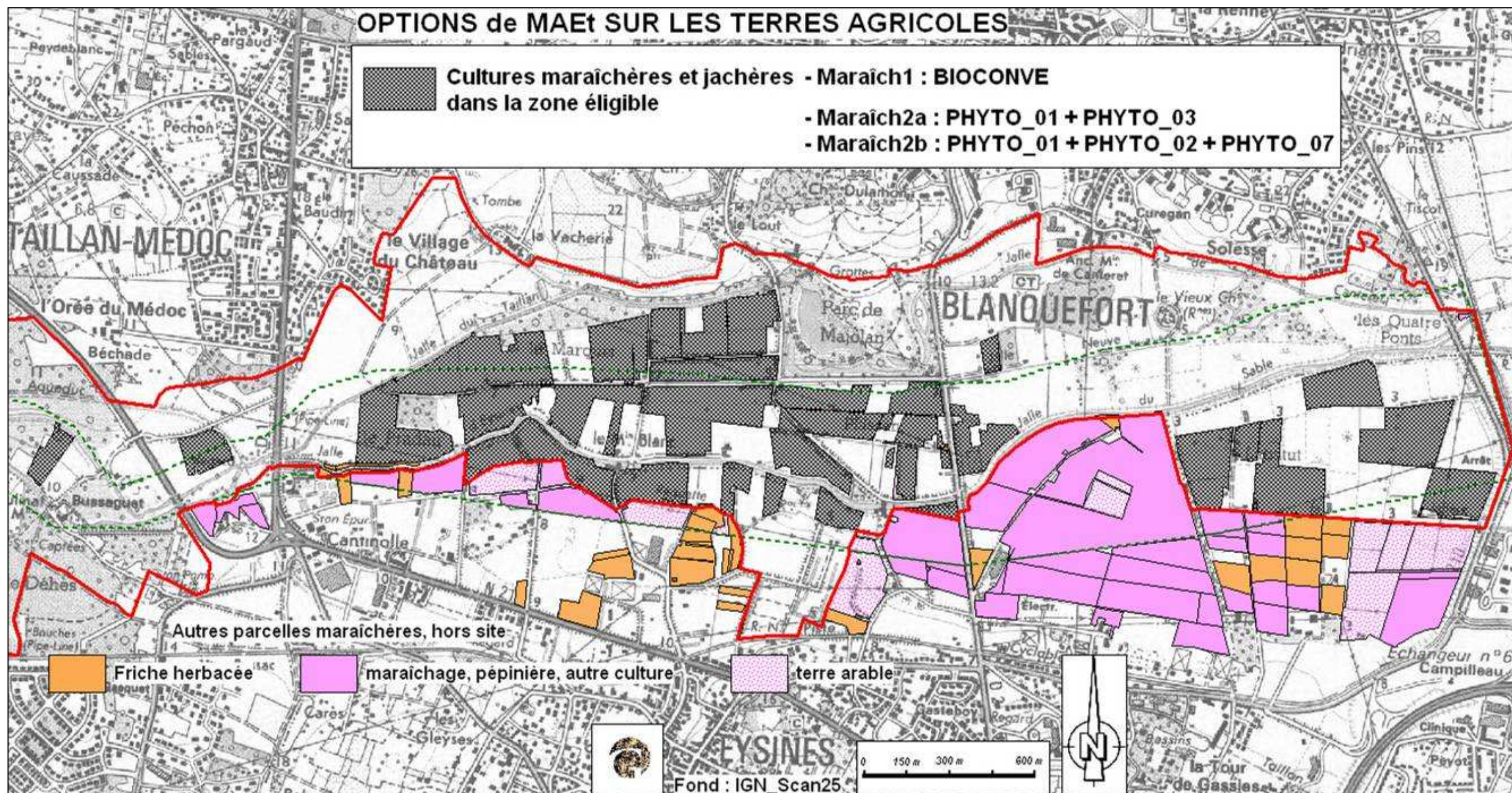
Liste des actions : codes et intitulés

CODES	MESURES	INTITULÉS
Maraîch1	BIOCONVE	• Conversion à l'agriculture biologique
Maraîch2a	PHYTO_01, PHYTO_03	• Réduction des intrants
Maraîch2b	CI1, PHYTO_01, PHYTO_02, PHYTO_07	• Réduction des intrants et mise en place de la lutte biologique
Verges	BIOMAINTE, COUVER03	• Entretien raisonné d'un verger de kiwis
HE1	CI4, SOCLEH01, HERBE_01, HERBE_04, MILIEU01	• Entretien des prairies pâturées
HE2	CI4, SOCLEH01, HERBE_01, HERBE_07, MILIEU01	• Gestion de la biodiversité sur prairies
FO	LINEA_06	• Entretien des fossés et rigoles
HA	LINEA_01	• Entretien de haies

Code Action : AQ_Jal_Maraîch1 Engagements unitaires : BIOCONVE Libellé action : Conversion à l’agriculture biologique.		Montant forfaitaire : 350 €/ha/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % État
Territoires visés	Site Natura2000 des jalles de St-Médard et d’Eysines		Priorité 2
Objectifs	Prioritaire : maîtriser la qualité de l’eau et l’érosion des sols sur la zone maraîchère. Secondaire : préserver le milieu de vie des espèces aquatiques et amphibiés		
Périmètre d'application	Secteur maraîcher. Objectif de réalisation sur 5 ans : 10 ha (ou 2 unités d’exploitation).		
Codes habitats / espèces	1096-lamproie de Planer, 1220-cistude d’Europe.		
Conditions d’éligibilité	Seules les parcelles n’ayant pas été conduites dans le respect du cahier des charges de l’AB depuis au moins 5 ans avant le début de la conversion sont éligibles. En particulier, ces surfaces ne doivent pas avoir été engagées en contrat territorial d’exploitation (CTE) ou en contrat d’agriculture durable (CAD) au cours des 5 ans précédents.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	Éléments techniques ➔ BIOCONVE : Conversion à l’agriculture biologique. Montant = 350 €/ha/an . <input checked="" type="checkbox"/> Respecter le cahier des charges de l’AB (règlement CEE n°2091/92 et cahier des charges national homologué par l’arrêté interministériel du 28 août 2000 et modifié). <input checked="" type="checkbox"/> Notifier chaque année son activité auprès des services de l’Agence BIO.		Obligation Principale Principale
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Enregistrement des pratiques.		
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d’actions souscrites ➔ Superficie concernée par rapport à la superficie totale en cultures maraîchères. <u>Parcelle(s) engagée(s)</u> : Analyse d’eau au droit des parcelles engagées (début et fin de contrat ; recherche des substances utilisées avant la conversion).		

* **Contrôle administratif annuel**

Vous devez fournir chaque année la copie du dernier rapport de contrôle réalisé par l’organisme certificateur.
Par ailleurs, la direction départementale de l’agriculture et de la forêt (DDAF) vérifie chaque année auprès de l’Agence Bio que vous avez effectivement notifié votre activité.



Code Action : AQ_Jal_Maraîch2a Engagements unitaires : PHYTO_01, PHYTO_03 Libellé action : Réduction des intrants		Montant forfaitaire : 318,39 €/ha/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % État
Territoires visés	Site Natura2000 des jalles de St-Médard et d'Eysines		Priorité 2
Objectifs	Prioritaire : maîtriser la qualité de l’eau sur la zone maraîchère. Secondaire : préserver le milieu de vie des espèces aquatiques et amphibiés		
Périmètre d'application	Secteur maraîcher. Objectif de réalisation sur 5 ans : 10 ha (ou 2 unités d’exploitation).		
Codes habitats / espèces	1096-lamproie de Planer, 1220-cistude d’Europe.		
Conditions d'éligibilité	Respect de la part minimale des surfaces éligibles à engager (seuil de contractualisation). Si aucune valeur régionale n’est fixée, ce seuil sera fixé lors de la négociation des contrats.		
Engagements	Éléments techniques Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction. ➔ PHYTO_01 : Bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (Montant = 24,00 x 3 / 5 + 5,79 € / ha / an = 20,19 € / ha / an) <input checked="" type="checkbox"/> Réalisation d’un bilan de la stratégie de protection des cultures sur les parcelles de l’exploitation, à partir des cahiers d’enregistrement. <input checked="" type="checkbox"/> Réalisation d’un bilan en année 1, 3 et en année 5, avec l’appui d’un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées au niveau régional. ➔ PHYTO_03 : Absence de traitement phytosanitaire de synthèse. (montant = 298 €/ha/an) <input checked="" type="checkbox"/> Absence d’utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse à partir du 15 mai de l’année du dépôt de la demande (sauf traitement localisé, conforme à l’éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l’article L.251-8 du code rural). <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement des pratiques alternatives (à définir au préalable, mais correspond a priori à 2 lâchers d’auxiliaires de lutte biologique et à 3 désherbages mécaniques).		Obligation Secondaire Principale Principale Secondaire
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Enregistrement des pratiques (support papier ou numérique), factures éventuelles.		
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d’actions souscrites ➔ Superficie concernée par rapport à la superficie totale en cultures maraîchères. <u>Parcelle(s) engagée(s)</u> : Analyse d’eau au droit des parcelles engagées (début et fin de contrat ; recherche des substances utilisées avant la conversion) ou analyse du sol.		

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
PHYTO_01				
Réalisation de 3 bilans annuels accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans - réalisation du 1 ^{er} bilan accompagné en année 1, - réalisation des autres bilans annuels accompagnés en années 3 et 5	Vérification des bilans annuels accompagnés (et des factures éventuelles)	Bilan annuel + factures éventuelles	Réversible	Principale Totale
Les autres années, réalisation sans accompagnement, d'un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures sur les parcelles de l'exploitation, à partir des cahiers d'enregistrement	Vérification du bilan annuel	Bilan annuel	Réversible	Secondaire Totale
PHYTO_03				
Absence d'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse à partir du 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural)	Visuel	Néant	Réversible	Principale Totale
Enregistrement des pratiques alternatives	Vérification des enregistrements des pratiques phytosanitaires	Enregistrements des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives (papier ou numérique)	Réversible	Secondaire Totale

Code Action : AQ_Jal_Maraîch2b Engagements unitaires : CI1, PHYTO_01, PHYTO_02, PHYTO_07 Libellé action : Réduction des intrants		Montant forfaitaire : 861,19 €/ha/an + 90 €/exploitation/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % État
Territoires visés	Site Natura2000 des jalles de St-Médard et d'Eysines		Priorité 2
Objectifs	Prioritaire : maîtriser la qualité de l'eau sur la zone maraîchère. Secondaire : préserver le milieu de vie des espèces aquatiques et amphibiés		
Périmètre d'application	Secteur maraîcher. Objectif de réalisation sur 5 ans : 10 ha (ou 2 unités d'exploitation).		
Codes habitats / espèces	1096-lamproie de Planer, 1220-cistude d'Europe.		
Conditions d'éligibilité	Respect de la part minimale des surfaces éligibles à engager (seuil de contractualisation). Si aucune valeur régionale n'est fixée, ce seuil sera fixé lors de la négociation des contrats. Les cultures de plein champ ne sont pas concernées par cette action.		
Engagements	Éléments techniques ➔ CI1 : Formation sur la protection intégrée (Montant = 90 € / exploitation / an, soit 450 € / exploitation sur 5 ans, plafonnés à 20 % du montant total de l'action) <input checked="" type="checkbox"/> Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement. ➔ PHYTO_01 : Bilan annuel de la stratégie de protection des cultures (Montant = 24,00 x 3 / 5 + 5,79 € / ha / an = 20,19 € / ha / an) <input checked="" type="checkbox"/> Réalisation d'un bilan de la stratégie de protection des cultures sur les parcelles de l'exploitation, à partir des cahiers d'enregistrement. <input checked="" type="checkbox"/> Réalisation d'un bilan en année 1, 3 et en année 5, avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées au niveau régional. ➔ PHYTO_02 : Absence de traitement herbicide. (montant = 141 €/ha/an) <input checked="" type="checkbox"/> Absence d'utilisation de traitements herbicides de synthèse à partir du 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes) <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement des pratiques alternatives de désherbage (3 désherbages mécaniques). ➔ PHYTO_07 : Mise en place de la lutte biologique. (montant maximal = 700 €/ha/an) <input checked="" type="checkbox"/> Respect de la nature des moyens de lutte biologique définis pour la culture (à préciser dans le cahier des charges, à la signature du contrat, en fonction de la culture concernée) <input checked="" type="checkbox"/> Respect de la fréquence minimale de recours aux moyens de lutte biologique définie pour la culture (à préciser dans le cahier des charges, à la signature du contrat) <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement des interventions de lutte biologique effectuées.		Obligation Principale Secondaire Principale Principale Secondaire principale principale secondaire
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Enregistrement des pratiques (support papier ou numérique), factures éventuelles.		
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d'actions souscrites ➔ Superficie concernée par rapport à la superficie totale en cultures maraîchères sous serre ou sous abri. <u>Parcelle(s) engagée(s)</u> : Analyse d'eau au droit des parcelles engagées (début et fin de contrat ; recherche des substances utilisées avant la conversion) ou analyse du sol.		

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
CI1				
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale Totale
PHYTO_01				
Réalisation de 3 bilans annuels accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans - réalisation du 1 ^{er} bilan accompagné en année 1, - réalisation des autres bilans annuels accompagnés en années 3 et 5	Vérification des bilans annuels accompagnés (et des factures éventuelles)	Bilan annuel + factures éventuelles	Réversible	Principale Totale
Les autres années, réalisation sans accompagnement, d'un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures sur les parcelles de l'exploitation, à partir des cahiers d'enregistrement	Vérification du bilan annuel	Bilan annuel	Réversible	Secondaire Totale

PHYTO_02				
Absence d'utilisation de traitements herbicides de synthèse à partir du 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes)	Visuel	Néant	Réversible	Principale Totale
Enregistrement des pratiques alternatives de désherbage	Vérification des enregistrements des pratiques phytosanitaires	Enregistrements des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives (papier ou numérique)	Réversible	Secondaire Totale
PHYTO_07				
Enregistrement des interventions de lutte biologique	Vérification des enregistrements des pratiques phytosanitaires	Enregistrements des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives (papier ou numérique)	Réversible	Secondaire Totale
Respect de la nature des moyens de lutte biologique	Vérification des enregistrements des pratiques phytosanitaires et des factures d'achat de moyens de lutte biologique	Enregistrements des pratiques phytosanitaires (papier ou numérique) + factures d'achats de moyens de lutte biologique	Réversible	Principale Totale
Respect des fréquences minimales de recours à ces moyens de lutte biologique	Vérification des enregistrements des pratiques phytosanitaires et des factures d'achat de moyens de lutte biologique	Enregistrements des pratiques phytosanitaires (papier ou numérique) + Factures d'achats de moyens de lutte biologique	Réversible	Principale Seuils

Code Action : AQ_Jal_VERGER Engagements unitaires : BIOMAIN T , COUVER03 Libellé action : Entretien raisonné d’un verger de kiwis.		Montant forfaitaire : 341 €/ha/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % État
Territoires visés	Site Natura2000 des jalles de St-Médard et d’Eysines		Priorité 1
Objectifs	Prioritaire : maîtriser la qualité de l’eau et l’érosion des sols sur le zone maraîchère. Secondaire : préserver le milieu de vie des espèces aquatiques et amphibiés		
Périmètre d’application	Secteur maraîcher. Objectif de réalisation sur 5 ans : 1,32 ha.		
Codes habitats / espèces	1096-lamproie de Planer, 1220-cistude d’Europe.		
Conditions d’éligibilité	Verger déjà en production BIO.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	Éléments techniques ➔ BIOMAINT : Maintien de l’agriculture biologique. Montant = 150 €/ha/an . Reprise du cahier des charges utilisé jusqu’à présent sur la parcelle et notification annuelle de l’activité auprès des services de l’Agence BIO. ➔ COUVER03 : Enherbement sous cultures ligneuses pérennes. Montant = 191 €/ha/an (si la totalité de la parcelle est enherbée, sinon, 191 €/ha x pourcentage de laparcelle enherbé) . <input checked="" type="checkbox"/> Respect des espèces autorisées (ensemencement obligatoire pour garantir un couvert homogène, plantes annuelles et légumineuses en cultures pures interdites). <input checked="" type="checkbox"/> Enherbement de la totalité de chaque parcelle engagée (rangs et inter-rangs). <input checked="" type="checkbox"/> Maintien du couvert herbacé. Au plus un renouvellement du couvert autorisé en 5 ans <input checked="" type="checkbox"/> Entretien du couvert : au minimum 1 broyage ou 1 fauche par an. <input checked="" type="checkbox"/> Interdiction de traitement herbicide sur les parties enherbées (inter-rang et le cas échéant rangs).		Obligation Principale Principale Principale Secondaire Secondaire Principale
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Enregistrement des pratiques.		
Suivi de l’action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d’actions souscrites ➔ Superficie concernée par rapport à la superficie totale en verger. <u>Parcelle(s) engagée(s)</u> : Vérification à mi-parcours et en fin de contrat des éléments enregistrés (maintien, apparition ou disparition des espèces concernées).		

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions	
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
BIOMAIN T				
S'engager à respecter le cahier des charges de l'AB (Règlement CEE n°2091/92 et cahier des charges national homologué par l'arrêté interministériel du 28 août 2000 et modifié) durant 5 ans à compter de la prise d'effet de la mesure.	Contrôle documentaire	Licence délivrée par l'organisme certificateur faisant apparaître une date de validité	Réversible	Principale, Totale
S'engager à notifier chaque année son activité auprès des services de l'Agence Bio	Néant (contrôle administratif*)	Néant	Réversible	Principale, Totale
COUVER03				
Respect des espèces autorisées	Visuel et vérification des factures de semences	Factures d'achat de semences	Réversible	Principale, Totale
Enherbement de la totalité de chaque parcelle engagée	Visuel	Néant	Réversible	Principale, Seuils
Maintien du couvert herbacé	Visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Seuils
Entretien du couvert par au minimum 1 broyage ou 1 fauche par an	Visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Seuils
Interdiction de traitements herbicides sur les parties enherbées	Visuel et vérification du cahier de pâturage et de fauche	Cahier de pâturage et de fauche	Réversible	Principale, Totale

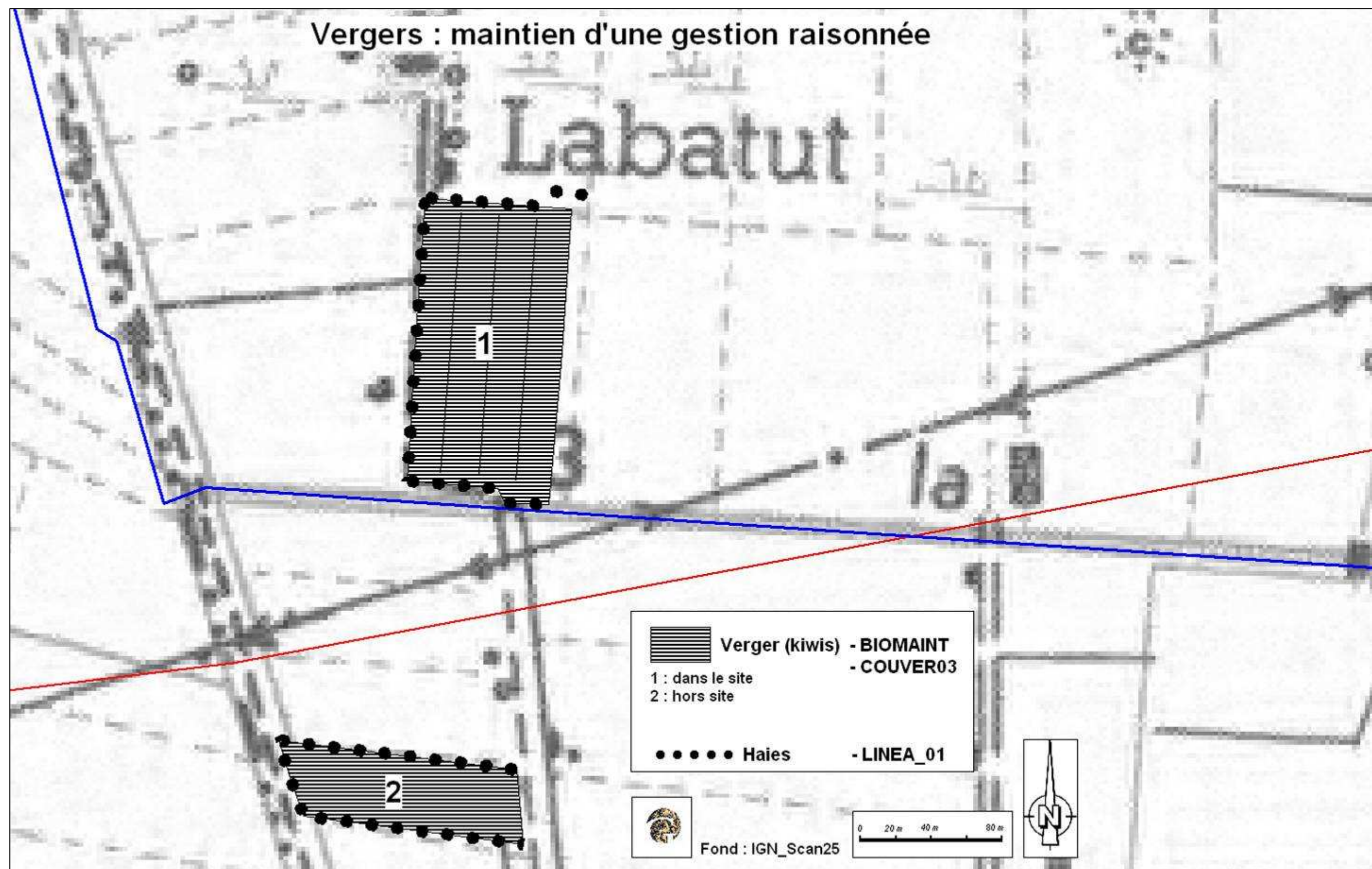
Le couvert herbacé doit être implanté sur les parcelles engagées, à la date d’engagement, c’est-à-dire au 15 mai de l’année du dépôt de la demande d’engagement.

* **Contrôle administratif annuel**

Vous devez fournir chaque année la copie du dernier rapport de contrôle réalisé par l’organisme certificateur.
Par ailleurs, la direction départementale de l’agriculture et de la forêt (DDAF) vérifie chaque année auprès de l’Agence Bio que vous avez effectivement notifié votre activité.

Recommandations (ne font pas l'objet de contrôles ni de sanctions)

- Si la parcelle est bordée d'éléments arborés linéaires, il est souhaitable de contractualiser également pour la mesure linéaire adéquate.
- Si nécessaire, pratiquer au plus un renouvellement du couvert en 5 ans.

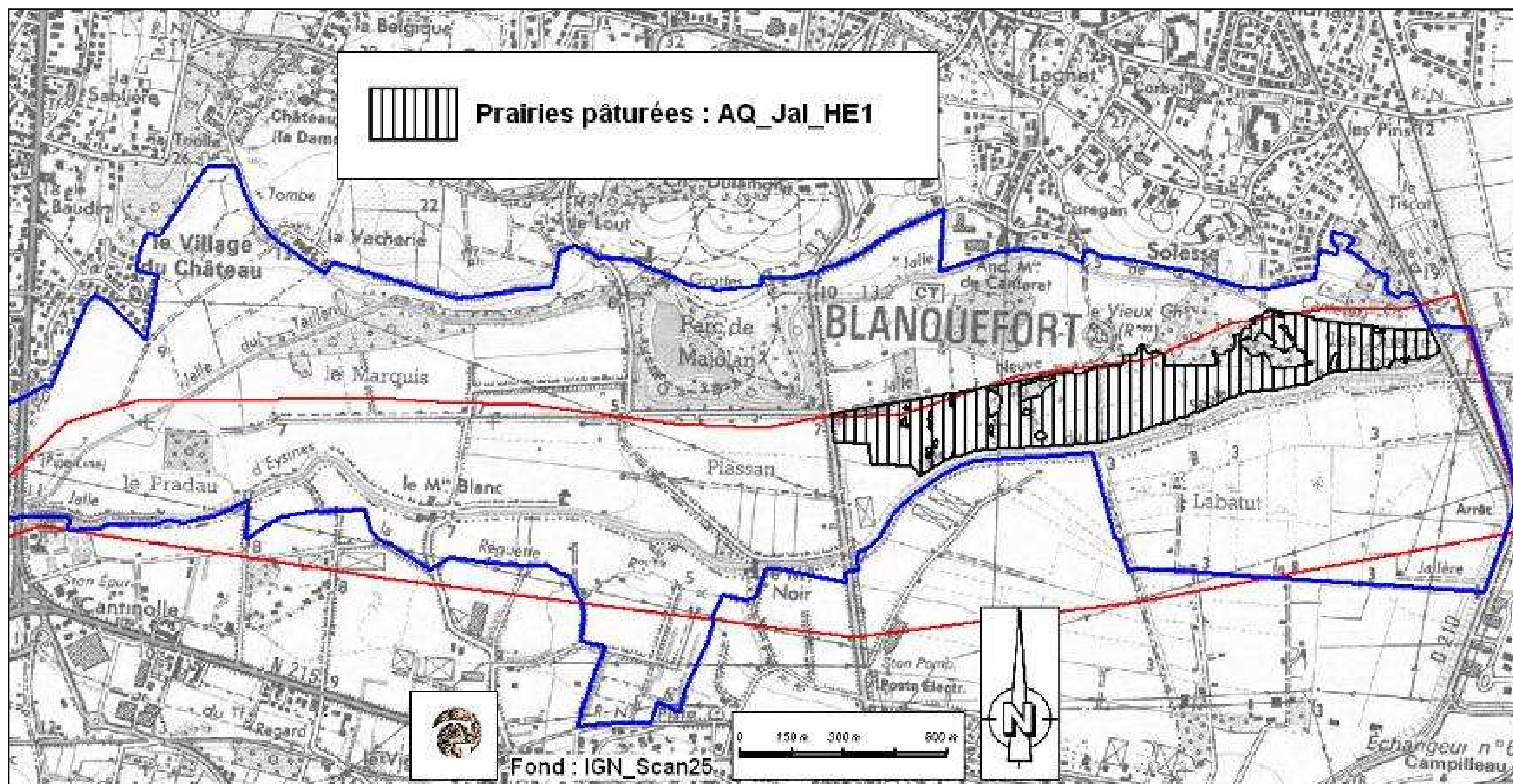


Code Action : AQ_Jal_HE1 Engagements unitaires : CI4, SOCLEH01, HERBE_01, HERBE_04, MILIEU01 Libellé action : Entretien des prairies pâturées (habitats d’espèces).		Montant forfaitaire : 194 €/ha/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % État
Territoires visés	Site Natura2000 des jalles de St-Médard et d’Eysines		Priorité 1
Objectifs	Prioritaire : préserver les biotopes de reproduction du cuivré des marais. Secondaire : préserver les biotopes d’alimentation des odonates		
Périmètre d’application	139 ha de prairies pâturées et/ou fauchées. Objectif de réalisation sur 5 ans : 27,5 ha.		
Codes habitats / espèces	1060-Cuivré des marais , (azuré de la sanguisorbe), 1044-agrion de Mercure.		
Conditions d’éligibilité	Prairies permanentes uniquement et essentiellement pâturées ; Demandeur à titre individuel uniquement.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	<p>➔ CI4 : Diagnostic d’exploitation. (montant = 480 €, à concurrence de 20 % du montant de l’action)</p> <p>Éléments techniques</p> <p>➔ HERBE_01 : Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâture. (montant = 17 €/ha/an)</p> <ul style="list-style-type: none">☑ identification de l’élément engagé (parcelle ou groupe de parcelles menées selon la même pratique).☑ pâturage : dates d’entrées et de sorties par parcelle, nombre d’animaux (par classe d’âge) et d’UGB correspondantes, date et type de traitement antiparasitaire du bétail (et localisation).☑ broyage : date(s), matériel utilisé, localisation (lisières, toute la parcelle, etc.).☑ fauche : date(s), matériel utilisé (fauche, récolte, conditionnement), modalités (centrifuge, en bande, etc.). <p>➔ HERBE_04 : respect d’une charge moyenne de 0,8 UGB/ha/an, ce qui implique de contenir le bétail sur les terrains bas, hormis en période de basses eaux, les terrains hauts étant les seuls exploitables durant les crues (montant = 33 €/ha/an).</p> <p>➔ MILIEU_01 : mise en défens jusqu’au mois de septembre de milieux remarquables (5 % de la surface engagée). Montant = 30,32 + 102,5 x 5 % surface engagée = 35,445 €/ha/an</p> <ul style="list-style-type: none">☑ définition des zones d’intervention, en collaboration avec l’animateur ou un organisme agréé. Les secteurs à préserver en priorité sont les secteurs humides et/ou à forte présence de rumex, ou bien ceux où des cuivrés des marais ont été observés, ou les stations de plantes protégées. Afin d’éviter la progression des ronces et autres ligneux, les zones mises en défens seront déplacées chaque année sur les terrains humides et tous les 2 ans sur les terrains plus sains.☑ pose des clôtures avant la mise en pâture. Si nécessaire, après la dépose des clôtures, la zone sera gyrobroyée au plus tôt fin août et au plus tard au mois de novembre, l’idéal étant fin septembre ou octobre. <p>➔ SOCLEH_01 (montant = 76 €/ha/an)</p> <ul style="list-style-type: none">☑ pas de destruction ou renouvellement des prairies permanentes. S’il est indispensable, un seul retournement pourra être réalisé au cours des 5 ans d’engagement.☑ conformément aux pratiques courantes sur le site, pas de fertilisation des prairies hors apports naturels par pâturage. Apport d’engrais naturel toléré (type fumier ou mélange fientes et paille).☑ absence de désherbage chimique sur les parcelles engagées.☑ maîtrise des refus et des ligneux par gyrobroyage, mais pas de brûlage dirigé sur les parcelles engagées.		Obligation Secondaire Principale Principale Principale Principale Principale Principale Secondaire
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Enregistrement des pratiques. Attestation par le COPIL (ou organisme le représentant) sur 3 points : présence certaine, absence certaine ou manque d’information, en ce qui concerne les rumex, les plantes protégées, le cuivré des marais et l’agrion de mercure.		
Suivi de l’action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d’actions souscrites ➔ Superficie concernée par rapport à la superficie totale des prairies sur le site. <u>Parcelle(s) engagée(s)</u> : Vérification à mi-parcours et en fin de contrat des éléments enregistrés (maintien, apparition ou disparition des espèces concernées).		

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions	
SOCLEH01	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drain, nivellement...). Le cas échéant, un seul renouvellement par travail superficiel du sol	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Pour chaque parcelle engagée, absence de fertilisation	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Principale, Totale
Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés visant : à lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées ».	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Maîtrise des refus et des ligneux par gyrobroyage	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale
Absence d'écobuage ou de brûlage dirigé	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale
HERBE_01				
Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) sur chacune des parcelles engagées	Vérification des enregistrements	Enregistrement (papier ou numérique)	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
Enregistrement des pratiques de pâturage, sur chacune des parcelles engagées	Vérification des enregistrements	Enregistrement (papier ou numérique)	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
HERBE_04				
Absence de pâturage sur les terrains hauts en période de basses eaux.	Visuel et vérification du cahier de pâturage et de fauche	Cahier de pâturage et de fauche	Réversible	Principale, Totale
MILIEU01				
Faire établir chaque année, avec une structure agréée, un plan de localisation des zones à mettre en défens au sein des surfaces engagées dans la mesure, au plus tard le 15 juin	Vérification du plan de localisation annuel	Document de localisation annuel établi avec la structure agréée	Réversible	Principale, Totale
Respect de la surface à mettre en défens pendant la période de janvier à septembre, selon la localisation définie avec la structure compétente	Visuel + mesurage	Document de localisation annuel	Réversible	Principale, Totale

Recommandations (ne font pas l’objet de contrôles ni de sanctions)

- Éviter l’utilisation des vermifuges, tels que les molécules antiparasitaires de la famille des avermectines, ainsi que les molécules phénothiazine, coumaphos, ruélène, pipérazine, dichlorvos.
Privilégier, pour le bétail, des molécules antiparasitaires ayant moins d'impact sur les invertébrés (coléoptères et diptères coprophages) : benzimidazoles, imidathiazoles, saliucylanilides, isoquinoléine.
En cas d’utilisation de l’ivermectine, le traitement des animaux est à réaliser de préférence un mois avant la mise à l’herbe.
- Si une fauche est pratiquée occasionnellement sur une parcelle engagée dans la mesure, éviter la période entre avril et mi-juin inclus.
- Si la prairie est bordée d’éléments arborés linéaires, il est souhaitable de contractualiser également pour l’une des mesures linéaires.
- Si la prairie est bordée de fossés et qu’il existe des problèmes d’écoulement, il est souhaitable de contractualiser également pour la mesure linéaire adéquate.



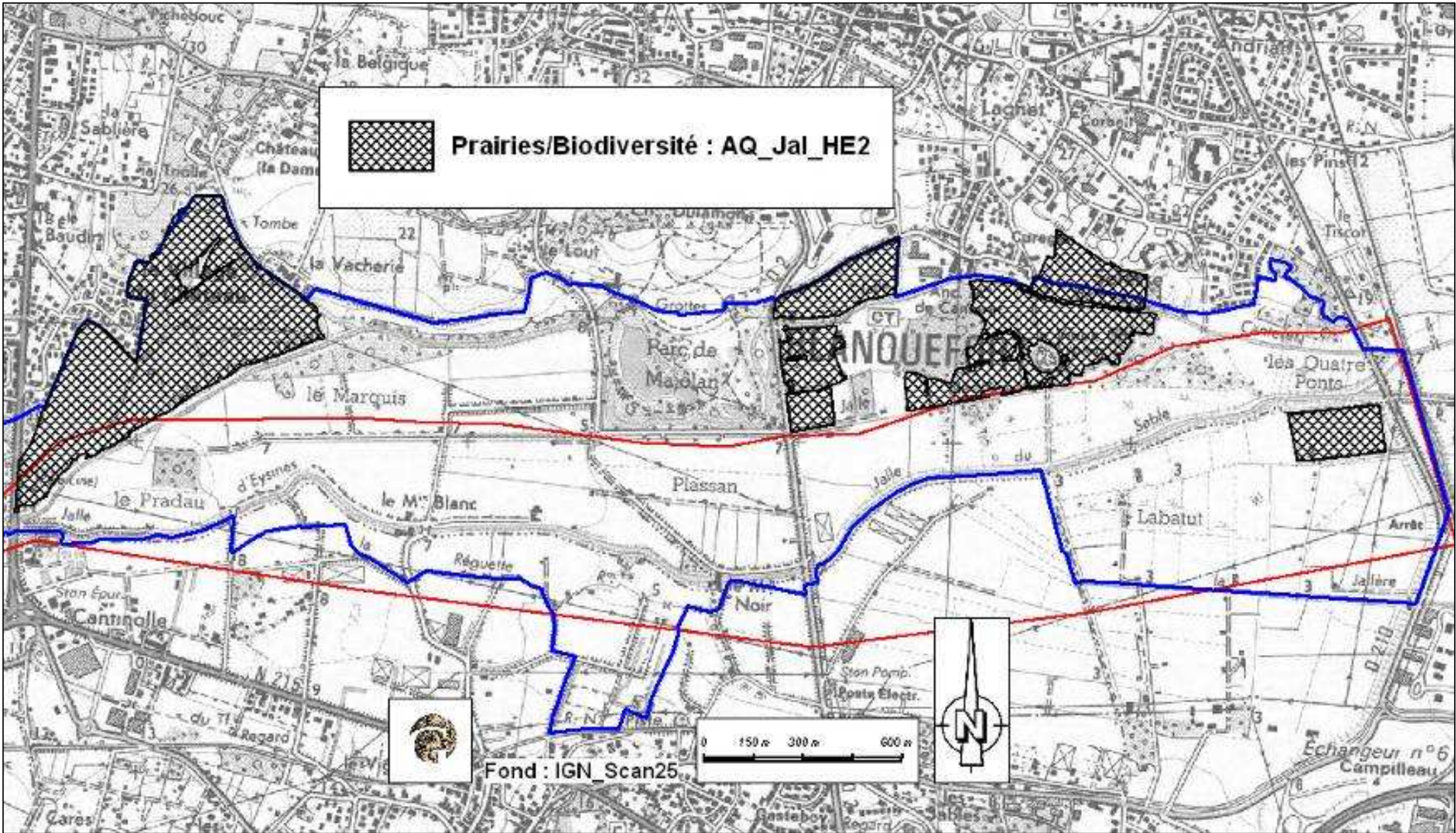
Code Action : AQ_Jal_HE2 Engagements unitaires : CI4, SOCLEH01, HERBE_01, HERBE_07, MILIEU01 Libellé action : Gestion de la biodiversité.		Montant forfaitaire : 261 €/ha/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % État
Territoires visés	Site Natura2000 des jalles de St-Médard et d'Eysines		Priorité 1
Objectifs	Prioritaire : favoriser le maintien ou le développement des espèces caractéristiques des prairies humides à mésophiles, tout particulièrement les espèces rares et protégées telles que l'orchis à fleurs lâches. Secondaire : préserver les biotopes de reproduction du cuivré des marais et les biotopes d'alimentation des odonates		
Périmètre d'application	139 ha de prairies pâturées et/ou fauchées. Objectif de réalisation sur 5 ans : 32 ha.		
Codes habitats / espèces	1060-Cuivré des marais, (azuré de la sanguisorbe), 1044-agrion de Mercure.		
Conditions d'éligibilité	Prairies permanentes uniquement et essentiellement fauchées ; Demandeur à titre individuel uniquement.		
Engagements	<p>➔ CI4 : Diagnostic d'exploitation. (montant = 480 €, à concurrence de 20 % du montant de l'action)</p> <p>Éléments techniques</p> <p>➔ HERBE_01 : Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâture. (montant = 17 €/ha/an)</p> <div><input checked="" type="checkbox"/> identification de l'élément engagé (parcelle ou groupe de parcelles menées selon la même pratique).</div> <div><input checked="" type="checkbox"/> pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux (par classe d'âge) et d'UGB correspondantes, date et type de traitement antiparasitaire du bétail (et localisation).</div> <div><input checked="" type="checkbox"/> broyage : date(s), matériel utilisé, localisation (lisières, toute la parcelle, etc.).</div> <div><input checked="" type="checkbox"/> fauche : date(s), matériel utilisé (fauche, récolte, conditionnement), modalités (centrifuge, en bande, etc.).</div> <p>➔ HERBE_07 : cahier des charges à définir en fonction des listes d'espèces indicatrices qui seront élaborées pour les prairies du site (montant = 89 €/ha/an).</p> <p>➔ MILIEU_01 : mise en défens jusqu'au mois de septembre de milieux remarquables (5 % de la surface engagée). Montant = 30,32 + 102,5 x 5 % surface engagée = 35,445 €/ha/an</p> <div><input checked="" type="checkbox"/> définition des zones d'intervention, en collaboration avec l'animateur ou un organisme agréé. Les secteurs à préserver en priorité sont les secteurs humides et/ou à forte présence de rumex, ou bien ceux où des cuivrés des marais ont été observés. Afin d'éviter la progression des ronces et autres ligneux, les zones mises en défens seront déplacées chaque année sur les terrains humides et tous les 2 ans sur les terrains plus sains.</div> <div><input checked="" type="checkbox"/> pose des clôtures avant la mise en pâture. Après la dépose des clôtures et si nécessaire, la zone sera gyrobroyée au plus tôt fin août et au plus tard au mois de novembre, l'idéal étant fin septembre ou octobre.</div> <p>➔ SOCLEH_01 (montant = 76 €/ha/an)</p> <div><input checked="" type="checkbox"/> pas de destruction ou renouvellement des prairies permanentes. S'il est indispensable, un seul retournement pourra être réalisé au cours des 5 ans d'engagement.</div> <div><input checked="" type="checkbox"/> conformément aux pratiques courantes sur le site, pas de fertilisation des prairies hors apports naturels par pâturage. Apport d'engrais naturel (type fumier toléré).</div> <div><input checked="" type="checkbox"/> absence de désherbage chimique sur les parcelles engagées.</div> <div><input checked="" type="checkbox"/> maîtrise des refus et des ligneux par gyrobroyage, mais pas de brûlage dirigé sur les parcelles engagées.</div>		Obligation

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide		Contrôles sur place		Sanctions	
SOCLEH01		Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drain, nivellement...). Le cas échéant, un seul renouvellement par travail superficiel du sol		Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Pour chaque parcelle engagée, absence de fertilisation		Contrôle visuel	Néant	Réversible	Principale, Totale
Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés visant : à lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées ».		Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Maîtrise des refus et des ligneux par gyrobroyage		Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale

Absence d'écobuage ou de brûlage dirigé	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale
HERBE_01				
Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) sur chacune des parcelles engagées	Vérification des enregistrements	Enregistrements (support papier ou numérique)	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
Enregistrement des pratiques de fauche, sur chacune des parcelles engagées	Vérification des enregistrements	Enregistrements (support papier ou numérique)	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
HERBE_07				
Présence d'au moins 4 espèces indicatrices sur chaque 1/3 de parcelle.	Visuel		Réversible	Principale, Totale

Recommandations (ne font pas l’objet de contrôles ni de sanctions)

- Si la prairie est bordée d’éléments arborés linéaires, il est souhaitable de contractualiser également pour l’une des mesures linéaires.
- Si la prairie est bordée de fossés et qu’il existe des problèmes d’écoulement, il est souhaitable de contractualiser également pour la mesure linéaire adéquate.



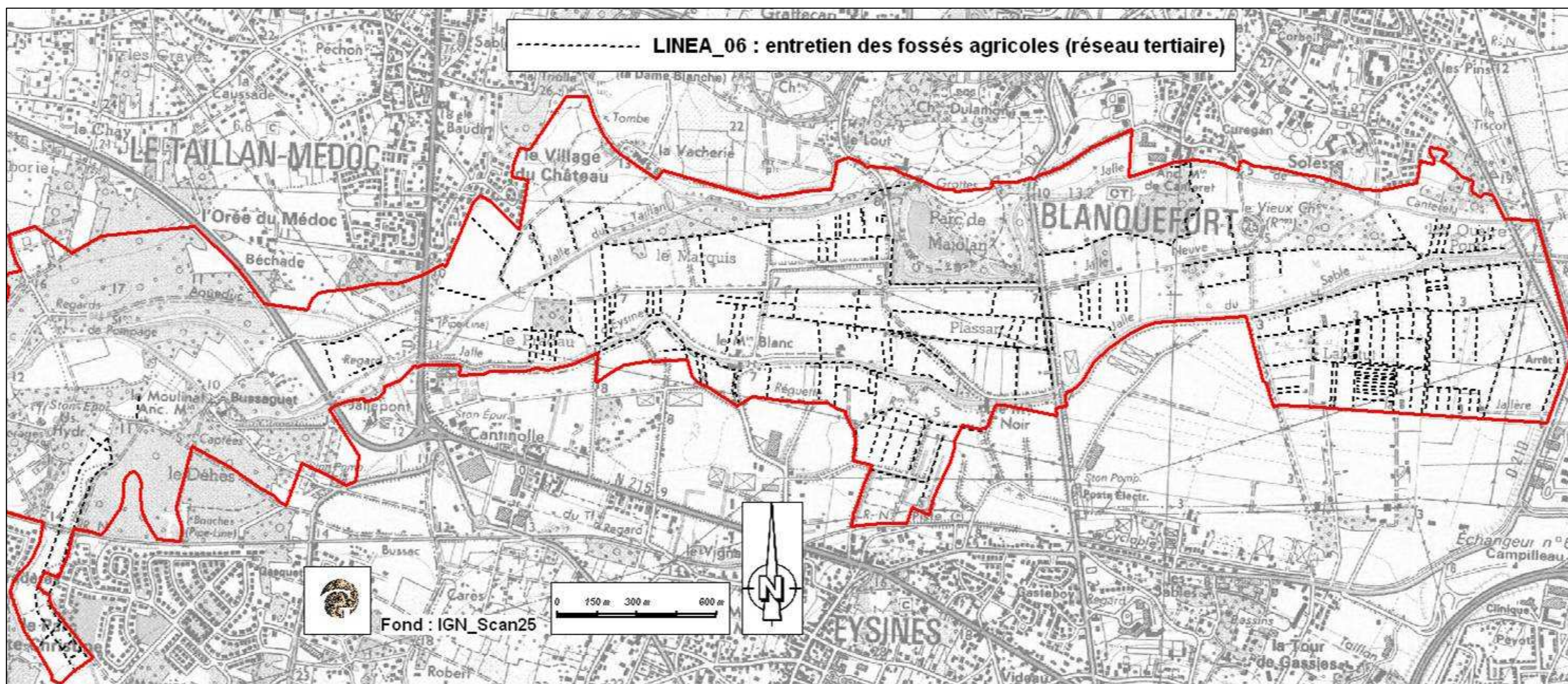
Code Action : AQ_Jal_FO Engagements unitaires : LINEA_06 Libellé action : Gestion de la ressource en eau.		Montant forfaitaire : 1,704 €/ml/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % État
Territoires visés	Site Natura2000 des jalles de St-Médard et d'Eysines		Priorité 2
Objectifs	Assurer une répartition homogène de l’eau sur l’ensemble du secteur agricole (élevage ou maraîchage). Préserver l’accessibilité des parcelles pour éviter l’enfrichement. Éviter l’assèchement des zones humides. Lutter contre la prolifération des espèces végétales allochtones. Préserver la fonctionnalité écologique des fossés par un entretien doux et régulier qui permet l’accueil d’espèces variées (flore et faune), dont certaines sont rares et protégées.		
Périmètre d’application	Secteur agricole, soit un maximum de 34 350 ml. Objectif de réalisation sur 5 ans : 10 % du linéaire		
Codes habitats / espèces	1044-Coenagrion mercuriale, 1060-Lycaena dispar, (1220-Emys orbicularis, 1356-Mustela lutreola)		
Conditions d’éligibilité	Fossés d’exploitations agricoles ou d’élevage, dont les flancs sont végétalisés, entretenus par l’exploitant ou le propriétaire (le réseau entretenu par les ASA, ainsi que les cours d’eau, ne sont pas éligibles). Les opérations visant à assécher une zone humide ne sont pas éligibles contrairement à celles qui visent à rétablir ou entretenir les écoulements de surface préexistants. Seul le réseau tertiaire est concerné (le réseau primaire est constitué des jalles et le réseau secondaire des canaux ou fossés directement connectés aux jalles). <u>Attention</u> : l’engagement porte obligatoirement sur les 2 côtés du fossé. Assurez-vous de pouvoir accéder aux 2 berges chaque fois que nécessaire tout au long du contrat.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	Éléments techniques		Obligation
	➔ Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à l'ouvrage engagé.		Principale
	➔ Si les travaux sont réalisés par le contractant lui-même, enregistrement informatique ou sur papier des interventions (type d’intervention, localisation, date, outils).		Secondaire
	➔ Mise en œuvre du plan de gestion : ➔ quel que soit le type de fossé ☑ vérifier auprès de l’animateur que les objectifs de l’action peuvent être atteints en respectant les critères d’éligibilité (pas d’assèchement de zone humide, pas de risque d’inondation sur une parcelle exploitée à l’aval). ☑ en cas de curage, effectuer une opération manuelle ou à la pelle mécanique, jamais au godet. ☑ ne pas procéder à la destruction chimique du couvert végétal. ☑ régilage des produits de curage et destruction des résidus végétaux (brulage in situ accepté). ➔ fossés en zone maraîchère ☑ si le rétablissement des écoulements est nécessaire, un seul curage en début de contrat (restauration de la profondeur initiale). Si le linéaire engagé concerne plusieurs parcelles agricoles, le curage peut être réparti en 3 phases de travaux (année 1, année 3 et année 5), ce qui permettra de maintenir des fossés d’âges différents sur une exploitation. ☑ en cas de présence de jussie ou myriophylle du Brésil, arrachage manuel ou curage vieux fond, vieux bord (dans ce cas, stockage des produits de curage hors zone inondable). Les plantes arrachées doivent être stockées hors zone inondable, avant leur destruction (brûlage admis). Arrachage réalisé en années 1, 3 et 5. ☑ 1 faucardage/an au maximum (un faucardage correspond à une fauche qui préserve la base de la plante et le substrat ; pas de griffage qui aboutit à un léger curage et détruit totalement la plante). En cas de développement important de la végétation, un second faucardage est toléré. ☑ si nécessaire, nettoyage des encombres, manuel ou à la pelle mécanique mais sans raclage du fond (années 1, 3 et 5). ➔ fossés sur prairies de fauche ou de pâture ☑ en cas de présence de jussie ou myriophylle du Brésil, arrachage manuel ou curage vieux fond, vieux bord (dans ce cas, stockage des produits de curage hors zone inondable). Les plantes arrachées doivent être stockées hors zone inondable, avant leur destruction (brûlage admis). Arrachage réalisé en années 1, 3 et 5. ☑ si nécessaire, nettoyage des encombres, manuel ou à la pelle mécanique mais sans raclage du fond (années 1, 3 et 5) ☑ 1 faucardage/an au maximum, si nécessaire (un faucardage correspond à une fauche qui préserve la base de la plante et le substrat ; pas de griffage qui aboutit à un léger curage et détruit totalement la plante). ☑ 1 curage en fin de contrat peut s’envisager si des dépôts importants de sédiments ont eu lieu, dans le respect du gabarit initial (restauration) et uniquement si aucune station d’espèce protégée n’a été observée (contrôle préalable par le comité de pilotage ou son émanation technique).		Principale
➔ Respect des dates d'intervention définies : de septembre au plus tôt à mars au plus tard.		Secondaire	
➔ Absence de recalibrage ou redressement des fossés et rigoles.		Principale	

Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Enregistrement des interventions ou factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. Photo de l’ouvrage en période de hautes eaux (noter la date précise)
Suivi de l’action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d’actions souscrites ➔ Linéaire concerné par rapport au linéaire total sur le site. <u>Ouvrage(s) engagé(s)</u> : ➔ Vérification annuelle des écoulements (même période) ➔ Vérification annuelle de la présence de la jussie (évolution du linéaire colonisé ou du nombre de pieds).
Modalités de paiement	(n années/5) x 2,84 €/ml/an <u>Exemple</u> : pour 3 années d’intervention, le montant total perçu sera de 3 x 2,84 €/ml = 8,52 €/m. Toutefois, les paiements seront échelonnés sur les 5 années du contrat, soit des versements de (3 x 2,84)/5 €/ml/an = 1,704 €/ml/an <u>Montant perçu sur 5 ans</u> = 5 x 1,704 = 8,52 €/ml

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions	
SOCLEH01	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à l'ouvrage engagé	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Si les travaux sont réalisés par le contractant lui-même, enregistrement informatique ou sur papier des interventions (type d'intervention, localisation, date, outils)	Documentaire d'un cahier d'enregistrement (informatique ou sur papier)	Cahier d'enregistrement	Réversible aux 2 premières infractions	Secondaire, Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Visuel et documentaire	Factures ou cahier d'enregistrement	Réversible	Principale, Totale
Respect des dates d'intervention définies : de septembre au plus tôt à mars au plus tard	Visuel ou documentaire : vérification sur le terrain si date du contrôle le permet, vérification sur la base factures ou cahier d'enregistrement	Factures de travaux d'entretien ou cahier d'enregistrement des interventions avec dates d'intervention	Réversible	Secondaire, par tranches de 5 j de retard ou d'avance
Absence de recalibrage ou redressement des fossés et rigoles	Contrôle visuel	Néant	Définitif	Principale, Totale

Recommandations (ne font pas l’objet de contrôles ni de sanctions)

Respectez les modalités de piégeage des espèces animales nuisibles (ragondins…), la lutte chimique étant interdite réglementairement.

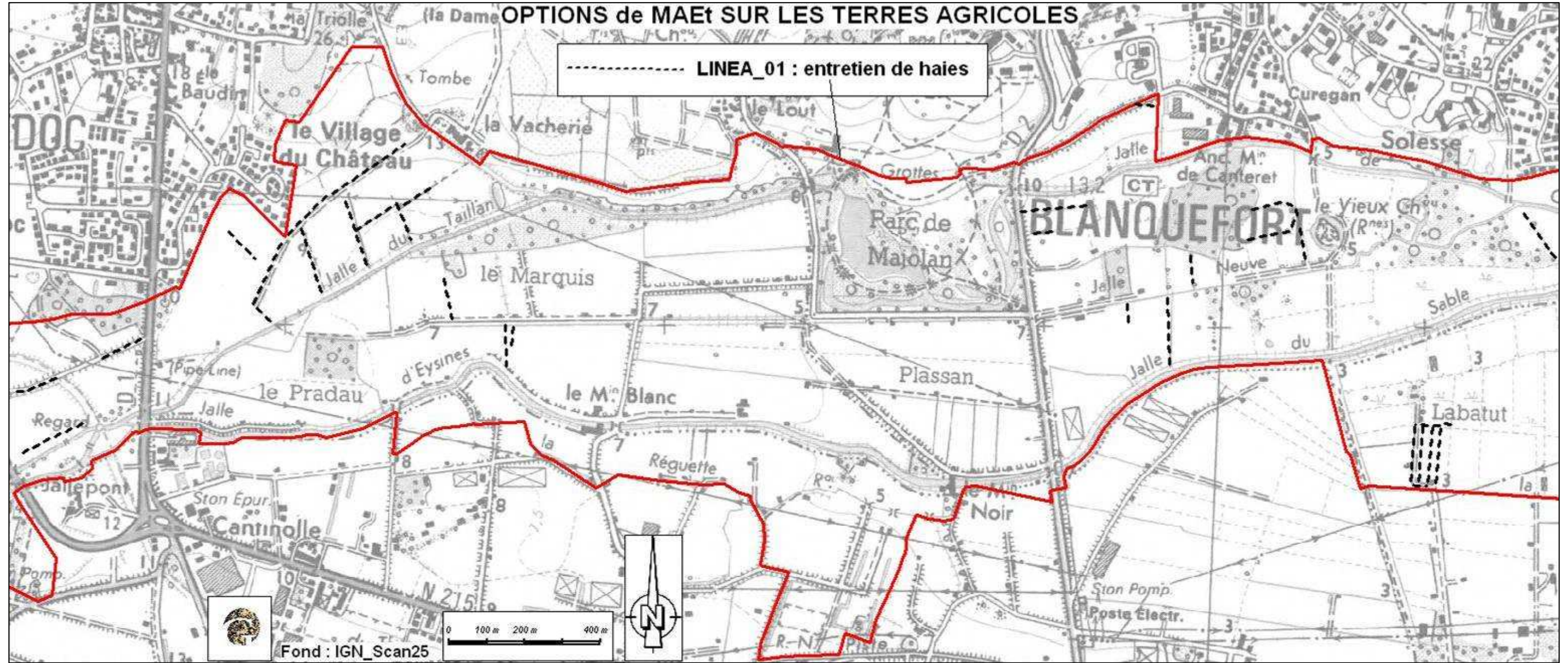


Code Action : AQ_Jal_HA Engagement unitaire : LINEA_01 Libellé action : Entretien des haies.		Montants forfaitaires : 0,516 €/ml/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % État - MAP
Territoires visés	Site Natura2000 des jalles de St-Médard et d'Eysines		Priorité 1
Objectifs	Zone maraîchère : favoriser l'accueil de l'avifaune et de mammifères insectivores (protection des cultures), préserver la qualité de l'eau (épuration des eaux de ruissellement). Prairies : éviter l'élargissement progressif des haies arborées qui aboutit à la fermeture des prairies et à leur appauvrissement (défavorable pour cuivré des marais et à l'agrion de Mercure) ; éviter la dégradation des haies par disparition de certains fûts (trouées) ou par élimination des sous-strates, ce qui supprime leur fonction de corridor écologique pour le vison ou de biotope de reproduction pour la pie-grièche ; stabiliser les sols sur les prairies en pente.		
Périmètre d'application	Haies en zone maraîchère, soit 1 400 ml et haies sur les secteurs de prairies, soit 2 600 ml. Objectif de réalisation sur 5 ans = 25 % du linéaire.		
Codes habitats / espèces	Indirectement : 1044-Coenagrion mercuriale, 1060-Lycaena dispar A338-Lanius collurio, faucon hobereau, chevêche d'Athéna, chauves-souris.		
Conditions d'éligibilité	Haie existante, complète ou incomplète, bordant une prairie ou une culture, accompagnée ou non d'un fossé. Les haies ou alignements d'essences décoratives (platanes, marronniers, etc.), ne sont pas éligibles, de même que les plantations linéaires de peupliers.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	Éléments techniques		Obligation
	➔ Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée.		Principale
	➔ Si les travaux sont réalisés par le propriétaire ou l'exploitant lui-même, enregistrement des interventions au format papier ou numérique (type d'intervention, localisation, date, outils)		Secondaire
	➔ Mise en oeuvre du plan de gestion : ➔ haie arborée complète ☑ gyrobroyage annuel au pied de la haie, à partir du mois de septembre. ☑ taille d'entretien annuelle (ou tout les 2 ans selon le développement du houppier), durant l'automne ou l'hiver. ➔ haie arbustive ou incomplète ☑ taille de formation : taille des branches basses et élagage des branches hautes en années 1, 3 et 5, durant l'automne ou l'hiver. ☑ les arbustes et buissons qui ont colonisés les espaces entre les arbres seront en partie supprimés afin de créer une alternance de couverts ligneux et de couverts herbacés sur ces espaces. ☑ les haies souvent incomplètes peuvent faire l'objet de restauration en utilisant de jeunes plants d'essences locales (l'achat des plants n'est pas pris en compte dans le financement de la mesure mais peut faire l'objet d'une demande d'aide à hauteur de 40 % dans le cadre du PVE (Plan Végétal Environnement).		Principale
	➔ entretenir les 2 côtés de la haie		Principale
	➔ aucune limite de largeur n'est imposée, mais il est nécessaire de limiter la progression des ligneux sur les prairies.		Principale
	➔ La taille des branches basses ou le nettoyage entre les arbres s'effectuera entre novembre et janvier inclus.		Secondaire
	➔ Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.		Principale
	➔ Utilisation d'un matériel qui taille proprement, sans éclater les branches.		Secondaire
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Enregistrement des interventions ou factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. Photo de la haie avant et après travaux.		
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d'actions souscrites ➔ Linéaire concerné par rapport au linéaire total éligible sur le site. <u>Élément(s) engagé(s)</u> : ➔ linéaire traité par rapport au linéaire total de l'exploitation (taux d'engagement) et au linéaire engagé (taux de réalisation). ➔ vérification de la présence éventuelle de la pie-grièche écorcheur en année 1 et année 5.		
Modalités de paiement	(n années / 5) × (0,08 + 0,39 × n côtés) € / ml / an <u>Exemple</u> : pour 3 années d'intervention sur 2 côtés, le montant total perçu sera de 3 x 0,86 €/ml = 2,58 €/ml.. Toutefois, les paiements seront échelonnés sur les 5 années du contrat, soit des versements de (3 x 0,86)/5 €/ml/an = 0,516 €/ml/an. Montant perçu sur 5 ans = 5 x 0,516 = 2,58 €/ml.		

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l’aide		Contrôles sur place		Sanctions	
LINEA_01		Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée		Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Enregistrement des interventions		Vérification des enregistrements des interventions	Enregistrements sur papier ou format numérique	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
Mise en oeuvre du plan de gestion pour le type de haie engagé : respect du cahier des charges et du nombre de côtés sur le(s)quel(s) l’entretien est requis.		Visuel et vérification des enregistrements ou des factures	Factures si prestation Enregistrement des interventions sinon	Réversible	Principale, Totale
Respect des périodes d’interventions indiquées dans le cahier des charges		Visuel et vérification du cahier d’enregistrement ou des factures	Factures si prestation Cahier d'enregistrement des interventions sinon	Réversible	Secondaire, Seuils par tranches de 5 j
Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.		Contrôle visuel	Néant	Réversible	Principale, Totale
Utilisation de matériel n’éclatant pas les branches		Visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale

Recommandations (ne font pas l’objet de contrôles ni de sanctions)

- S’ils ne présentent pas de danger pour les personnes, conserver les arbres morts.
- Pour les résidus de coupe, les techniques de compostage ou de broyage sont à favoriser par rapport à celle du brûlage. Si la technique du brûlage doit être utilisée, ne pas le faire à proximité de la haie.
- Plantez les jeunes plants sous paillis végétal ou biodégradable (pas de paillage plastique) et utiliser des essences locales.



2.3.2 Cahiers des charges des mesures non agricoles

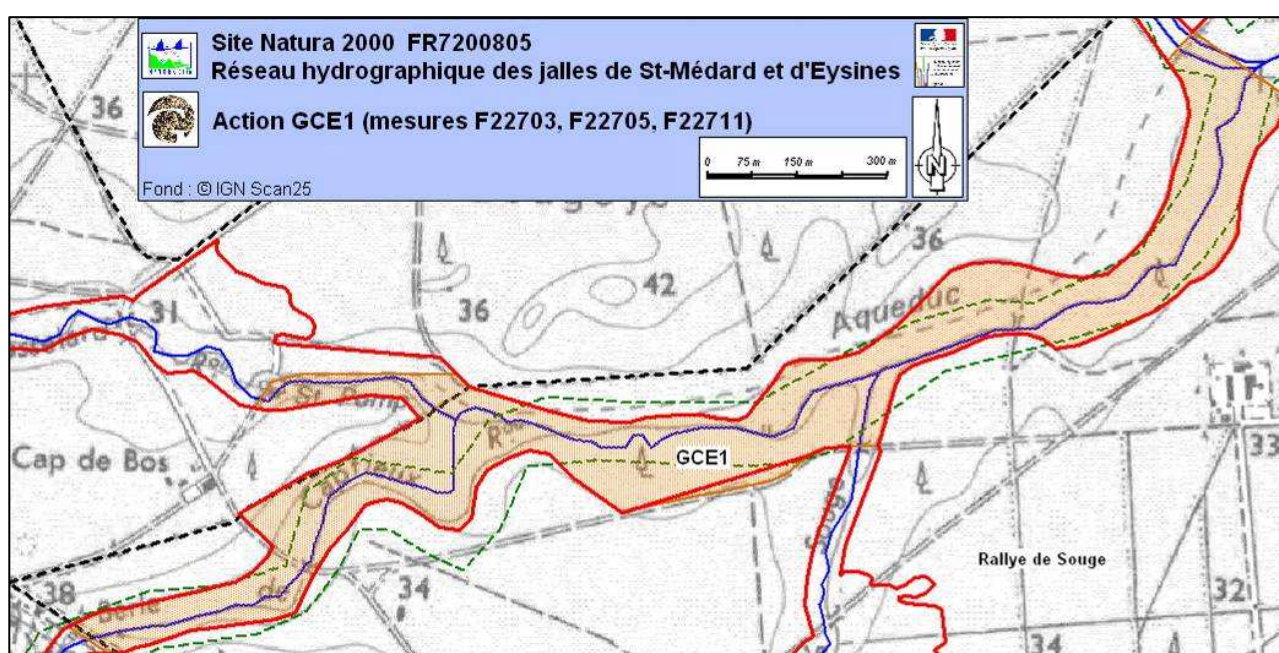
Liste des actions : codes et intitulés

Gestion des corridors écologiques		
Action	Mesure contractuelle	Localisation
GCE1 Diversification des boisements bordant la Berle de Captieux	F22703 F22705 F22711 Mise en œuvre de régénérations dirigées Travaux de marquage, d’abattage ou de taille sans enjeu de production Chantier d’élimination ou de limitation d’une espèce indésirable	Rallye Souge amont
GCE2 Restauration et entretien de la ripisylve du ruisseau de Bonneau	F22706 F22708 F22715 Chantier d’entretien et de restauration des ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles Réalisation de dégagements ou débroussailllements manuels à la place de dégagements ou débroussailllements chimiques ou mécaniques Travaux d’irrégularisation de peuplements forestiers selon une logique non productive	Rallye Souge aval
GCE3 Éclaircies et entretien de la végétation des berges de la Jalle	A32301P A32301P Chantier lourd de restauration de milieux ouverts par débroussaillage A32304R A32305R Gestion par une fauche d’entretien des milieux ouverts Chantier d’entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger	Moulin de Caupian
GCE4 Éclaircies et entretien de la végétation des berges de la Jalle		SNPE
GCE5 Entretien des milieux herbacés rivulaires		Thil et Gajac
GCE6 Élimination ciblée du cerisier tardif	A32320P et R	Pas de Mouline, Bonneau, Bussaguet
GCE7 cf. intitulé de la mesure	A32317P	Moulin Noir, Moulin Blanc
Gestion des zones humides		
Action	Mesure contractuelle	Localisation
GZH1 cf. intitulé de la mesure	F22701	Bois de Nigès, St Jean d'Ilac, Martignas
GZH2 Entretien d'une lande humide	A32305R	Béchade (Thil)
GZH3 Restauration et entretien d'une mégaphorbiaie et de prairies humides	A32301P	R. du Haillan (Ste Christine)
GZH4 Restauration et entretien d'une mégaphorbiaie	A32305R A32307P	Douve forteresse
GZH5 Entretien et valorisation d'un secteur de prairie dégradée	A32307P A32320P et R A32324P	Prairie à myriophylle du Brésil (Jalle Neuve à Blanquefort)
GZH6 Restauration d'un boisement humide sur prairie, voire sur mégaphorbiaie, à la place de la peupleraie abandonnée	F22701 F22703 F22705	Peupleraie à l’ouest de la forteresse
Gestion des prairies, landes et clairières		
Action	Mesure contractuelle	Localisation
GPLC1 Entretien d'une lande mésophile en milieu forestier	F22701	la Matoque (Ilac)
GPLC2 Entretien de landes mésophiles à sèches au sein de coteaux boisés	A32304R A32305R	alentours des sources du Thil
GPLC3 Création d'une clairière dans un boisement mixte	A32301P A32305R	le Dèhès (Thil)
GPLC4 Entretien d'une prairie mésophile à humide	A32304R	Prairie Canteret rive gauche
GPLC5 Entretien d'une prairie mésophile à humide	A32301P A32304R A32305R	Prairie Canteret rive droite
Information du public		
Action	Mesure contractuelle	Localisation
INFO1 cf. intitulé de la mesure	F22714 ou A32326P	Forteresse, bois de Nigès

SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GCE1 Mesures : F22703, F22705, F22711	Diversification des boisements bordant la Berle de Captieux	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	1 200 € TTC/ha sur 5 ans, valeur moyenne variant selon l'importance du gyrobroyage, de la taille, de l'arrachage et du bûcheronnage (plus 10 % frais d'expert). Action à réaliser une fois tous les 5 ans, sur une durée de 15 ans.		
Type de milieu visé	Ripisylve et boisement sur pente, bordant le cours d'eau.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 91E0-Aulnaie Frênaie, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre, 1220-Emys orbicularis,		
Surface totale estimée de l'habitat	27,5 ha		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	21 ha, au maximum (les secteurs de landes arbustives sont exclus).		
Objectifs	<p>Améliorer les conditions d'accueil des espèces concernées et améliorer l'état de conservation des habitats en diversifiant la composition et la structure des boisements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - éclaircissement des tronçons à chênes rouges, par coupe de quelques arbres adultes - élimination du robinier et du cerisier tardif - favoriser le développement du chêne tauzin à partir des jeunes semis spontanés - nettoyage, taille et développement de semis acquis sur le bas de pente (frênes et aulnes). 		
Conditions d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Formations arborées sur berge ou pente de la berle de Captieux, de la limite occidentale du rillye de Souge à la confluence avec le ruisseau de Mouline. - Des contrats peuvent être acceptés hors du secteur cartographié à condition qu'une expertise préalable soit réalisée pour définir les enjeux et sensibilités écologiques. 		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie (format papier ou numérique) Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée. - Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols et au relief. - Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles. - Traitement chimique des plantes invasives interdit. - Ne pas fertiliser, ni amender. 		P
			P
			S
			P
			P
			S
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Études et frais d'expert ➤ Dégagement de taches de semis acquis ➤ Transplantation de semis ➤ Broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre ➤ Arrachage manuel (cas de densités faibles à moyennes) ➤ Coupe manuelle des arbustes ou arbres de petit à moyen diamètre ➤ Coupe des grands arbres et des semenciers ➤ Enlèvement et transfert des produits de coupe ➤ Débroussaillage, fauche, broyage 		S
			P
			S
			P
			P
			P

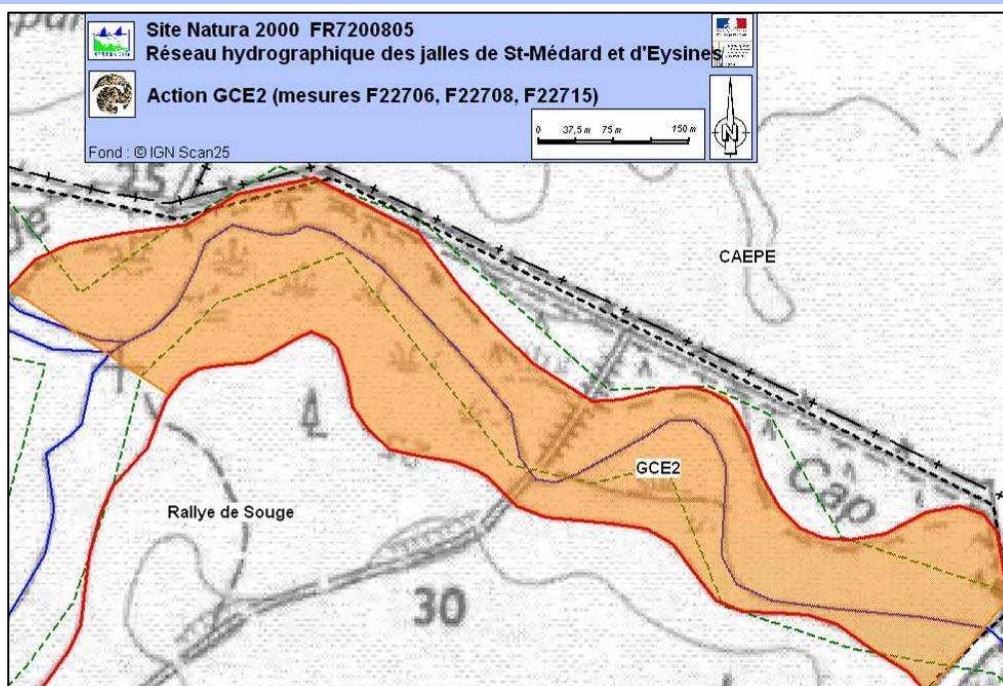
P = prioritaire , S = secondaire

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)
Interdiction de cumul avec :	F22701, F22702 et toute mesure de la série A323
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5
Modalités financières	<ul style="list-style-type: none"> • Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an • Dégagement de semis, par suppression des tiges concurrentes et pose de protections : 900 € TTC/ha/an • Bûcheronnage : 1 500 € TTC/ha • Arrachage ou coupe systématique des jeunes plants invasifs : 600 € TTC/ha <p>Coût total de l'action (estimation moyenne) : 1 200 € x 21 ha = 25 200 €</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 55 %, État = 45 %



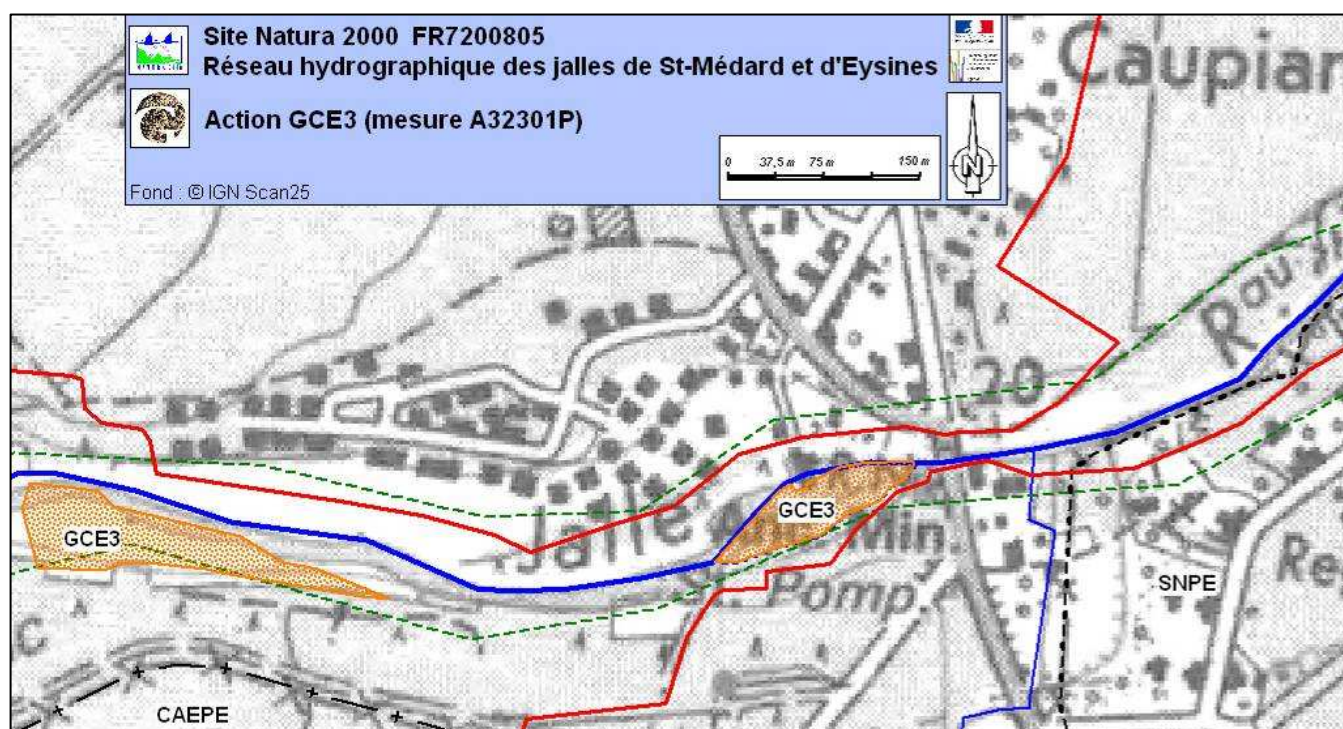
SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GCE2 Mesures : F22706, F22708, F22715	Restauration et entretien de la ripisylve du ruisseau de Bonneau	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	1 300 € TTC/ha sur 5 ans, valeur moyenne variant selon l'importance du gyrobroyage, de la taille, de l'arrachage, de l'exportation et du bûcheronnage (plus 10 % frais d'expert au maximum). Action à réaliser une fois tous les 5 ans, sur une durée de 15 ans.		
Type de milieu visé	Ripisylve et magnocariçaie, et mégaphorbiaie.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 91E0-Aulnaie Frênaie, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre, 1220-Emys orbicularis,		
Surface totale estimée de l'habitat	68 ha		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	13,5 ha.		
Objectifs	Améliorer les conditions d'accueil des espèces concernées et améliorer l'état de conservation des habitats en diversifiant la composition et la structure des boisements : <ul style="list-style-type: none">- ouverture à proximité du cours d'eau pour améliorer l'ensoleillement du tronçon aval de la jalle.- limiter l'embroussaillage de la zone la plus marécageuse pour préserver la magnocariçaie (habitat favorable au vison).- favoriser le développement de l'aulne glutineux au sein de la frênaie.		
Conditions d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none">- Formations arborées sur berge ou pente du ruisseau de Bonneau e la berle de Captieux, de la limite occidentale du rallye de Souge à la confluence avec le ruisseau de Mouline.- Des contrats peuvent être acceptés sur des formations équivalentes nécessitant les mêmes types d'intervention après accord de l'animateur (berle de la Capette, ruisseau de Souge, jalle de Martignas).		
Engagements non rémunérés	- Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie (format papier ou numérique)	P	
	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée.	P	
	- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols et au relief.	P	
	- Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.	P	
	- Ne pas imperméabiliser ou remblayer.	P	
Engagements rémunérés	➢ Études et frais d'expert	S	
	➢ Coupes de bois localisées, sans dessouchage (arbres adultes sur berge, à houppiers bien développés).	P	
	➢ Débroussaillage manuel des secteurs les plus marécageux (sol non portant). L'évacuation des déchets végétaux ne se fera que si une technique douce peut être utilisée.	P	
	➢ Développement de semis acquis d'aulne sur les secteurs dominés par le frêne : lutte contre les espèces (herbacée ou arbustive) concurrentes, protections individuelles contre les rongeurs et les cervidés	P	
	➢ Enlèvement et transfert des produits de coupe	S	
	➢ Arrachage ou coupe systématique des jeunes plants d'érable négundo ou de cerisier tardif.	P	

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)
Interdiction de cumul avec :	F22701, F22702 et toute mesure de la série A323
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5
Modalités financières	<ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage manuel (sans exportation) : 600 € TTC/ha • Dégagement de semis, par suppression des tiges concurrentes et pose de protections : 900 € TTC/ha • Bûcheronnage : 1 500 € TTC/ha • Arrachage ou coupe systématique des jeunes plants invasifs : 600 € TTC/ha • Exportation des produits de coupe : 300 € TTC/ha <p>Coût moyen de l'action : 1 300 € x 13,5 ha = 17 550€</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 55 %, État = 45 %



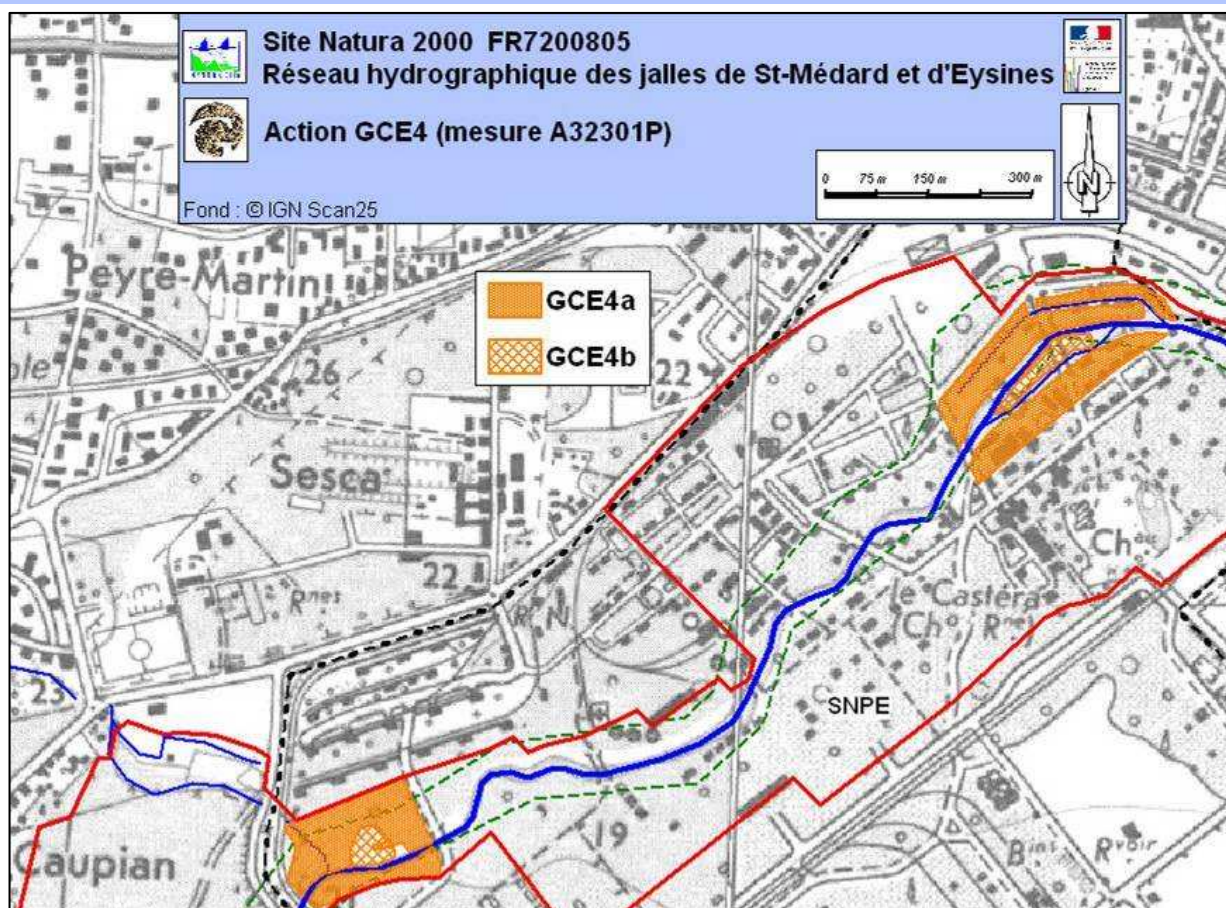
SITE : FR7200805	Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GCE3 Mesures : A32301P	Éclaircies et entretien de la végétation des berges de la Jalle (moulin de Caupian)	Priorité 2
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	2 100 € TTC/ha sur 5 ans	
Type de milieu visé	Berges embroussaillées, plus ou moins inondables.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles</i> <i>Espèces : 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre, 1220-Emys orbicularis, 1044-Coenagrion mercuriale.</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	120 ha	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	1,35 ha	
Objectifs	Créer des clairières dans les boisements rivulaires afin d'enrichir la faune présente et de développer la mégaphorbiaie.	
Conditions d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Friches arborées identifiées sur la carte jointe. - D'autres secteurs pourront faire l'objet de la même action sur le tronçon entre le ralye de Souge et la SNPE, après expertise et accord de l'animateur du DOCOB (friches arborées de faible superficie uniquement). 	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée. 	P
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Tronçonnage et bûcheronnage légers ➢ Enlèvement et transfert des produits de coupe ➢ Débroussaillage, gyrobroyage, fauche ➢ Broyage au sol et nettoyage du sol, exportation des produits ➢ Broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre 	P P P P S
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 	
Interdiction de cumul avec :	sans objet	
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p>	
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente. 	
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>	

Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5. Inventaire « odonates » en année 5.
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Gyrobroyage, fauche, broyage au sol : 300 € TTC/ha Bûcheronnage : 1 200 € TTC/ha Enlèvement des produits de coupe : 300 € TTC/ha <p>Coût annuel de l'action : 1 800 € x 1,35 ha = 2 430 €</p> <p>Année 5</p> <ul style="list-style-type: none"> Gyrobroyage, fauche : 300 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 300 € x 1,35 ha = 405 €</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



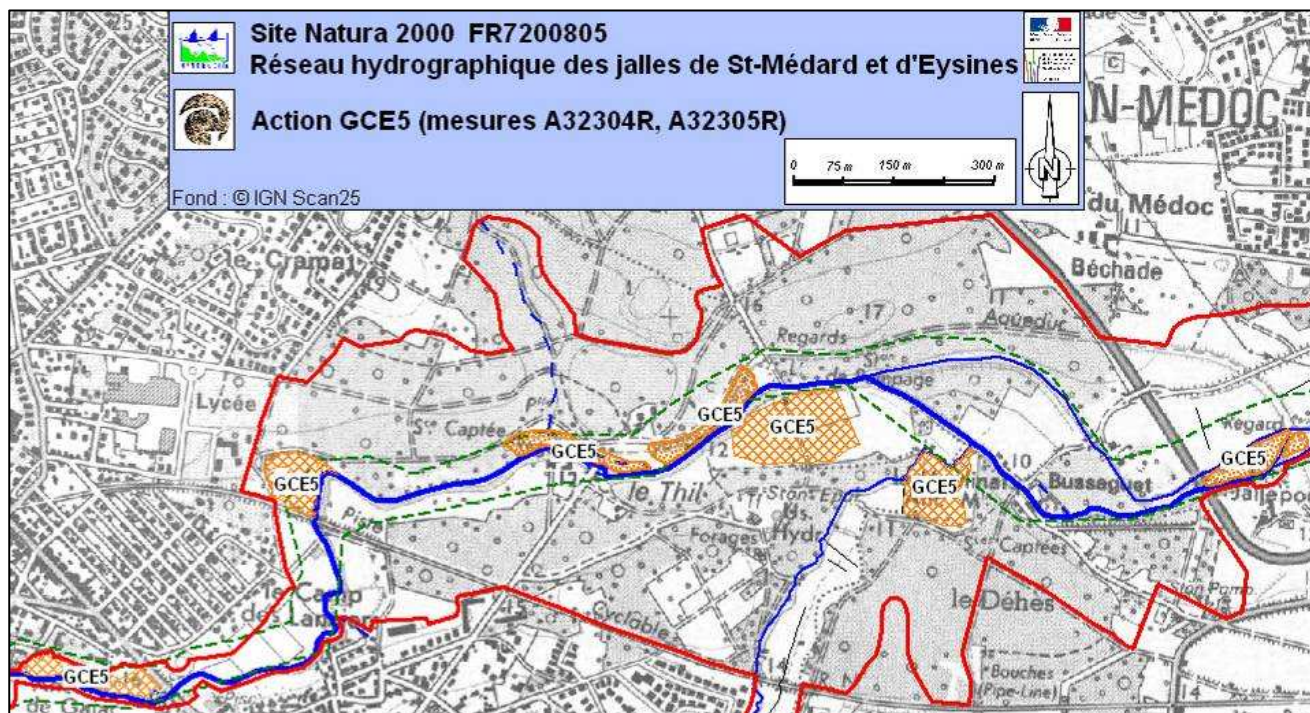
SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GCE4 Mesures : A32301P	Éclaircies et entretien de la végétation des berges de la Jalle (SNPE)	Priorité 2	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	5 100 € TTC/ha en secteur boisé (a) et 1 800 € TTC/ha sur les friches (b), sur 5 ans		
Type de milieu visé	Berges embroussaillées ou boisées, très humides.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 91E0-Aulnaie Frênaie, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre, 1220-Emys orbicularis.		
Surface totale estimée de l'habitat	317 ha de bois de feuillus et 120 ha de friches arborées/arbustives		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	5,4 ha (4,8 ha bois + 0,6 ha friche)		
Objectifs	Améliorer les conditions d'accueil des espèces de l'annexe II et améliorer l'état de conservation des habitats de l'annexe I : <ul style="list-style-type: none">- favoriser le développement de beaux sujets de chênes, d'aulnes, de frênes et de saules en éclaircissant les tiges concurrentes et en supprimant les essences invasives (robinier, érable négundo notamment).- limiter l'embroussaillage des secteurs les plus humides pour développer la mégaphorbiaie et la magnocariçaie (habitat favorable au vison).		
Conditions d'éligibilité	Les 2 tronçons amont et aval dans l'enceinte de la SNPE, secteurs très humides en raison de dysfonctionnements hydrauliques. Éventuellement, les friches sur les rives de la jalle au nord des ruines du château « Castéra », à l'aval de l'écluse « Napoléon », peuvent aussi être éligibles pour cette action.		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée.- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols et au relief.- Ne pas imperméabiliser ou remblayer.	P	
		S	
		P	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Bûcheronnage, coupe d'arbres, abattage des végétaux ligneux (élimination sélective des essences exotiques et éclaircie des autres bois pour favoriser la croissance des jeunes plants)- Débroussaillage, fauche, broyage au sol- Élimination de la végétation envahissante (dévitalisation, rabotage de souche ou toute autre technique non polluante)- Exportation des produits	P	
		P	
		P	
		S	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Photos avant/après• Devis et factures de travaux• Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées• Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)		
Interdiction de cumul avec :	Sans objet		
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.		

Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha • Dégagement de semis, par suppression des tiges concurrentes : 900 € TTC/ha • Bûcheronnage : 1 500 € TTC/ha <p>Coût annuel de l'action : 3 000 € x 4,8 ha (a) + 600 € x 0,6 ha (b) = 14 760 €</p> <p>Année 3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha • Dégagement de semis, par suppression des tiges concurrentes : 900 € TTC/ha <p>Coût annuel de l'action : 1 500 € x 4,8 ha (a) + 600 € x 0,6 ha (b) = 7 560 €</p> <p>Année 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 600 € x 5,4 ha (a+b) = 3 240 €</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



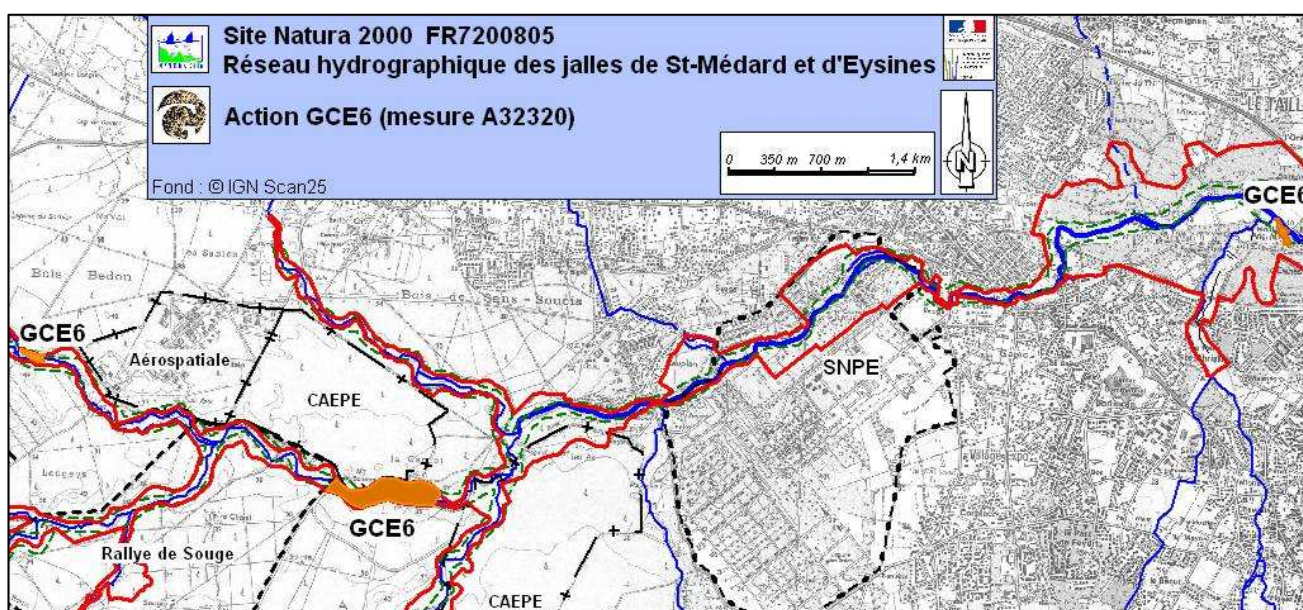
SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GCE5 Mesures : A32304R, A32305R	Entretien des milieux herbacés rivulaires	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	1 550 € TTC/ha sur 5 ans		
Type de milieu visé	Formations herbacées sur sols frais à humides, parfois en cours de colonisation par les ligneux.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre, 1220-Emys orbicularis, 1044-Coenagrion mercuriale, 1060 - Lycaena dispar.		
Surface totale estimée de l'habitat	272,5 ha		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	12,5 ha.		
Objectifs	Enrayer la progression des ligneux sur les formations végétales herbacées des vallées et vallons au moyen d'un entretien léger et régulier. Favoriser l'enrichissement floristique et faunistique de ces milieux, particulièrement les insectes et développer la mégaphorbiaie.		
Conditions d'éligibilité	- Formations herbacées mésophiles à humides, plus ou moins abandonnées mais hors SAU. - Les friches arborées sont prises en compte si les arbres sont clairsemés. L'entretien ou la suppression des arbres ne sont pas pris en compte dans l'action.		
Engagements non rémunérés	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée. - Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols. - Pas de retournement du sol. - Pas de mise en culture. - Ne pas imperméabiliser ou remblayer.		P S P P P
Engagements rémunérés	➤ Débroussaillage, gyrobroyage ➤ Suppression des rejets ligneux ➤ Fauche mécanique ➤ Broyage au sol et nettoyage du sol ➤ Enlèvement et transfert des produits de coupe		P P P P S
Documents et enregistrements obligatoires	• Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)		
Interdiction de cumul avec :	F22703, F22705, F22706, A32301P		
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.		

Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation, lépidoptères et odonates en années 1 et 5
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gyrobroyage, fauche, broyage au sol et nettoyage du sol : 300 € TTC/ha • Enlèvement, transfert et stockage des produits de coupe : 300 € TTC/ha • Suppression manuelle ou mécanique de rejets ligneux : 150 € TTC/ha <p>Coût annuel de l'action : 750 € x 12,5 ha = 9 375 €</p> <p>Année 3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gyrobroyage, fauche mécanique : 200 € TTC/ha <p>Coût annuel de l'action : 200 € x 12,5 ha = 2 500 €</p> <p>Année 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gyrobroyage, fauche, broyage au sol et nettoyage du sol : 300 € TTC/ha • Enlèvement, transfert et stockage des produits de coupe : 300 € TTC/ha <p>Coût annuel de l'action : 600 € x 12,5 ha = 7 500 €</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



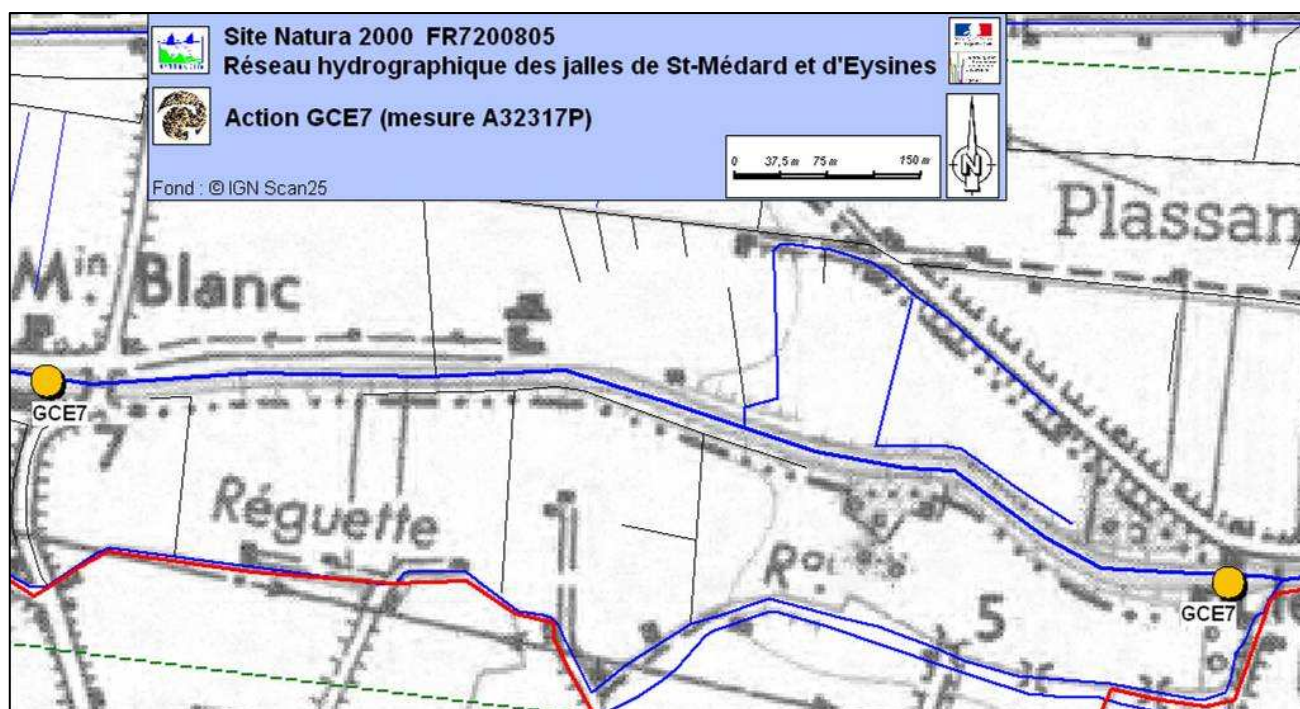
SITE : FR7200805	Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GCE6 Mesures : A32320	Élimination ciblée du cerisier tardif	Priorité 1
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	3 900 € TTC/ha sur 5 ans (le coût d'éventuelles interventions chimiques n'a pas été évalué).	
Type de milieu visé	Boisements rivulaires.	
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges	
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 91E0-Aulnaie Frênaie, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre, 1220-Emys orbicularis,	
Surface totale estimée de l'habitat	589 ha (tous boisements et friches arborées)	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	12,5 ha (3 secteurs identifiés où l'espèce est très présente)	
Objectifs	Lutter contre une espèce invasive qui appauvrit les boisements et leur sous-bois du fait de l'abondance des rejets qu'elle produit. Favoriser le développement des essences autochtones, particulièrement celles de l'aulnaie-frênaie.	
Conditions d'éligibilité	S'en tenir à des secteurs d'accès facile permettant un traitement et un suivi intensifs.	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie - INTERVENIR AVANT LE MOIS DE JUIN (avant la fructification). - Ne pas effectuer de coupe ou d'abattage si on ne peut mettre en œuvre la totalité de l'action (griffage, écorçage, arrachage des jeunes plants). - ne pas effectuer de coupes à blanc autour de la zone traitée afin d'éviter la propagation de l'espèce. 	P P P P
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Etudes et frais d'expert ➤ Arrachage manuel des jeunes recrues (cas de densités faibles à moyennes) ➤ Broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre ➤ Coupe des arbres à environ 1 mètre de hauteur, et griffage ou écorçage (selon la taille de l'arbre) ➤ Si le traitement mécanique des souches n'est pas possible ou ne donne pas des résultats satisfaisants, un traitement chimique peut être envisagé, sur avis d'expert uniquement (INRA, CRPF, ONF, DDTM) : <ul style="list-style-type: none"> - enduire la face supérieure de la souche d'une solution aqueuse de glyphosate - ou utiliser une solution aqueuse d'un herbicide fongique à base de <i>Chondrostereum purpureum</i> ➤ Enlèvement et transfert des produits de coupe 	S P P P P P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 	
Interdiction de cumul avec :	Sans objet	

Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Superficie traitée / superficie engagée.</p> <p>Vérification annuelle du nombre de rejets pour adapter l'ampleur des interventions</p>
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrachage des jeunes plants ou coupe systématique des jeunes arbres (< 15 cm) et griffage ou écorçage : 900 € TTC/ha • Bûcheronnage des arbres adultes à environ 1 mètre de hauteur, et griffage ou écorçage : 1 500 € TTC/ha • Exportation des produits de coupe : 300 € TTC/ha <p>Coût annuel de l'action : 2 700 € x 12,5 ha = 33 750 €</p> <p>Années 2 à 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Broyage des régénérations et taillis de faible diamètre : 300 € TTC/ha <p>Coût maximum de l'action : 4 x 300 € x 12,5 ha = 15 000 €</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



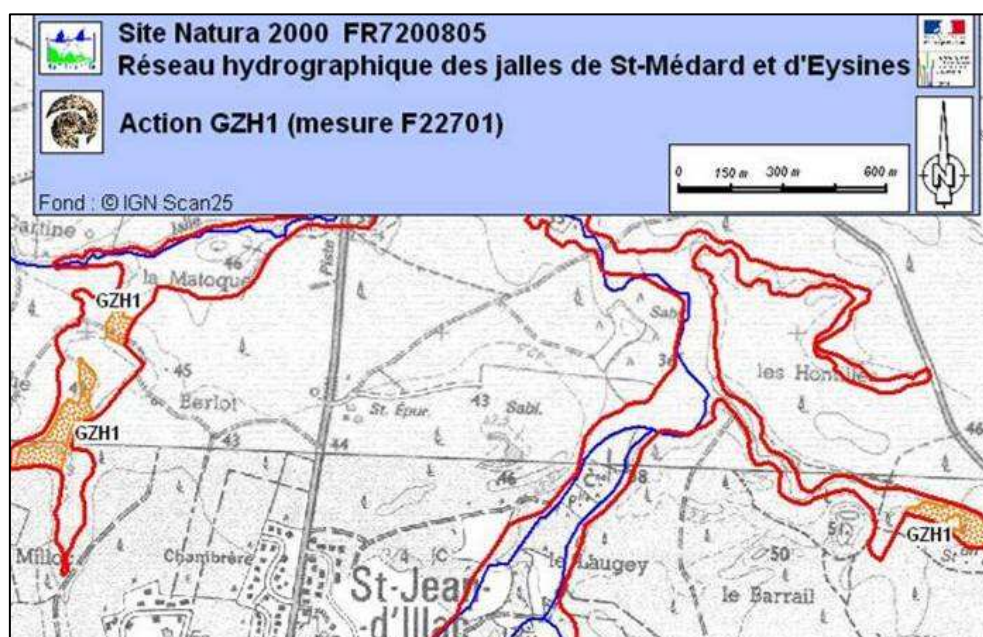
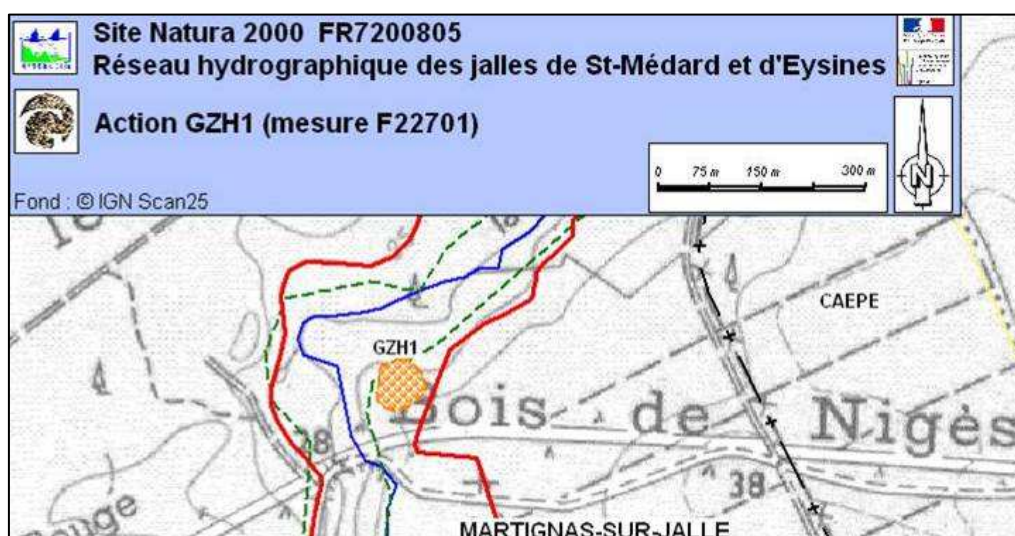
SITE : FR7200805	Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GCE7 Mesures : A32317P	Effacement ou aménagement des obstacles à la migration des poissons dans le lit mineur des rivières	Priorité 3
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	à définir	
Type de milieu visé	Lit mineur des cours d'eau.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 3260-Rivières avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche-Batrachion, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles</i> <i>Espèces : 1096-Lampetra planeri, 1220-Emys orbicularis</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	63 690 ml de cours d'eau	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	2 ouvrages infranchissables à traiter (moulin Blanc et moulin Noir)	
Objectifs	Rétablir les possibilités de circulation de la faune piscicole tout en préservant les herbiers aquatiques et le fonctionnement hydraulique du site.	
Conditions d'éligibilité	Une étude sur la faisabilité technique de restauration de la circulation piscicole au niveau de différents ouvrages hydrauliques des jalles est en cours de réalisation. Ne pourront être éligibles à cette action que les ouvrages considérés comme pouvant faire l'objet de travaux dans les conclusions de l'étude de faisabilité.	
Engagements non rémunérés	- Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie - Pas de stockage d'engins ni de matériaux à proximité du cours d'eau, pendant les travaux. - Pas de stockage ni de manipulation d'huiles ou de carburant à proximité du cours d'eau.	P P P
	En plus des aménagements qui restent à définir, les mesures suivantes devront être réalisées :	
Engagements rémunérés	➤ Recherche de cistudes, sur et à proximité de l'ouvrage. Sauvegarde des éventuels individus trouvés.	P
	➤ Recherche des lamproies de Planer à proximité de l'ouvrage. Sauvegarde des éventuels individus trouvés.	P
	➤ S'assurer qu'aucun herbier de renoncules aquatiques ne risque d'être détruit par les travaux ou d'être dégradé par des dépôts de vase.	P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 	
Interdiction de cumul avec :	Sans objet	
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p>	

Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Réception des travaux. Relevés floristiques et faunistiques en année 1 et 5, lit mineur et berges.
Modalités financières	À définir
Ressources financières	FEADER, État ou, AEAG
Plan de financement	FEADER = 50 %, État ou AEAG = 50 %



SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GZH1 Mesure : F22701	Création ou rétablissement de clairières	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	3 000 € TTC/ha sur 5 ans.		
Type de milieu visé	Ripisylve et friches arborées.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 4020-Landes humides méridionales, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1071-Coenonympha oedippus, 1220-Emys orbicularis,		
Surface totale estimée de l'habitat	589 ha (tous boisements et friches arborées)		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	4,5 ha		
Objectifs	Restaurer des habitats humides herbacés et diversifier la structure des milieux forestiers. Fournir des habitats ensoleillés à la cistude d'Europe, au sein des ripisylves.		
Conditions d'éligibilité	Superficie traitée supérieure 1000 m² et inférieure à 1500 m²		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée.- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.	P P S	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">➤ Coupe d'arbres, abattage des végétaux ligneux➤ Enlèvement et transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage. Le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visées par le contrat➤ Débroussaillage, fauche, broyage ;➤ Nettoyage du sol	P S P S	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Photos avant/après• Devis et factures de travaux• Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées• Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)		
Interdiction de cumul avec :	Sans objet		
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.		
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none">• Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire).• Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés.• Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.		

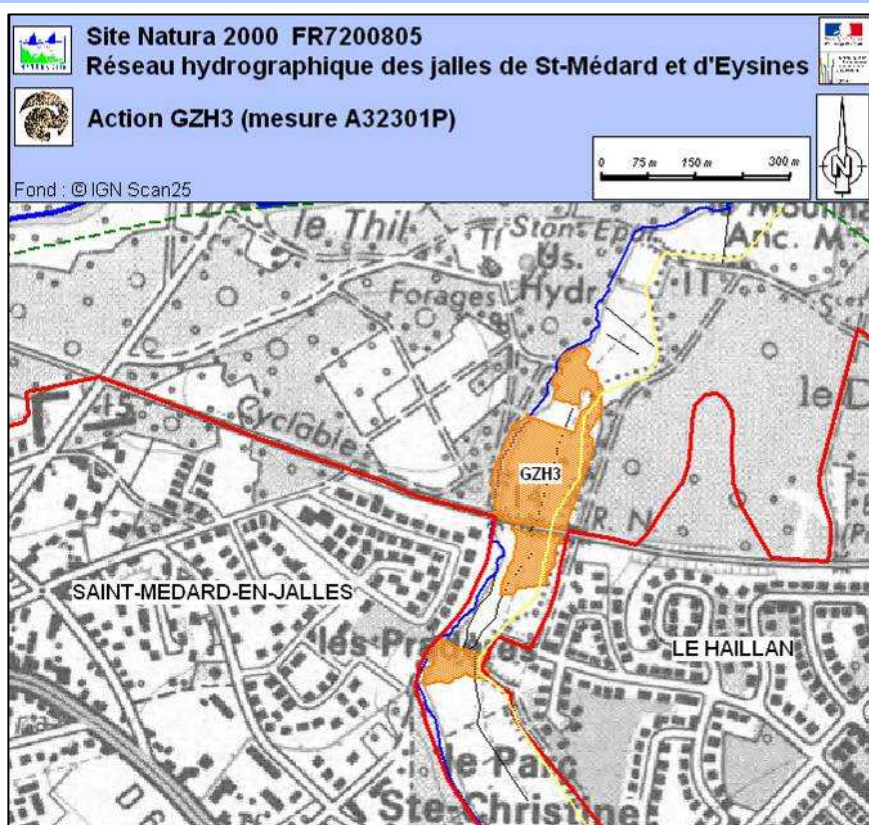
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Bûcheronnage : 1 500 € TTC/ha Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 2 100 € x 4,5 ha = 9 450 €</p> <p>Année 3</p> <ul style="list-style-type: none"> Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 600 € x 4,5 ha = 2 700 €</p> <p>Année 5</p> <ul style="list-style-type: none"> Gyrobroyage, fauche : 300 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 300 € x 4,5 ha = 1 350 €</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 55 %, État = 45 %



SITE : FR7200805	Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GZH2 Mesure : A32305R	Entretien d'une lande humide	Priorité 1
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	2 400 € TTC/ha sur 5 ans	
Type de milieu visé	Lande humide méridionale	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 4020-Landes humides méridionales Espèces : 1071-Coenonympha oedippus	
Surface totale estimée de l'habitat	76 ha de landes buissonneuses à arbustives	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	0,53 ha	
Objectifs	Maintenir la seule lande humide du site accueillant le fadet des laïches	
Conditions d'éligibilité	Parcelles hors exploitation forestière ou agricole.	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie - Afin de préserver le fadet des laïches, les travaux seront réalisés du mois d'octobre au mois de mars. - Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols et au relief. - Laisser les produits de fauche sur place. 	P P S P
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tronçonnage et bûcheronnage légers ➤ Enlèvement et transfert des produits de coupe ➤ Arrachage manuel des jeunes semis de pins ➤ Débroussaillage, fauche 	P P P P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 	
Interdiction de cumul avec :	A32301P, A32302P, A32307P	
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.	
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente. 	
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée	

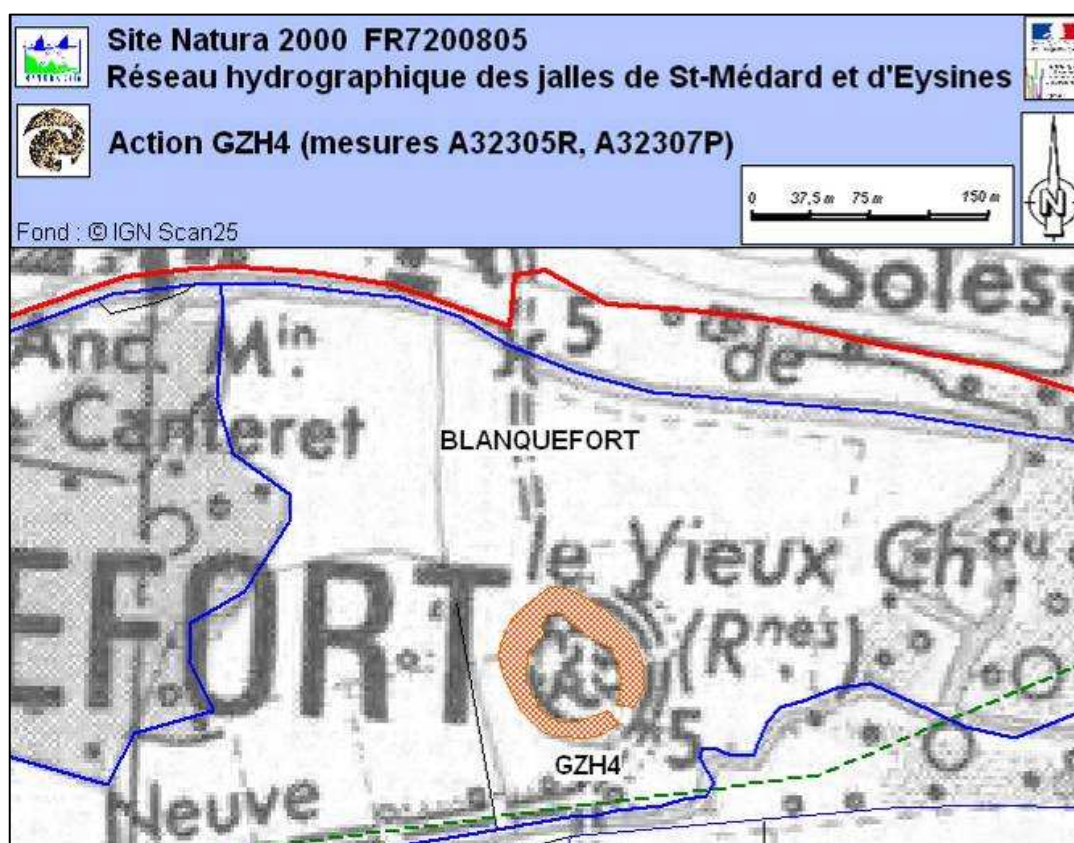
SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GZH3 Mesure : A32301P	Restauration et entretien d'une mégaphorbiaie et de prairies humides	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	3 300 € TTC/ha sur 5 ans		
Type de milieu visé	Zones humides herbacées fortement colonisées par les ligneux.		
Localisation	Vallée du ruisseau du Haillan (Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges)		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1044-Coenagrion mercuriale, 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre, 1220-Emys orbicularis,		
Surface totale estimée de l'habitat	224 ha de friches herbacées à arborées		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	3,56 ha		
Objectifs	Préserver, voire développer la mégaphorbiaie présente sur la vallée du ruisseau du Haillan et permettre le maintien de l'agrion de Mercure sur cette partie du réseau hydrographique		
Conditions d'éligibilité	Parcelles colonisées par des friches buissonneuses à arbustives uniquement.		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée.- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols et au relief.- Pas de retournement- Pas de mise en culture, de semis ou de plantation de végétaux- Ne pas assécher, imperméabiliser, remblayer ou mettre en eau- Ne pas fertiliser, ni amender, ni utiliser de produits phytosanitaires.	P	
		P	
		S	
		P	
		P	
		P	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">➤ Coupe des arbustes et rabotage des souches➤ Débroussaillage, fauche➤ Broyage au sol et nettoyage du sol, exportation des produits	P	
		P	
		P	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Photos avant/après• Devis et factures de travaux• Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées• Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)		
Interdiction de cumul avec :	A32302P		
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.		
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none">• Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire).• Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés.• Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.		

Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Surface en mégaphorbiaie et estimation de l'abondance de la population d'agrion de Mercure, années 1 et 5
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bûcheronnage léger et exportation des grumes : 1 500 € TTC/ha • Gyrobroyage, fauche, broyage, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 2 100 € x 3,56 ha = 7 476 €</p> <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gyrobroyage, fauche, broyage, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an <p>Coût de l'action : 2 x 600 € x 3,56 ha = 4 272 €</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



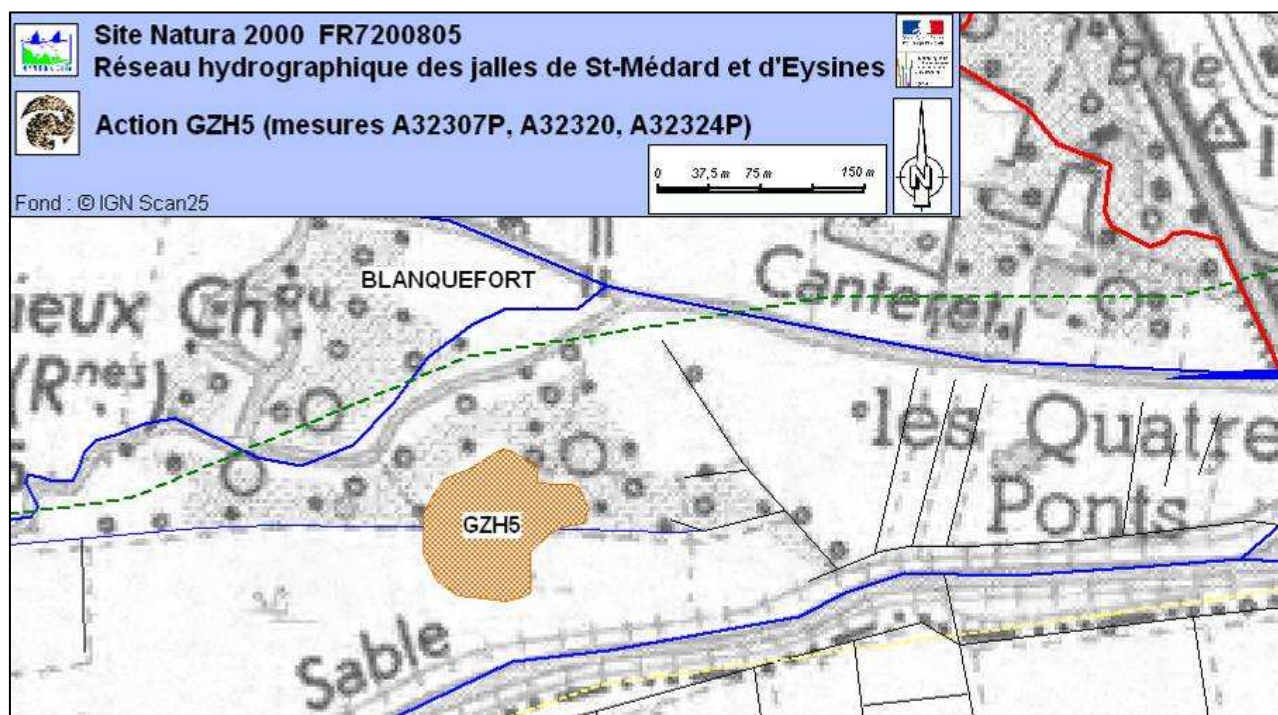
SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GZH4 Mesures : A32305R, A32307P	Restauration et entretien d'une mégaphorbiaie	Priorité 3	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	6 462,5 € TTC/ha sur 5 ans		
Type de milieu visé	Zone humide diversifiée, dont mégaphorbiaie		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1220-Emys orbicularis, 1044-Coenagrion mercuriale, 1060 - Lycaena dispar.		
Surface totale estimée de l'habitat	40 ha de mégaphorbiaie type ou dégradée		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	0,32 ha		
Objectifs	Préserver une station botanique d'intérêt régional tout en développant un milieu favorable à l'accueil de l'agrion de Mercure et du cuivré des marais.		
Conditions d'éligibilité	Parcelle hors SAU		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie- Afin de préserver la station de <i>Butomus umbellatus</i>, les travaux seront réalisés entre le mois d'octobre (inclus) et le mois de mars (inclus).- Interdiction de retournement du sol, de mise en culture, de semer ou de planter des végétaux, de drainer, de remblayer, de fertiliser ou d'amender- Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.- Traitement chimique des plantes invasives interdit.	P	P
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">➤ Débroussaillage et coupe manuels des buissons et arbustes➤ Décapage manuel (100 m² maximum) sur le secteur le plus comblé de la douve et sans pieds de butome➤ Arrachage manuel des jeunes plants➤ Enlèvement et transfert des produits de coupe	P	P
		P	P
		P	P
		P	P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Photos avant/après• Devis et factures de travaux• Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées• Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)		
Interdiction de cumul avec :	A32302P, A32309P		
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.		
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none">• Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire).• Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés.• Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.		

Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décapage et exportation manuels : 4 journées pour une personne • Arrachage manuel des jeunes plants : 1/2 journée pour une personne • Débroussaillage et coupe manuels : 1 journée pour une personne • Enlèvement et transfert des produits de coupe : 1/2 journée pour une personne <p>Coût annuel de l'action : $6 \times 8 \text{ h} \times 32 \text{ €/h} = 4\,800 \text{ €/ha} \times 0,32 \text{ ha} = 1\,536 \text{ € TTC}$</p> <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Surveillance et arrachage d'éventuelles repousses de ligneux : 1/2 journée pour une personne / an • Fauche manuelle : 1/2 journée pour une personne / an <p>Coût de l'action : $2 \times 8 \text{ h} \times 32 \text{ €/h} = 1\,662,5 \text{ €/ha} \times 0,32 \text{ ha} = 532 \text{ € TTC}$</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



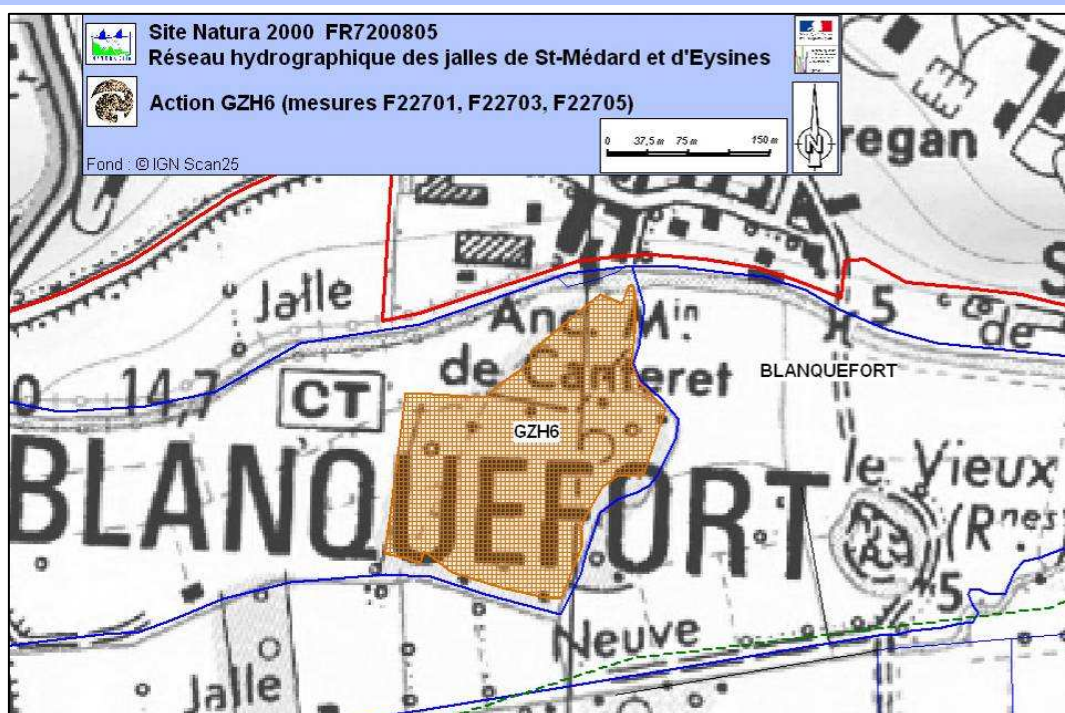
SITE : FR7200805	Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GZH5 Mesures : A32307P, A32320P et R, A32324P	Entretien et valorisation d'un secteur de prairie dégradée	Priorité 2
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	10 237,5 € TTC/ha sur 5 ans	
Type de milieu visé	Prairie humide.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles</i> <i>Espèces : 1044-Coenagrion mercuriale, 1060 - Lycaena dispar, 1220-Emys orbicularis,</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	141 ha de prairies plus ou moins entretenues	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	0,8 ha	
Objectifs	Éliminer la jussie et le myriophylle du Brésil de ce secteur où ces 2 plantes invasives sont particulièrement abondantes. Favoriser le développement d'une zone humide de type prairie eutrophe, favorable au cuivré des marais.	
Conditions d'éligibilité	Le secteur de prairie concerné par l'action doit être retiré de la SAU.	
Engagements non rémunérés	Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie - Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles. - Traitement chimique des plantes invasives interdit. - Ne pas imperméabiliser ou remblayer. - Ne pas fertiliser, ni amender.	P
		P
Engagements rémunérés	➤ Décapage mécanique sur 40 cm de profondeur ➤ Exportation des produits (végétaux et terre), stockage hors d'une zone inondable et destruction ➤ Arrachage manuel des pieds dispersés de jussie ou de myriophylle présents en périphérie de la zone décapée ➤ Protection de la zone par pose d'une clôture qui sera laissée pendant les 5 années du contrat au minimum	P
		P
		P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 	
Interdiction de cumul avec :	Une MAEt concernant les mêmes terrains (cf cartographie). En revanche, ce secteur peut devenir une zone d'étalement des eaux du fossé qui le traverse et se dernier peut faire l'objet d'un curage dans le cadre d'une MAEt.	
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.	

Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5. Relevés « odonates » et « lépidoptères » en année 5.
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décapage mécanique (d) sur 40 cm de profondeur maximum : 1 j pelle + chauffeur • Installation d'une clôture (fournitures et pose) : 15 € TTC/ml • Arrachage manuel des pieds dispersés de jussie et myriophylle : 1/2 j homme • Exportation des produits du décapage et de l'arrachage, stockage et destruction : 300 €/ha <p>Coût annuel de l'action : 110 €/h x 8 h (d) + 15 € x 370 ml + 32 €/h x 8 h + 300 €/ha x 0,8 ha = 8 657,5 €/ha x 0,8 ha = 6 926 € TTC</p> <p>Années 2 à 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Surveillance et arrachage d'éventuelles repousses de jussie ou de myriophylle : 1 j homme / an <p>Coût de l'action : 4 x 8 h x 32 €/h = 1 280 €/ha x 0,8 ha = 1 024 € TTC</p> <p>Année 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fauche ou faucardage de la végétation amphibie : 300 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 300 €/ha x 0,8 ha = 240 € TTC</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



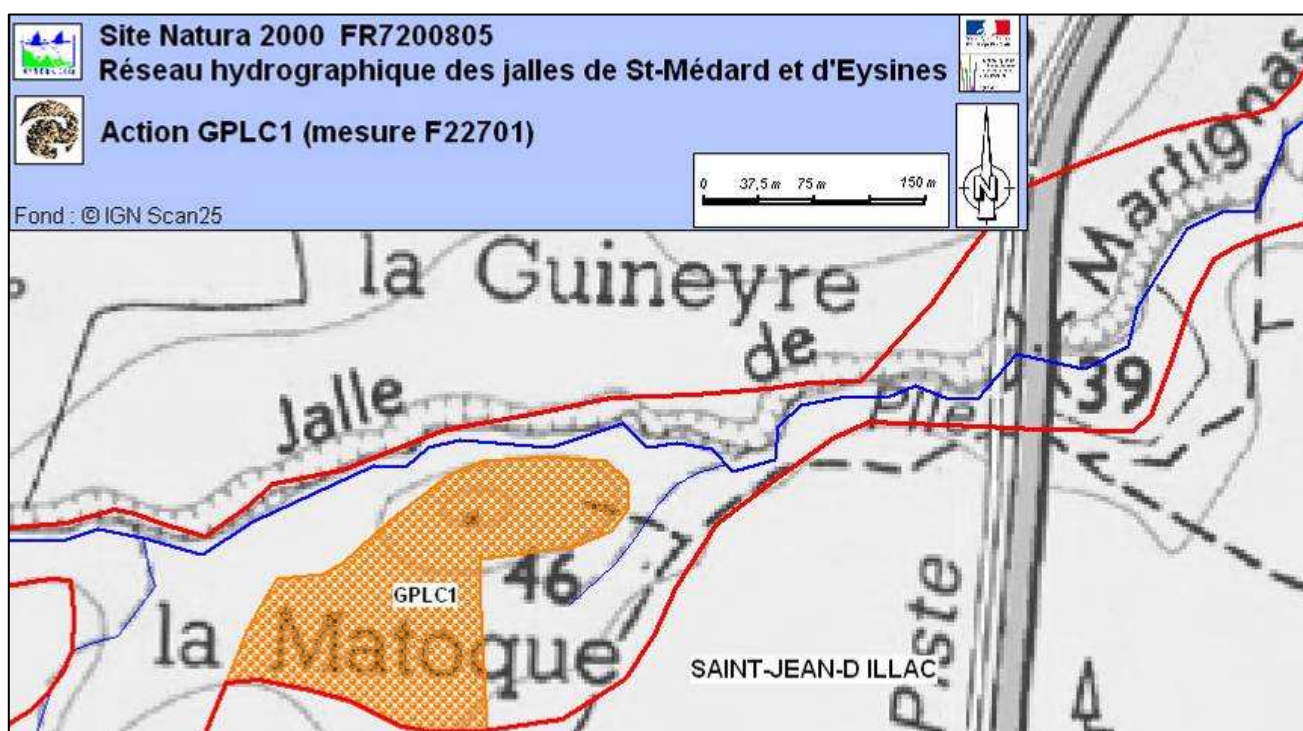
SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GZH6 Mesures : F22701, F22703, F22705	Restauration d'un boisement humide sur prairie, voire sur mégaphorbiaie, à la place de la peupleraie abandonnée	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	8 320 € TTC/ha sur 5 ans. Plus frais d'expert (12% maximum du montant de l'action)		
Type de milieu visé	Peupleraies		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 91E0-Aulnaie Frênaie, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1044-Coenagrion mercuriale, 1060 - Lycaena dispar 1356-Vison d'Europe, 1220-Emys orbicularis,		
Surface totale estimée de l'habitat	7,4 ha		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	4 ha.		
Objectifs	Transformer une monoculture de peupliers hybrides avec sous-bois de ronces en un boisement diversifié de feuillus, avec sous-bois riche et création de quelques clairières. Développer des habitats de l'annexe I et fournir des niches favorables aux espèces de l'annexe II.		
Conditions d'éligibilité	Parcelles hors exploitation agricole ou sylvicole. Si les bois sont vendus, la coupe et le débardage des peupliers ne seront pas financés, mais le reste de l'action pourra l'être.		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie. - Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux de coupe et de gyrobroyage seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée. - Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols et au relief. - Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles. - Ne pas fertiliser, ni amender. 	P	
		P	
		S	
		P	
		P	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Études et frais d'expert (repérage des nids de rapaces, analyse pédologique) - Dégagement de semis acquis - Mise en défens des semis acquis (protection individuelle bien visible) - Débroussaillage, gyrobroyage avec exportation des produits de la coupe (ronciers) - Marquage des peupliers à conserver - Coupe ou abattage des peupliers à supprimer - Enlèvement et transfert des grumes vers un lieu de stockage. - Broyage ou rabotage des souches - Plantation de feuillus adaptés au sol et à l'hydromorphie (hormis quelques secteurs à laisser en clairière) - Décapage d'une des clairières - Fauche tardive (septembre) d'entretien des clairières et des plantations 	P	
		S	
		S	
		P	
		P	
		P	
		P	
		P	
		P	
		P	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 		
Interdiction de cumul avec :	Sans objet		

Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Superficie traitée / superficie engagée.</p> <p>Relevés de végétation en année 1 et 5</p>
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dégagement de semis acquis et pose de protections : 300 € TTC/ha/an • Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an • Marquage, coupe, abattage, rabotage ou broyage des souches, débardage des grumes : 2 000 € TTC/ha/an • Plantation de feuillus (chênes, frênes, aulnes, saules, ormes) : 4 000 € TTC/ha/an • Décapage mécanique sur 1 000 m² et exportation des produits : 1 j pelle + chauffeur (d) <p>Coût annuel de l'action : 6 900 €/ha x 4 ha + 110 €/h x 8 h (d) = 7 120 €/ha x 4 ha = 28 480 € TTC</p> <p>Année 2 à 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fauche annuelle : 300 € TTC/ha/an <p>Coût de l'action : 4 x 300 €/ha x 4 ha = 4 800 € TTC</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 55 %, État = 45 %



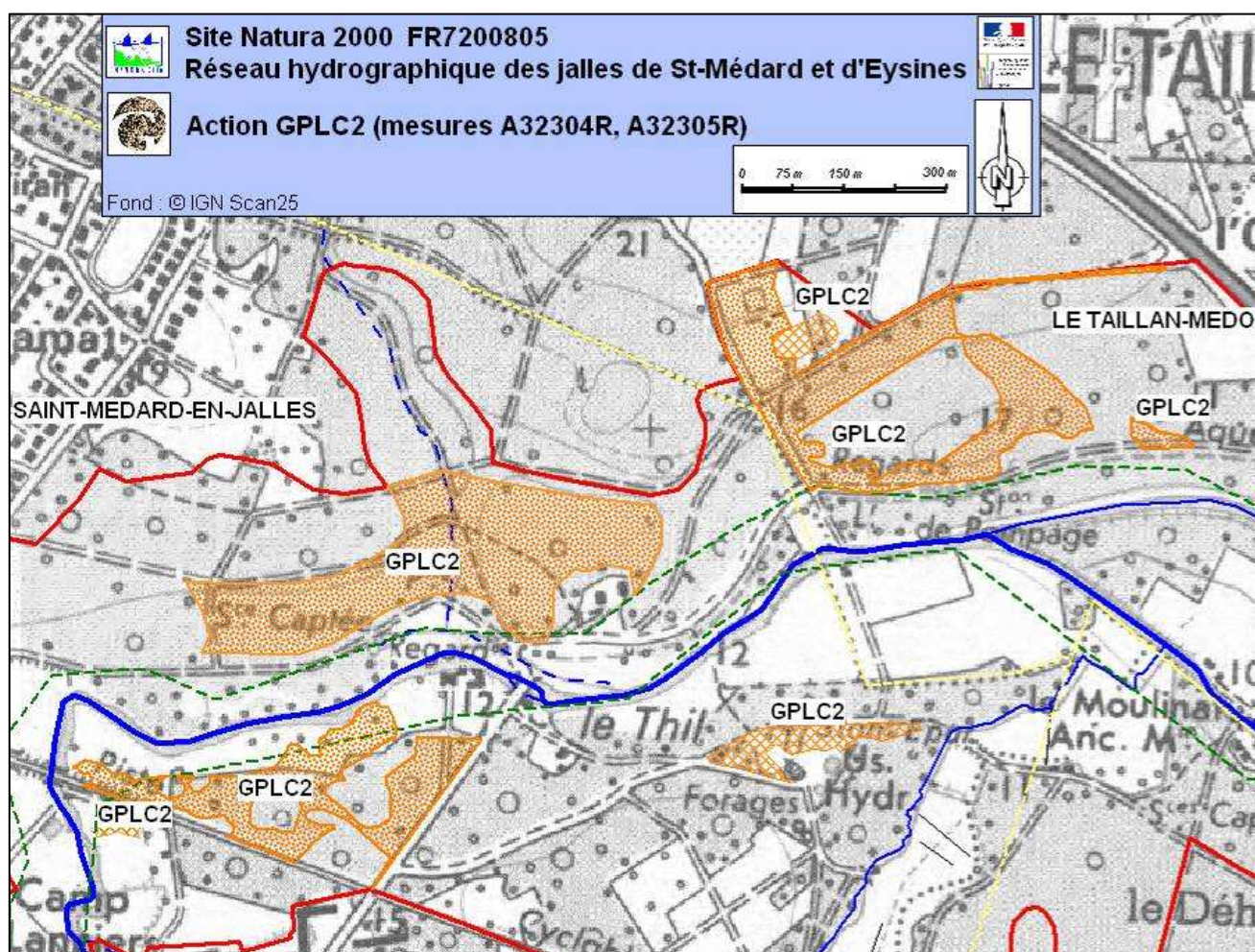
SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GPLC1 Mesures : F22701	Entretien d'une lande mésophile en milieu forestier	Priorité 3	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	12 040 € TTC/ha sur 5 ans		
Type de milieu visé	Boisements et friches arborées		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 4020-Landes humides méridionales Espèces : 1071-Coenonympha oedippus, 1065-Euphydryas aurinia		
Surface totale estimée de l'habitat	30 ha		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	2,3 ha		
Objectifs	Création d'une clairière de 1 500 m² pour restaurer la lande mésophile à humide au sein du secteur forestier et entretenir la lande ainsi restaurée. Favoriser l'accueil du damier de la succise et/ou du fadet des laïches.		
Conditions d'éligibilité	Sur le périmètre traité, les bois coupés ne pourront pas être commercialisés.		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie.- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée.- Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.- Traitement chimique des plantes invasives interdit.- Ne pas imperméabiliser ou remblayer.		<div>P</div> <div>P</div> <div>P</div> <div>P</div> <div>P</div>
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">➤ Coupe des grands arbres et des semenciers (les grumes peuvent être laissées sur place)➤ Débroussaillage, fauche, broyage		<div>P</div> <div>P</div>
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Photos avant/après• Devis et factures de travaux• Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées• Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)		
Interdiction de cumul avec :	Sans objet		
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.		
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none">• Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire).• Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés.• Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.		
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée		

Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5, relevé « lépidoptères » en année 5
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Bûcheronnage léger : 1 200 € TTC/ha Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 1 800 €/ha x 0,15 ha = 270 €</p> <p>Année 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> Entretien manuel (coupe des petits ligneux, fauche) et enlèvement des ligneux : 1 journée pour 1 personne/an <p>Coût de l'action : 2 x 96 €/h x 8 h = 2 x 5 120 €/ha x 0,15 ha = 1 536 € TTC</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 55 %, État = 45 %



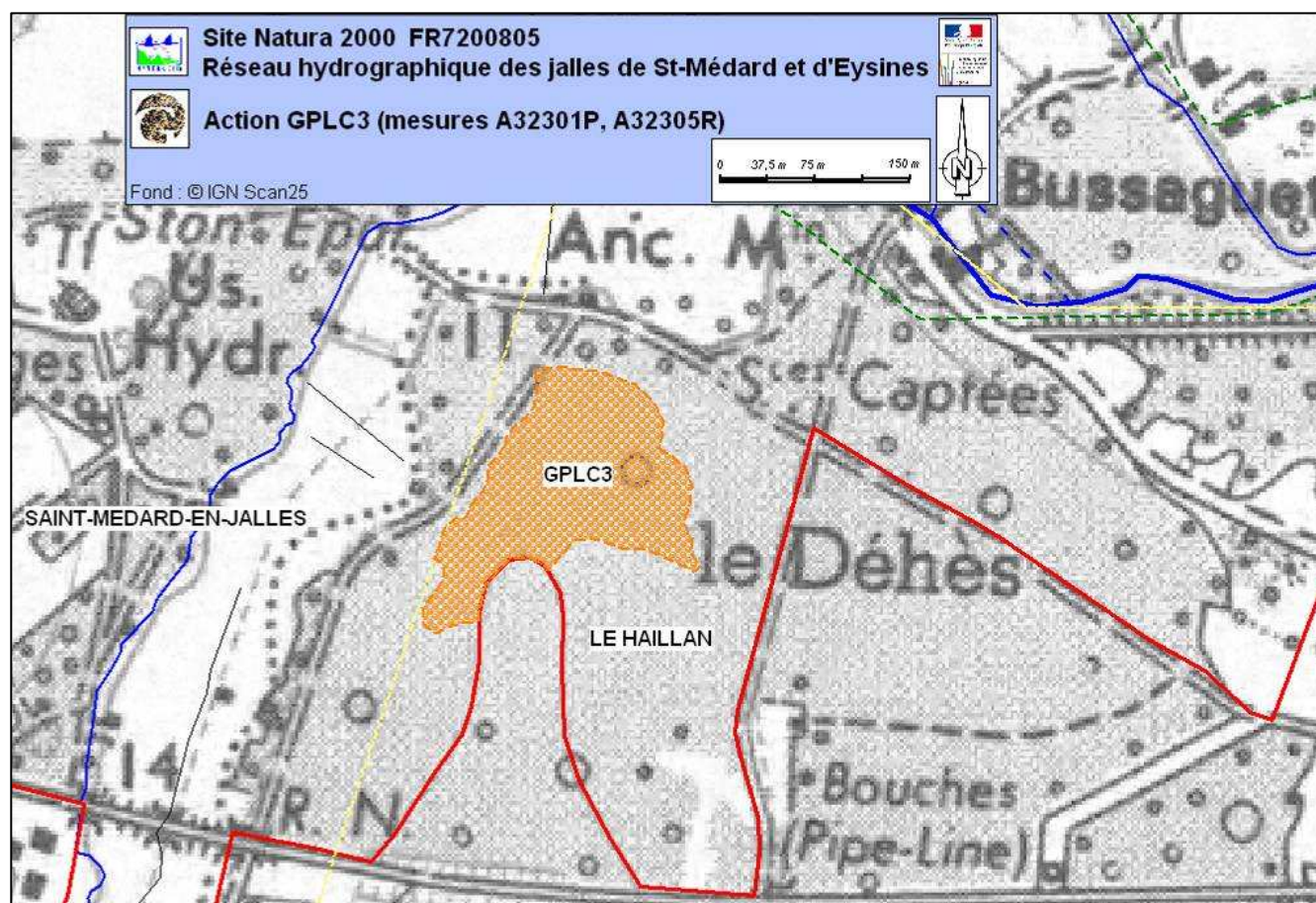
SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GPLC2 Mesures : A32304R, A32305R	Entretien de landes mésophiles à sèches au sein de coteaux boisés	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	2 400 € TTC/ha sur 5 ans		
Type de milieu visé	Friches arborées et herbacées.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Espèces : 1065-Euphydryas aurinia, 1220-Emys orbicularis (ponte), A338-Lanius collurio		
Surface totale estimée de l'habitat	30 ha		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	20,5 ha		
Objectifs	Restaurer et entretenir des landes mésophiles à sèches favorables à l'accueil de nombreuses espèces dont des lépidoptères tels que l'azuré du serpolet ou le damier de la succise. Création de 6 clairières de 1 000 m² et éclaircissement des friches arborées denses.		
Conditions d'éligibilité	Sur le périmètre traité, les bois coupés ne pourront pas être commercialisés.		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie.- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée.- Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.- Traitement chimique des plantes invasives interdit.- Ne pas imperméabiliser ou remblayer.	P	
		P	
		P	
		P	
		P	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">➤ Coupe des grands arbres et des semenciers (les grumes peuvent être laissées sur place)➤ Débroussaillage, broyage➤ Fauche (et gyrobroyage des lisières)	P	
		P	
		P	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Photos avant/après• Devis et factures de travaux• Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées• Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)		
Interdiction de cumul avec :	Sans objet		
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.		
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none">• Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire).• Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés.• Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.		

Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5, relevés « lépidoptères » et avifaune en année 5
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Bûcheronnage léger : 1 200 € TTC/ha Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 1 800 €/ha x 20,5 ha = 36 900 €</p> <p>Année 3</p> <ul style="list-style-type: none"> Débroussaillage, broyage : 300 € TTC/ha/an <p>Coût annuelle de l'action : 300 €/ha x 20,5 ha = 6 150 € TTC</p> <p>Année 5</p> <ul style="list-style-type: none"> Fauche des parcelles et débroussaillage des lisières : 300 € TTC/ha/an <p>Coût annuelle de l'action : 300 €/ha x 20,5 ha = 6 150 € TTC</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



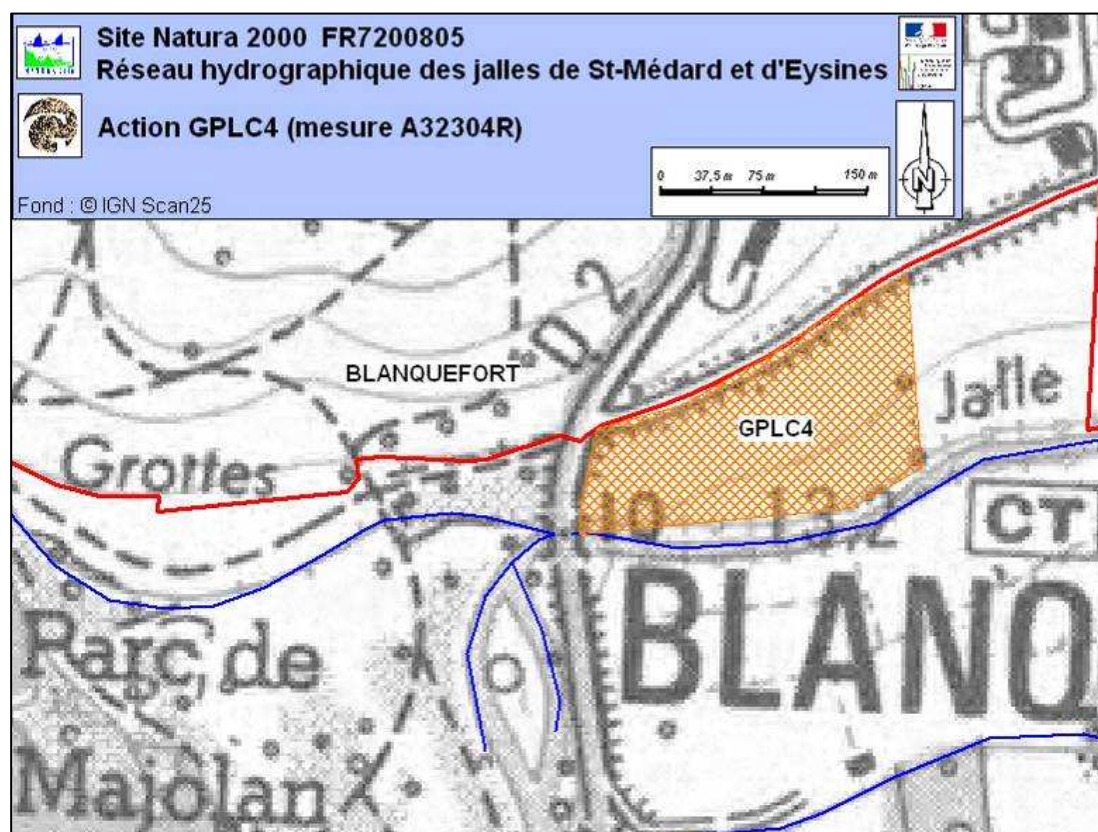
SITE : FR7200805		Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GPLC3 Mesures : A32301P, A32305R	Création d'une clairière dans un boisement mixte	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	2 809,3 € TTC/ha sur 5 ans.		
Type de milieu visé	Friche arborée et arbustive de conifères.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Espèces : 1065-Euphydryas aurinia, A338-Lanius collurio		
Surface totale estimée de l'habitat	30 ha		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	2,15 ha		
Objectifs	Restaurer et entretenir des landes mésophiles à sèches favorables à l'accueil de nombreuses espèces dont des lépidoptères tels que l'azuré du serpolet ou le damier de la succise. Création d'une clairière de 1 500 m² et éclaircissement des friches arborées denses.		
Conditions d'éligibilité	Sur le périmètre traité, les bois coupés ne pourront pas être commercialisés.		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie.- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée.- Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.- Traitement chimique des plantes invasives interdit.- Ne pas imperméabiliser ou remblayer.	P	
		P	
		P	
		P	
		P	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">➤ Coupe des grands arbres et des semenciers (les grumes peuvent être laissées sur place)➤ Débroussaillage, broyage➤ Fauche (et gyrobroyage des lisières)➤ Griffage, décapage mécanique sur la clairière	P	
		P	
		P	
		P	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Photos avant/après• Devis et factures de travaux• Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées• Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne)		
Interdiction de cumul avec :	Sans objet		
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.		
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none">• Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire).• Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés.• Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.		

Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5, relevés « lépidoptères » et avifaune en année 5
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Bûcheronnage léger : 1 200 € TTC/ha Gyrobroyage, fauche, exportation des produits : 600 € TTC/ha/an Décapage mécanique (d) sur 1 500 m² et exportation des produits : 1 j pelle + chauffeur <p>Coût annuel de l'action : 1 800 €/ha x 2,15 ha + 110 €/h x 8 h (d) = 2 209,3 €/ha x 2,15 ha = 4 750 €</p> <p>Année 3</p> <ul style="list-style-type: none"> Débroussaillage, broyage : 300 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 300 €/ha x 2,15 ha = 645 € TTC</p> <p>Année 5</p> <ul style="list-style-type: none"> Fauche des parcelles et débroussaillage des lisières : 300 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 300 €/ha x 2,15 ha = 645 € TTC</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



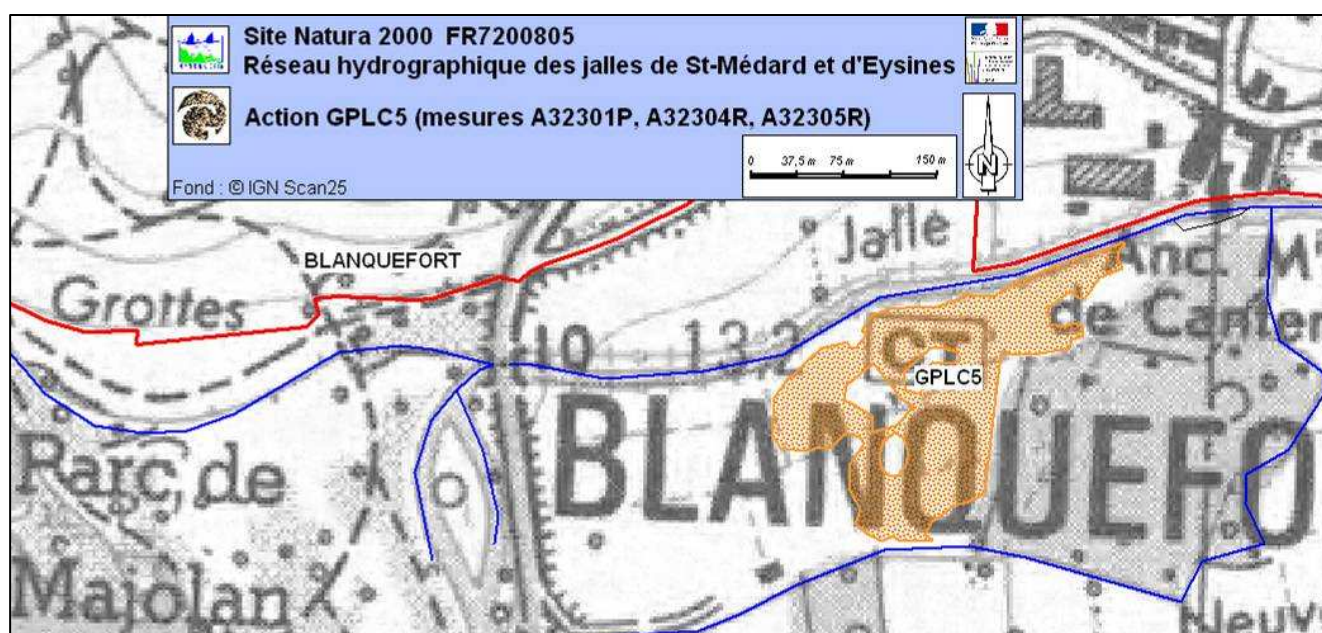
SITE : FR7200805	Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GPLC4 Mesures : A32304R	Entretien d'une prairie mésophile à humide	Priorité 1
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	2 800 € TTC/ha sur 5 ans	
Type de milieu visé	Prairie mésophile à hygrophile.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles</i> <i>Espèces : 1044-Coenagrion mercuriale, 1060-Lycaena dispar</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	141 ha de prairies plus ou moins entretenues	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	2,53 ha	
Objectifs	Préserver la prairie de la colonisation par les ligneux afin de maintenir la station d'orchis à fleurs lâches et de favoriser l'accueil du cuivré des marais et de l'agrion de Mercure.	
Conditions d'éligibilité	Parcelle hors SAU.	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie. - Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols et au relief. - Traitements chimiques des plantes invasives ou des ligneux interdits. - Ne pas imperméabiliser ou remblayer. - Ne pas fertiliser, ni amender. 	P S P P P
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pratiquer une fauche annuelle tardive (entre juillet, au plus tôt et septembre, en fonction des conditions météorologiques et du développement de la végétation. ➤ Exportation des produits de fauche ➤ Débroussaillage mécanique des lisières, une année sur deux 	P P P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 	
Interdiction de cumul avec :	A32303R, A32305R et toute mesure de la série A323XXP	
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.	
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente. 	

Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5
Modalités financières	<p>Années 1, 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> Fauchage et exportation des produits : 500 € TTC/ha/an Gyrobroyage des lisières : 100 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 3 x 600 €/ha x 2,53 ha = 4 554 €</p> <p>Années 2 et 4</p> <ul style="list-style-type: none"> Fauchage et exportation des produits : 500 € TTC/ha/an <p>Coût de l'action : 2 x 500 €/ha x 2,53 ha = 2 530 € TTC</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %

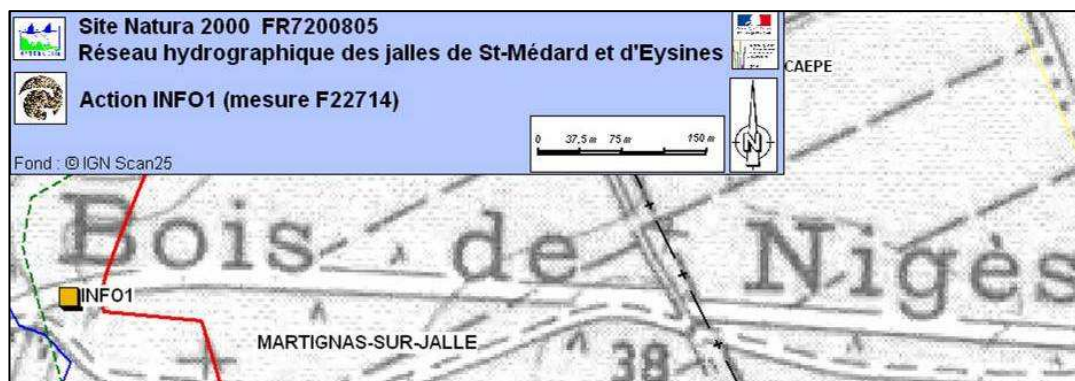


SITE : FR7200805	Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action GPLC5 Mesures : A32301P, A32304R, A32305R	Restauration d'une prairie mésophile à humide	Priorité 2
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	4 966,67 € TTC/ha sur 5 ans	
Type de milieu visé	Prairie humide embroussaillée et bosquets dispersés	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 91E0-Aulnaie Frênaie, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles</i> <i>Espèces : 1044-Coenagrion mercuriale, 1060-Lycaena dispar 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre, 1220-Emys orbicularis,</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	120 ha de friches arborées/arbustives	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	2,4 ha	
Objectifs	Restaurer une prairie humide tout en préservant des bosquets de saules blancs. Favoriser le développement de formations herbacées hygrophiles et l'accueil de la faune associée à ces milieux.	
Conditions d'éligibilité	Parcelles hors SAU	
Engagements non rémunérés	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février, sauf impossibilité justifiée.	P
	- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols	S
	- Traitements chimiques des plantes invasives ou des ligneux interdits.	P
	- Ne pas imperméabiliser ou remblayer.	P
	- Ne pas fertiliser, ni amender.	P
Engagements rémunérés	➤ Coupe, abattage systématique des peupliers, des érables négundo ou de toute essence allochtone.	P
	➤ Rabotage des souches	P
	➤ Broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre dispersés sur l'ancienne prairie ou se développant en périphérie des bosquets	P
	➤ Arrachage manuel des jeunes plants	P
	➤ Enlèvement et transfert des produits de coupe	P
	➤ Décapage léger d'une surface maximale de 1 000 m ² près des saules blancs	P
	➤ Débroussaillage, broyage	P
	➤ Fauche tardive d'entretien et gyrobroyage des lisières	P
		P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 	
Interdiction de cumul avec :	Sans objet	
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p>	

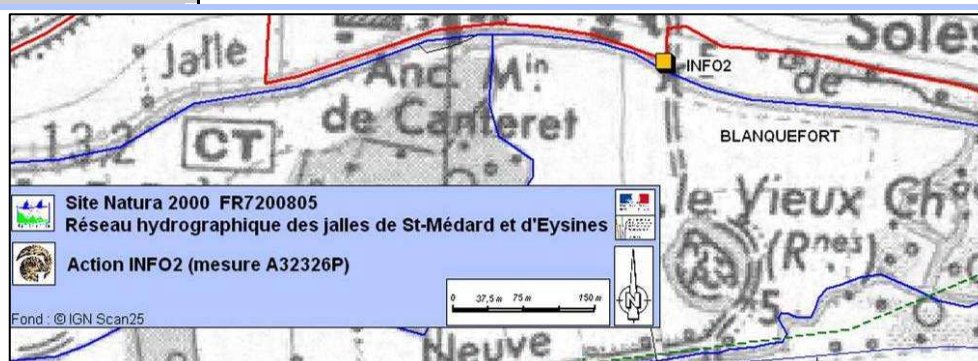
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions enregistrées (sous quelle que forme que ce soit, dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 2 catégories (P, S) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés de végétation en année 1 et 5
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Abattage ou coupe et rabotage des souches : 1 500 € TTC/ha • Broyage des régénérations et taillis de faible diamètre : 300 € TTC/ha • Gyrobroyage, fauche, broyage au sol et nettoyage du sol : 300 € TTC/ha • Exportation des produits de coupe : 300 € TTC/ha • Décapage mécanique sur 1 000 m² et exportation des produits : 1 j pelle + chauffeur <p>Coût annuel de l'action : 2 400 €/ha x 2,4 ha + 110 €/h x 8 h = 2 766,67 €/ha x 2,4 ha = 6 640 € TTC</p> <p>Années 2 et 4</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fauchage et exportation des produits : 500 € TTC/ha/an <p>Coût de l'action : 2 x 500 €/ha x 2,4 ha = 2 400 € TTC</p> <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fauchage et exportation des produits : 500 € TTC/ha/an • Gyrobroyage des lisières : 100 € TTC/ha/an <p>Coût annuel de l'action : 2 x 600 €/ha x 2,4 ha = 2 880 € TTC</p>
Ressources financières	FEADER, État
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %



SITE : FR7200805	Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action INFO1 Mesures : F22714	Investissements visant à informer les usagers de la forêt	Priorité 3
		Mesure Contractuelle
Montant unitaire retenu	2 000 € TTC/panneau	
Type de milieu visé	Ripisylve et mégaphorbiaie, stations botaniques.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 91E0-Aulnaie Frênaie, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles</i> <i>Espèces : 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre, 1220-Emys orbicularis,</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	68 ha de sous-bois très humide (aulnaie-frênaie)	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	1 panneau d'information.	
Objectifs	Préserver des milieux sensibles et faciles d'accès en informant le public des caractéristiques et des enjeux patrimoniaux au niveau de l'accès le plus évident.	
Conditions d'éligibilité	En accompagnement de l'action GZH1	
Engagements non rémunérés	- Si elles existent, respect de la charte graphique et des normes existantes pour la signalétique sur le site. - Ne pas utiliser de poteaux creux.	P P
Engagements rémunérés	- Conception des panneaux, fabrication, pose,	P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 	
Interdiction de cumul avec :	Sans objet	
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p>	
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente. 	
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés dans la catégorie P. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé.	
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Vérification de la pose (réception des travaux)	
Modalités financières	• Élaboration et pose d'un unique panneau pour le lieu envisagé : 2 000 € TTC	
Ressources financières	FEADER, État	
Plan de financement	FEADER = 55 %, État = 45 %	



SITE : FR7200805	Réseau hydrographique des jalles de St-Médard et d'Eysines	
Action INFO2 Mesures : A32326P	Investissements visant à informer les usagers	Priorité 3
		Mesure Contractuelle
Montant unitaire retenu	2 000 € TTC/panneau	
Type de milieu visé	Prairie, mégaphorbiaie, saulaie blanche, stations botaniques.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 91E0-Aulnaie Frênaie, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles</i> <i>Espèces : 1044-Coenagrion mercuriale, 1060-Lycaena dispar 1356-Vison d'Europe, 1355-Loutre</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	84 ha (terrains en prairies et friches à l'aval du parc de Majolan et en rive gauche de la jalle du Sable.	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	1 panneau d'information.	
Objectifs	Préserver des milieux sensibles et faciles d'accès en informant le public des caractéristiques et des enjeux patrimoniaux au niveau de l'accès le plus évident.	
Conditions d'éligibilité	En accompagnement des actions GZH4, ou GZH5 ou GZH6	
Engagements non rémunérés	- Si elles existent, respect de la charte graphique et des normes existantes pour la signalétique sur le site. - Ne pas utiliser de poteaux creux.	P P
Engagements rémunérés	- Conception des panneaux, fabrication, pose,	P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou photo aérienne) 	
Interdiction de cumul avec :	Sans objet	
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (ASP). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Ces derniers, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p>	
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente. 	
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés dans la catégorie P. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé.	
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Vérification de la pose (réception des travaux)	
Modalités financières	• Élaboration et pose d'un unique panneau pour le lieu envisagé : 2 000 € TTC	
Ressources financières	FEADER, État	
Plan de financement	FEADER = 50 %, État = 50 %	



2.3.3 Évaluation financière

Tous les coûts sont exprimés hors taxes.

2.3.3.1 - Mesures agro-environnementales

Les objectifs sur 5 ans sont théoriques et correspondent à un maximum que l'on souhaite atteindre.

Priorité	Code action	Quantité	Unité	Objectif sur 5 ans Pourcentage	Objectif sur 5 ans Quantité	Unité	Cout unitaire annuel	Coût annuel par objectif
1	Verger	2	ha	66%	1,32	ha	341,00 €	450,12 €
1	HE1	139	ha	20%	27,5	ha	194,00 €	5 335,00 €
1	HE2	139	ha	23%	32	ha	261,00 €	8 352,00 €
1	HA	4000	ml	25%	1000	ml	0,52 €	516,00 €
2	Maraîch1	370	ha	3%	10	ha	350,00 €	3 500,00 €
2	Maraîch2a	370	ha	3%	10	ha	318,39 €	3 183,90 €
2	Maraîch2b	370	ha	3%	10	ha	951,19 €	9 511,90 €
2	FO	34350	ml	10%	3435	ml	1,70 €	5 853,24 €

Répartition annuelle des coûts

Priorité	Code action	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
1	Verger	450,12 €	450,12 €	450,12 €	450,12 €	450,12 €	2 250,60 €
1	HE1	5 335,00 €	5 335,00 €	5 335,00 €	5 335,00 €	5 335,00 €	26 675,00 €
1	HE2	8 352,00 €	8 352,00 €	8 352,00 €	8 352,00 €	8 352,00 €	41 760,00 €
1	HA	860,00 €		860,00 €		860,00 €	2 580,00 €
2	Maraîch1	3 500,00 €	3 500,00 €	3 500,00 €	3 500,00 €	3 500,00 €	17 500,00 €
2	Maraîch2a	3 183,00 €	3 183,00 €	3 183,00 €	3 183,00 €	3 183,00 €	15 915,00 €
2	Maraîch2b	9 511,90 €	9 511,90 €	9 511,90 €	9 511,90 €	9 511,90 €	47 559,50 €
2	FO	9 755,40 €		9 755,40 €		9 755,40 €	29 266,20 €
		40 947,42 €	30 332,02 €	40 947,42 €	30 332,02 €	40 947,42 €	183 506,30 €

2.3.3.2 - Mesures non agricoles et non sylvicoles

Les objectifs sur 5 ans sont fixés à 100 % dans la mesure où une estimation réaliste n'est pas faisable et que le programme d'actions a déjà été élaboré dans l'esprit d'un plan de gestion quinquennal.

Priorité	Code action	Code mesure	Qté	Unité	% (obj sur 5 ans)	Qté objectif	Unité	Coût unitaire moyen à 5 ans	Total TTC
1	GCE1	F22703 F22705 F22711	21	ha	100%	21	ha	1 200 €	25 200 €
1	GCE2	F22706 F22708 F22715	13,5	ha	100%	13,5	ha	1 300 €	17 550 €
1	GCE5	A32304R A32305R	12,5	ha	100%	12,5	ha	1 550 €	19 375 €
1	GCE6	A32320P et R	12,5	ha	100%	12,5	ha	3 900 €	48 750 €
1	GZH1	F22701	4,5	ha	100%	4,5	ha	3 000 €	13 500 €
1	GZH2	A32305R	0,53	ha	100%	0,53	ha	2 400 €	1 272 €
1	GZH3	A32301P	3,56	ha	100%	3,56	ha	3 300 €	11 748 €
1	GZH6	F22701 F22703 F22705	4	ha	100%	4	ha	8 320 €	33 280 €
1	GPLC2	A32304R A32305R	20,5	ha	100%	20,5	ha	2 400 €	49 200 €
1	GPLC3	A32301P A32305R	2,15	ha	100%	2,15	ha	2 809,3 €	6 040 €
1	GPLC4	A32304R	2,53	ha	100%	2,53	ha	2 800 €	7 084 €
2	GCE3	A32301P	1,35	ha	100%	1,35	ha	2 100 €	2 835 €
2	GCE4a	A32301P	4,8	ha	100%	4,8	ha	5 100 €	24 480 €
2	GCE4b	A32301P	0,6	ha	100%	0,6	ha	1 800 €	1 080 €
2	GZH5	A32307P A32320P et R A32324P	0,8	ha	100%	0,8	ha	10 237,5 €	8 190 €
2	GPLC5	A32301P A32304R A32305R	2,4	ha	100%	2,4	ha	4 966,7 €	11 920 €
3	GCE7	A32317P	2	OH	100%	2	OH	?	?
3	GZH4	A32305R A32307P	0,32	ha	100%	0,32	ha	6 462,5 €	2 068 €
3	GPLC1	F22701	0,15	ha	100%	0,15	ha	12 040 €	1 806 €
3	INFO1	F22714	1	panneau	100%	1	panneau	2 000 €	2 000 €
3	INFO2	A32326P	1	panneau	100%	1	panneau	2 000 €	2 000 €
Total TTC									289 378 €

Répartition annuelle des coûts

Priorité	Code action	Code mesure	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total TTC
1	GCE1	F22703 F22705 F22711		25 200 €				25 200 €
1	GCE2	F22706 F22708 F22715	17 550 €					17 550 €
1	GCE5	A32304R A32305R	9 375 €		2 500 €		7 500 €	19 375 €
1	GCE6	A32320P et R	33 750 €	3 750 €	3 750 €	3 750 €	3 750 €	48 750 €
1	GZH1	F22701	9 450 €		2 700 €		1 350 €	13 500 €
1	GZH2	A32305R	954 €		159 €		159 €	1 272 €
1	GZH3	A32301P	7 476 €		2 136 €		2 136 €	11 748 €
1	GZH6	F22701 F22703 F22705	28 480 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	33 280 €
1	GPLC2	A32304R A32305R	36 900 €		6 150 €		6 150 €	49 200 €
1	GPLC3	A32301P A32305R	4 750 €		645 €		645 €	6 040 €
1	GPLC4	A32304R	1 518 €	1 265 €	1 518 €	1 265 €	1 518 €	7 084 €
2	GCE3	A32301P	2 430 €				405 €	2 835 €
2	GCE4a GCE4b	A32301P	14 400 € 360 €		7 200 € 360 €		2 880 € 360 €	24 480 € 1 080 €
2	GZH5	A32307P A32320P et R A32324P	6 926 €	256 €	256 €	256 €	496 €	8 190 €
2	GPLC5	A32301P A32304R A32305R	6 640 €	1 200 €	1 440 €	1 200 €	1 440 €	11 920 €
3	GCE7	A32317P						
3	GZH4	A32305R A32307P	1 536 €		266 €		266 €	2 068 €
3	GPLC1	F22701	270 €		768 €		768 €	1 806 €
3	INFO1	F22714					2 000 €	2 000 €
3	INFO2	A32326P					2 000 €	2 000 €

Total TTC	182 765 €	32 871 €	31 048 €	7 671 €	35 023 €	289 378 €
-----------	-----------	----------	----------	---------	----------	-----------

2.3.3.3 - Répartition des coûts par financeur

Mesures agro-environnementales

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
FEADER (55 %)	22 521,08 €	16 682,61 €	22 521,08 €	16 682,61 €	22 521,08 €	100 928,47 €
État (45 %)	18 426,34 €	13 649,41 €	18 426,34 €	13 649,41 €	18 426,34 €	82 577,84 €
TOTAL	40 947,42 €	30 332,02 €	40 947,42 €	30 332,02 €	40 947,42 €	183 506,30 €

Mesures non agricoles

	Financier	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Mesures A323	FEADER (50 %)	63 507,50 €	3 235,50 €	13 190,00 €	3 235,50 €	14 852,50 €	98 021,00 €
	État (50 %)	63 507,50 €	3 235,50 €	13 190,00 €	3 235,50 €	14 852,50 €	98 021,00 €
Mesures F227	FEADER (55 %)	30 662,50 €	14 520,00 €	2 567,40 €	660,00 €	2 924,90 €	51 334,80 €
	État (45 %)	25 087,50 €	11 880,00 €	2 100,60 €	540,00 €	2 393,10 €	42 001,20 €
	TOTAL	182 765,00 €	32 871,00 €	31 048,00 €	7 671,00 €	35 023,00 €	289 378,00 €

Mesures de niveau de priorité 1 (agricoles et non agricoles)

	Financier	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
MAEt	FEADER (55 %)	8 248,42 €	7 775,42 €	8 248,42 €	7 775,42 €	8 248,42 €	40 296,08 €
	État (45 %)	6 748,70 €	6 361,70 €	6 748,70 €	6 361,70 €	6 748,70 €	32 969,52 €
Mesures A323	FEADER (50 %)	47 361,50 €	2 507,50 €	8 429,00 €	2 507,50 €	10 929,00 €	71 734,50 €
	État (50 %)	47 361,50 €	2 507,50 €	8 429,00 €	2 507,50 €	10 929,00 €	71 734,50 €
Mesures F227	FEADER (55 %)	30 514,00 €	14 520,00 €	2 145,00 €	660,00 €	1 402,50 €	49 241,50 €
	État (45 %)	24 966,00 €	11 880,00 €	1 755,00 €	540,00 €	1 147,50 €	40 288,50 €
	TOTAL	165 200,12 €	45 552,12 €	35 755,12 €	20 352,12 €	39 405,12 €	306 264,60 €

2.4. Les mesures « hors contrat »

2.4.1 L'animation

2.4.1.1 - Descriptif de la mesure

La structure animatrice constitue le référent du site au niveau local pour répondre aux questionnements, aux demandes relatives à l'avancement des travaux, faire remonter les propositions et favoriser les échanges entre acteurs.

Assistance administrative pour le compte du comité de pilotage

Démarrage

- identifier les propriétaires et les ayants droit du site ;
- identifier les organismes socioprofessionnels ou administratifs sur lesquels la mise en œuvre du DOCOB pourra s'appuyer.

Déroulement courant

- préparer les réunions du Copil, et en assurer le secrétariat ;
- préparer les marchés d'assistance ou de sous-traitance pour le compte du Copil ;
- rechercher des financements complémentaires pour la réalisation ou la valorisation des actions identifiées par le Docob.

Mise en œuvre des actions hors contrat du Docob

- informer et sensibiliser, notamment à travers la mise en place des outils prévus par le Docob : les membres du COPIL, les propriétaires, les exploitants, les porteurs de projets susceptibles d'avoir une incidence sur le site ;
- mettre en place et vérifier la réalisation des suivis d'espèces et d'habitats nécessaires à l'évaluation des effets du DOCOB sur le devenir du site (suivi de stations d'espèces végétales protégées, suivi de populations d'espèces animales de l'annexe II, suivi de stations d'habitats sensibles, etc.) ;
- mettre en place et vérifier la réalisation des opérations de lutte contre les espèces invasives, en total concertation et collaboration avec les organismes intervenant sur le bassin versant des jalles ;
- suivre administrativement et techniquement la cohérence des démarches territoriales vis-à-vis des objectifs du DOCOB (parc intercommunal des jalles, mise en œuvre des actions de la DIG « Jalles », prise en compte du site Natura 2000 dans les PLU, notamment pour la définition des zones urbanisables, devenir de la zone maraîchère dans le cadre de l'aménagement foncier, etc.) ;
- inciter à la réalisation ou l'adaptation des plans de gestion notamment en forêt afin qu'ils prennent en compte les habitats et espèces d'intérêt communautaire (forêts publiques et privées) ;
- inciter à la réalisation ou l'adaptation de toute opération permettant de maîtriser la gestion des déchets et des sources de pollution (sacs plastiques « agricoles », rejets industriels, etc.) ;

- initier et contribuer aux échanges avec d'autres animateurs de sites Natura pour mutualiser les expériences de gestion des sites.

Missions d'ordre technique

Mettre en œuvre le processus de contractualisation du Docob

- recenser les bénéficiaires qui sont prêts à mettre en œuvre des mesures contractuelles conformément aux objectifs et aux cahiers des charges types définis dans le Docob ;
- assister techniquement à l'élaboration des contrats (visite des parcelles concernées pour définir leur éligibilité et les mesures les mieux adaptées au contexte) et administrativement au montage des dossiers ;
- définition, en collaboration avec la DDTM, des éventuels dossiers réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de certaines actions ;

Suivre la mise en œuvre du Docob

- le cas échéant, animer les groupes de travail thématiques créés par le Copil pour mettre en œuvre le Docob ;
- réaliser le suivi des actions contractuelles du document d'objectifs et élaborer l'état annuel de réalisation du Docob sur les aspects techniques, scientifiques, financiers, et sur les volets de la concertation ;
- réaliser le suivi des actions hors contrat du document d'objectifs et élaborer l'état annuel de réalisation du Docob sur les aspects techniques, scientifiques, financiers, et sur les volets de la concertation ;
- présenter en Copil l'état annuel de réalisation de l'année « n-1 » et le programme d'activité de l'année « n » ;
- ajuster la programmation financière globale du coût de la gestion du site Natura. La structure animatrice est un contact privilégié avec les services de l'État. Elle suit également le plan de financement et élabore les dossiers de demande de subventions nécessaires à la mise en œuvre du DOCOB ;

Mises à jour du Docob

- analyser les difficultés et proposer d'éventuels ajustements à présenter au comité de pilotage, en fonction également des évolutions du contexte de sa mise en œuvre, procéder aux mises à jour du Docob.

Charte Natura 2000

- recenser les adhérents potentiels à la charte et promouvoir la charte auprès de ces derniers pour développer les adhésions (explication et justification du contenu de ce document)
- participer au contrôle du respect des engagements ;

2.4.1.2 - Évaluation financière

Mission	Priorité	Nombre de journées					Total
		An1	An2	An3	An4	An5	
Préparation (dont formation)	1	15	15	5	5	0	40
Communication, Sensibilisation, information, conseils, avis	1	20	10	10	10	10	60
Mise en œuvre des mesures contractuelles	1	40	50	60	60	60	270
Assistance pour la mise en œuvre des mesures hors contrats	1	20	20	20	20	20	100
Préparation des COPIL, évaluation de la mise en œuvre du DOCOB et suivi des besoins financiers	1	15	15	15	15	20	80
Total		110	110	110	110	110	550

Mission	Priorité	Coût en euros (110 € par jour)					Total
		An1	An2	An3	An4	An5	
Préparation (dont formation)	1	1 650,00 €	1 650,00 €	550,00 €	550,00 €	0,00 €	4 400,00 €
Communication, Sensibilisation, information, conseils, avis	1	2 200,00 €	1 100,00 €	1 100,00 €	1 100,00 €	1 100,00 €	6 600,00 €
Mise en œuvre des mesures contractuelles	1	4 400,00 €	5 500,00 €	6 600,00 €	6 600,00 €	6 600,00 €	29 700,00 €
Assistance pour la mise en œuvre des mesures hors contrats	1	2 200,00 €	2 200,00 €	2 200,00 €	2 200,00 €	2 200,00 €	11 000,00 €
Préparation des COPIL, évaluation de la mise en œuvre du DOCOB et suivi des besoins financiers	1	1 650,00 €	1 650,00 €	1 650,00 €	1 650,00 €	2 200,00 €	8 800,00 €
Total		12 100,00 €	12 100,00 €	12 100,00 €	12 100,00 €	12 100,00 €	60 500,00 €

Animation (mi-temps)

Source de financement	An1	An2	An3	An4	An5	Total
	FEADER (25 %)	3 025,00 €	3 025,00 €	3 025,00 €	3 025,00 €	15 125,00 €
	Etat-MEEDDM (25 %)	3 025,00 €	3 025,00 €	3 025,00 €	3 025,00 €	15 125,00 €
	Agence de l'Eau (30 %)	3 630,00 €	3 630,00 €	3 630,00 €	3 630,00 €	18 150,00 €
	Autofinancement (20 %)	2 420,00 €	2 420,00 €	2 420,00 €	2 420,00 €	12 100,00 €
	Total	12 100,00 €	12 100,00 €	12 100,00 €	12 100,00 €	60 500,00 €

2.4.2 Autres actions hors contrat

2.4.2.1 - Études et suivis

Action ES1 : Suivi des « habitats »

Il s'agit en fait d'effectuer un suivi ponctuel de l'occupation du sol afin de vérifier que les habitats de l'annexe I n'ont pas subi d'interventions provoquant leur dégradation ou leur disparition.

Cette analyse se fait par interprétation des photographies aériennes les plus récentes possibles et comparaison avec la cartographie des habitats qui accompagne ce DOCOB. Ce travail sera réalisé en fin de DOCOB (année 5).

Acquisition de la photographie aérienne de l'IGN la plus récente, couvrant l'ensemble du site : 600 € H.T.

Photo-interprétation simplifiée : 2 journées.

Vérifications ponctuelles sur le terrain : 4 journées.

Partenaires techniques : organisme chargé de l'animation.

Sources de financement (ou mise à disposition de photographies aériennes) : CUB, CG33, SMIDDEST.

Action ES2 : Diagnostics floristiques et suivis des plantes rares ou protégées

En plus des suivis préconisés en accompagnement des contrats Natura 2000, il est indispensable de mettre en place un suivi permettant d'évaluer l'évolution de la richesse floristique du site, quelle que soit la gestion menée sur les parcelles.

La progression ou la régression de certaines plantes rares ou protégées fournira des indices importants sur l'évolution des habitats et des pratiques, en fonction de l'écologie de ces espèces (assèchement ou engorgement des sols, acidification, eutrophisation, piétinement, etc.).

Bien que les lagunes ne fassent pas partie du site, nous proposons de les intégrer dans des suivis floristiques, en raison de l'enjeu patrimonial majeur que constituent ces milieux.

Objectifs opérationnels

- vérifier la répartition des espèces cartographiées dans le cadre du DOCOB et aisément repérables (animateur, années 3 et 5, 6 jours par année).
- vérifier les niveaux d'abondance des espèces sur un échantillon de stations (CBNSA, années 3 et 5, 6 jours par année)

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
<i>Caropsis verticillatunundata</i>												
<i>Gentiana pneumonanthe</i>												
<i>Anacamptis laxiflora</i>												
<i>Hyacinthoides non-scripta</i>												
<i>Hottonia palustris</i>												
<i>Butomus umbellatus</i>												

Partenaires techniques : organisme chargé de l'animation, CBN Sud Atlantique, Société Linnéenne de Bordeaux, propriétaires des terrains concernés (sur la base d'un volontariat exprimé auprès de l'animateur).

Sources de financement : État, CG33, CUB.

Action ES3 : Suivi de populations de lépidoptères

En plus des suivis préconisés en accompagnement des contrats Natura 2000, il est souhaitable d'améliorer la connaissance sur le cuivré des marais et l'azuré de la gentiane (répartition et, si possible, effectifs).

Recherche et suivi du cuivré des marais

Observations de terrain, sur l'ensemble des prairies et friches herbacées humides, un passage en juin et un passage en août. Année 2 (2 journées) et année 5 (2 journées).

Recherche et suivi de l'azuré de la gentiane et du fadet des laïches (hors site)

Observations de terrain sur les landes humides du secteur des lagunes, un passage en juin pour rechercher les adultes volants de fadets et un passage en août pour rechercher les pontes d'azuré sur les pieds de gentiane. Année 2 (4 journées) et année 5 (4 journées).

Partenaires techniques : LPO Aquitaine, SEPANSO, Société Linnéenne de Bordeaux, autres associations (?).

Sources de financement : État, CG33, région Aquitaine, CUB.

Action ES4 : Suivi des odonates

L'objectif est de suivre la population d'agrions de Mercure (cartographie exhaustive du réseau hydrographique utilisé) et de rechercher les populations de différentes espèces de leucorrhines qui peuvent être présentes sur les lagunes (hors site).

Cette étude sera réalisée sur 5 ans par tronçons ou secteurs de lagunes, à raison de 3 journées par an.

Partenaires techniques : LPO Aquitaine, SEPANSO, Société Linnéenne de Bordeaux, autres associations (?).

Sources de financement : État, CG33, région Aquitaine, CUB.

Action ES5 : Suivi des poissons

Différentes actions vont être mises en œuvre en dehors du cadre du DOCOB, notamment pour les espèces migratrices. Toutefois, il serait nécessaire de réaliser une pêche électrique au niveau de Caupian et une autre au niveau de Jallepont afin de compléter les connaissances sur la répartition de la lamproie de Planer, espèce non migratrice.

Partenaires techniques : fédération de pêche de Gironde.

Sources de financement : État, AEAG, CG33

Action ES6 : Suivi de la cistude

Afin de compléter les connaissances acquises sur le site des sources du Thil, trois démarches seront mises en œuvre :

- recherche d'autres sites de pontes, en complément de celui déjà connu ;
- une prospection tous les 5 ans pour vérifier l'absence de cistudes entre le site du Thil et la réserve naturelle de Bruges ;
- une prospection tous les 2 ans sur le réseau hydrographique amont afin de rechercher et cartographier les sites de présence de l'espèce (un secteur par an, nord, centre et sud).

Partenaires techniques : Cistude Nature, LPO Aquitaine, SEPANSO, autres associations (?), propriétaires des terrains concernés (sur la base d'un volontariat exprimé auprès de l'animateur).

Sources de financement : État, CG33, région Aquitaine, CUB.

Action ES7 : Étude des mustélidés sur le site

Même s'ils n'ont pas été officiellement observés depuis 2001, le vison d'Europe et la loutre sont des espèces potentiellement présentes sur le site.

Dans le cadre du plan de restauration du vison d'Europe, les piégeages sont arrêtés depuis 5 ans et ne devraient pas recommencer dans les 5 prochaines années. Toutefois, différentes opérations ou projets peuvent relativiser cette situation :

- les piégeages de ragondins continuent et peuvent aboutir à la capture accidentelle de mustélidés (putois, vison d'Europe, vison d'Amérique, loutre).
- la progression du vison d'Amérique est inquiétante et une réflexion est menée sur l'éventualité de campagnes de piégeage dans le sud de la Gironde et sur les affluents de la rive gauche de la Garonne.
- enfin, un programme de réintroduction du vison d'Europe est en cours d'élaboration. La mise en œuvre de ce programme impliquerait une meilleure connaissance de la répartition actuelle de l'espèce, donc une reprise des opérations de suivi par piégeage.

Tous ces éléments militent en faveur d'une implication de l'animateur du DOCOB dans ces programmes, donc dans les opérations de piégeage, que ce soit au niveau de l'organisation, de la préparation ou de la réalisation et du suivi.

En conséquence, l'animateur devrait suivre une formation au piégeage et demander un agrément en préfecture, ce qui faciliterait son intervention auprès du groupe local de piégeurs en lui donnant plus de crédibilité :

- concertation pour l'arrêt de l'élimination du putois tant que les effectifs de la population locale ne sont pas connus.
- encadrement du groupe de piégeurs de ragondins pour assurer une démarche préservant les mustélidés et repérant la présence éventuelle du vison d'Amérique.
- collaboration avec la mission « vison d'Europe » dans le cadre des opérations liées au plan de restauration.

En complément de ces approches, l'opérateur fera l'acquisition d'au moins un appareil photographique à déclenchement automatique (cellules photoélectriques), si possible 3 et déposera ces appareils à des points stratégiques durant 15 jours de façon à couvrir le réseau hydrographique de l'amont à l'aval, une fois tous les 2 ans.

Achat d'un appareil = 250 € TTC, et 2 journées de travail par an (pose et déplacement des appareils, ou participation aux programmes de piégeage).

Partenaire technique : ONCFS, DREAL, CG33, région Aquitaine

Source de financement : État, région Aquitaine

Action ES8 : Suivi de la qualité de l'eau

Le SIJALAG va mettre en œuvre un observatoire de la qualité de l'eau sur l'ensemble du bassin versant des jalles.

Dans ce contexte, l'animateur du DOCOB sera l'un des destinataires des résultats obtenus et participera à toute réunion visant à analyser ces résultats, à les utiliser ou à modifier l'observatoire

Un point de suivi sera mis en place spécifiquement dans le cadre du DOCOB, au niveau d'un plan d'eau DFCI (ex lagune) : facilité d'accès, eau libre permanente, zone amont alimentant les jalles. Une analyse tous les 2 ans, les paramètres étant calés sur ceux de l'observatoire (à définir).

Partenaires techniques : SIJALAG, propriétaires des terrains concernés (sur la base d'un volontariat exprimé auprès de l'animateur).

Sources de financement : État, AEAG, CG33

2.4.2.2 - Organisation de la maîtrise des pollutions et autres nuisances

Action PN1 : Mettre en place un groupe de travail pour la maîtrise des espèces invasives en milieux aquatiques, sur l'ensemble du site

Dans les milieux aquatiques et les zones humides du site, 3 espèces animales (ragondin, écrevisse de Louisiane et tortue de Floride) et deux espèces végétales (jussie et myriophylle du Brésil) ont été identifiées et présentent parfois une progression inquiétante de leurs effectifs et de leur répartition. Ces espèces exotiques pouvant rentrer en concurrence ou détruire la faune et la flore locale, il est indispensable d'agir à une échelle cohérente (totalité du site, voire du bassin versant).

- organisation du groupe de travail et secrétariat des réunions
- recherche de partenaires financiers et techniques
- recherche des contraintes réglementaires.
- définition des techniques et des calendriers d'action

Partenaires techniques : fédération départementale des groupements de défense contre les ennemis des cultures en Gironde, fédérations départementales de chasse et de pêche, associations de chasse et de pêche.

Sources de financement : AEAG, CG33, région, CUB.

Action PN2 : Élimination des déchets

Cette action concerne 2 points différents :

- le ramassage et la collecte des cartouches usagées
- le ramassage et la collecte des déchets liés aux activités agricoles

Il s'agit de :

- accompagner les opérations existantes de ramassage des déchets « sauvages » sur le site.
- mettre en place et accompagner un groupe de gestion des cartouches usagées (fédération départementale des chasseurs de la Gironde, ACCA et sociétés de chasse). Opérations d'information et de collecte.
- mettre en place un système collectif de ramassage et d'élimination des déchets « agricoles ».

Partenaires techniques : fédération départementale de chasse, associations de chasse, exploitants et communes.

Sources de financement : CUB, CG33, région.

2.4.2.3 - Stabiliser et équilibrer l'occupation du sol

Action OS1 : Protéger les terrains de la vallée

Pour le maintien de l'activité maraîchère et de milieux semi naturels de qualité, la maîtrise foncière est un outil puissant mais qui doit être adapté au contexte du site.

L'animateur du DOCOB contactera les services responsables afin de participer aux réunions sur la mise en place des PPAENP et/ou des ENS, et d'apporter son expertise spécifique sur les enjeux Natura 2000 et les contrats Natura 2000 à favoriser.

Une stratégie d'acquisition doit être discutée entre les différents échelons de collectivités locales : Conseil Général, CUB, Communes.

Partenaires techniques :

- CG33 : dans le cadre de la politique PPAENP et ZPENS
- SAFER en tant qu'outil d'acquisition des terrains
- CUB en tant qu'acquéreur de terrains dans le cadre de sa politique d'aménagement du territoire
- Communes du site

Action OS2 : préserver le couvert forestier

La sylviculture du pin maritime se pratique en majorité hors site, mais occupe la presque totalité des terrains de l'amont du bassin versant des jalles. Le maintien de ce couvert forestier est fondamental pour la stabilisation des sols et la préservation de la ressource en eau.

L'animateur assurera une veille sur les enquêtes publiques se déroulant sur les communes de Martignas-sur-Jalle, Saint-Aubin-de-Médoc, Saint-Jean-d'Illac, Saint-Médard-en-Jalles, Salaunes (projets qui pourraient avoir une incidence sur le site) et fera en sorte d'être intégré à toute démarche, locale ou régionale, de réflexion ou d'action, visant à préserver le patrimoine forestier. Le but est d'apporter sa contribution aux réflexions et démarches locales, au travers des objectifs de préservation quantitative et qualitative de la ressource en eau et du patrimoine naturel du site Natura 2000.

Partenaires techniques :

- CRPF, ONF, INRA, propriétaires des terrains concernés (sur la base d'un volontariat exprimé auprès de l'animateur)

Action OS3 : Favoriser l'attractivité du territoire

Accompagner le développement des démarches valorisant les activités agricoles selon des approches respectueuses de l'environnement (Bio ou autre label, développement des AMAP).

Participer à la concertation pour l'aménagement d'habitations pour les exploitants, à proximité de leur exploitation (dans le contexte de la zone rouge du PPRI).

Accompagner l'éleveur dans sa recherche de terrains pour agrandir son exploitation, hors zone inondable, afin d'éviter son départ du site et l'abandon de l'entretien des prairies.

Partenaires techniques :

- Communauté Urbaine de Bordeaux, Conseil Régional d'Aquitaine, Conseil Général de la Gironde.

2.4.2.4 - Informer les acteurs locaux et communiquer auprès du public

Qu'il s'agisse ou non d'actions menées dans le cadre du DOCOB, certaines activités humaines nécessitent des précautions particulières, particulièrement quand les milieux concernés sont vulnérables, comme les zones humides ou les cours d'eau.

Plus globalement, il est important d'informer régulièrement le public sur le déroulement du DOCOB.

C'est pourquoi différentes actions d'information ou de communication sont envisagées en compléments des mesures contractuelles et de la charte.

Action INFO3 : information du public et des responsables locaux

Dans le cadre de l'animation du DOCOB il est envisagé de fournir une information sur le site Natura 2000 et sur la mise en œuvre du DOCOB.

Le rythme et la forme de cette information seront adaptés en fonction de l'évolution des besoins et des actions menées.

La démarche envisagée est donc l'élaboration d'une lettre du DOCOB ou de petites brèves par l'animateur. Ces textes seront transférés au format numérique à chaque commune. Chaque mairie choisira le mode de diffusion de l'information (dans son journal communal, sur son site internet).

En fonction de l'évolution de la mise en œuvre du DOCOB et de son intégration dans les politiques territoriales, il sera envisagé la réalisation de panneaux d'exposition et l'édition sur papier d'une lettre d'information à large diffusion.

Sans présager de l'évolution de cette action, on peut déjà réserver une somme minimale pour la réalisation de panneaux (environ 2 000 €) et une édition papier (environ 500 €) dans les 3 années à venir

Partenaires techniques : DREAL, DDTM, service « communication » de la CUB.

Sources de financement : État, CG33, CUB, autofinancement.

Action INFO4 : information sur les espèces invasives et les techniques de lutte

Certaines agences de l'eau et d'autres organismes ont élaboré des manuels techniques dont l'objet est de faciliter la reconnaissance des espèces invasives et de présenter des techniques de lutte récentes et respectueuses de l'environnement.

Dans le cadre du DOCOB, il est important de diffuser ces documents auprès des acteurs du territoire impliqués dans la lutte contre les espèces invasives et plus généralement de les mettre à disposition pour les habitants des communes concernées. Ces documents sont souvent disponibles sur internet et peuvent être diffusés :

- impression des petites plaquettes et mise à disposition en mairie
- lien sur les sites internet des communes ou de la CUB (documents téléchargeables (s'adresser aux auteurs pour l'autorisation de diffusion)).

Toutefois, ces documents ne ciblent pas forcément les espèces posant problème sur le site, il serait nécessaire de réaliser une plaquette complémentaire adaptée au site.

Cela permettrait aux personnes sensibilisées à ce problème de trouver plus rapidement les informations nécessaires sur les espèces qu'elles risquent de rencontrer et sur les précautions à prendre, adaptées aux caractéristiques du site.

Réalisation d'une plaquette comprenant une fiche générale (double page) de présentation du site et de la problématique « espèces exotiques envahissantes » et 6 fiches spécifiques d'une page (jussie, myriophylle du Brésil, érable négundo, écrevisse de Louisiane, ragondin, tortue de Floride). Selon les besoins, des fiches supplémentaires pourront être élaborées si de nouvelles espèces s'implantent sur le site.

Nombre de journées pour l'élaboration du contenu et la mise en forme : 10 j (en régie ou sous-traitance externe, 5 000 €). Le coût de l'édition sera évalué sur devis.

Partenaires techniques : AEAG, forum des marais atlantiques, fédération départementale des groupements de défense contre les ennemis des cultures en Gironde, ONCFS, Cistude Nature.

Sources de financement : AEAG, CG33, région, CUB.

Action INFO5 : recommandations sur le comportement lors des activités de découverte

Élaboration d'une plaquette d'information destinée aux scolaires, aux randonneurs et aux touristes, à mettre à disposition dans les écoles et les offices du tourisme.

Cette plaquette présentera de façon synthétique et attractive les éléments d'intérêt patrimonial du site mais aussi et surtout leur vulnérabilité, ainsi que des conseils de base visant à préserver la qualité du site, l'état des milieux et des populations d'espèce.

Partenaires techniques : services du tourisme du CG33, de la CUB.

Sources de financement : CG33, région, CUB.

2.4.2.5 - Évaluation financière

Classement par type d'action

Action	Priorité	An1	An2	An3	An4	An5	Total
ES1 (habitats)	1					1 260,00 €	1 260,00 €
ES2 (flore)	1			660,00 €		2 400,00 €	3 060,00 €
ES3 (lépidoptères)	1		2 400,00 €			2 400,00 €	4 800,00 €
ES4 (odonates)	2	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	6 000,00 €
ES5 (poissons)	2		800,00 €		800,00 €		1 600,00 €
ES6 (cistude)	2	1 600,00 €		1 600,00 €		2 400,00 €	5 600,00 €
ES7 (mustélidés)	2	470,00 €	220,00 €	470,00 €	220,00 €	470,00 €	1 850,00 €
ES8 (qualité de l'eau)	1	600,00 €		600,00 €		600,00 €	1 800,00 €
PN1 (espèces invasives: organisation)	1	330,00 €	220,00 €	220,00 €	220,00 €	330,00 €	1 320,00 €
PN2 (élimination des déchets)	2	?	?	?	?	?	?
DA1 (protection du patrimoine naturel)	2						
DA2 (forêt)	2						
DA3 (cultures)	2						
INFO3 (information du public)	1		500,00 €	2 000,00 €			2 500,00 €
INFO4 (information sur les espèces invasives)	1	5 000,00 €					5 000,00 €
INFO5 (activités de loisir et de découverte)	3				4 000,00 €	4 000,00 €	8 000,00 €
Total		9 200,00 €	5 340,00 €	6 750,00 €	6 440,00 €	15 060,00 €	42 790,00 €

Classement par niveau de priorité

Action	Priorité	An1	An2	An3	An4	An5	Total
ES1 (habitats)	1					1 260,00 €	1 260,00 €
ES2 (flore)	1			660,00 €		2 400,00 €	3 060,00 €
ES3 (lépidoptères)	1		2 400,00 €			2 400,00 €	4 800,00 €
ES8 (qualité de l'eau)	1	600,00 €		600,00 €		600,00 €	1 800,00 €
PN1 (espèces invasives: organisation)	1	330,00 €	220,00 €	220,00 €	220,00 €	330,00 €	1 320,00 €
INFO3 (information du public)	1		500,00 €	2 000,00 €			2 500,00 €
INFO4 (information sur les espèces invasives)	1	5 000,00 €					5 000,00 €
ES4 (odonates)	2	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	6 000,00 €
ES5 (poissons)	2		800,00 €		800,00 €		1 600,00 €
ES6 (cistude)	2	1 600,00 €		1 600,00 €		2 400,00 €	5 600,00 €
ES7 (mustélidés)	2	470,00 €	220,00 €	470,00 €	220,00 €	470,00 €	1 850,00 €
PN2 (élimination des déchets)	2	?	?	?	?	?	?
DA1 (protection du patrimoine naturel)	2						
DA2 (forêt)	2						
DA3 (cultures)	2						
INFO5 (activités de loisir et de découverte)	3				4 000,00 €	4 000,00 €	8 000,00 €
Total		9 200,00 €	5 340,00 €	6 750,00 €	6 440,00 €	15 060,00 €	42 790,00 €

Sigles et abréviations

AEAG : Agence de l'Eau Adour-Garonne

AMAP : Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

CATER : Cellule d'Animation Technique pour l'Eau et les Rivières

CBN (SA) : Conservatoire Botanique National (Sud-Atlantique)

CG33 : Conseil Général de la Gironde

ASP : Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles

COD : Carbone Organique Dissous

COT : Carbone Organique Total

CRPF : Centre Régional de la Propriété Forestière

CUB : Communauté Urbaine de Bordeaux

DDASS33 : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Gironde

DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

FR CIVAM : Fédération Régionale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural

GIPA : Groupe Interprofessionnel du Peuplier d'Aquitaine

IBGN : Inventaire Biologique Global Normalisé

LPO : Ligue pour la Protection des Oiseaux

MES : Matières En Suspension

ONCFS : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage

ONEMA : Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

PPEANP : Périmètres de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains

Région : Conseil Régional d'Aquitaine

SAFER : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural

SEPANSO : Sociétés pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest

ZPENS : Zone de Prémption au titre des Espaces Naturels Sensibles